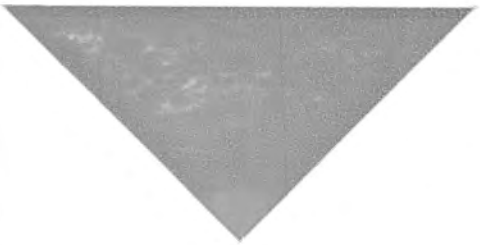
RES PUBLICA



1984/5

Elections européennes

Uitgaven van de Belgische gemeenten

Activiteitsgraad van de senatoren

TIJDSCHRIFT VOOR POLITOLOGIE
REVUE DE SCIENCE POLITIQUE
BELGIAN JOURNAL FOR POLITICAL SCIENCE

RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie
Revue de Science Politique
Belgian Journal for Political Science

BUNDEL - VOLUME XXVI - 1984 - N. 5

VERKOOPSVOORWAARDEN VAN HET TIJDSCHRIFT RES PUBLICA

CONDITIONS DE VENTE DE LA REVUE RES PUBLICA

SALES CONDITIONS OF RES PUBLICA

	BF-FB
1. Volledige verzameling van 1963 tot en met 1976 Collection complète de 1963 à 1976 inclus Collection from 1963 through 1976 included	
België - Belgique - Belgium	3.500
Andere landen - Autres pays - Other countries	4.500
2. De jaargangen 1977 tot en met 1979 Volumes de 1977 à 1979 inclus Volumes from 1977 through 1979 included	
België - Belgique - Belgium	1.500
Andere landen - Autres pays - Other countries	2.000
3. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) Vente au numéro (à partir de 1980 seulement) Number sale (only from 1980 on)	
Persoon - Individu - Individuals	300
Instelling - Institution - Institutions	600
4. Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) Vente numéro double (à partir de 1980 seulement) Double issue sale (only from 1980 on)	
Persoon - Individu - Individuals	600
Instelling - Institution - Institutions	1.200

Voor bestellingen en meer inlichtingen betreffende de verkoopsvoorwaarden kunt U zich best wenden tot het Politologisch Instituut, p/a E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven, tel. : (016) 22.83.44 (016) 22.97.85.

Pour commandes et plus amples renseignements concernant les conditions de vente veuillez contacter le Politologisch Instituut, o/c E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Louvain, Belgique, tél. : (016) 22.83.44 (016) 22.97.85.

For orders and more information concerning the sales conditions please contact the Politologisch Instituut, c/o E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven, Belgium, phone : (016) 22.83.44 (016) 22.97.85.

Bijlage bij *Res Publica* 1984, nr. 5

HERNIEUW UW ABONNEMENT NU

REABONNEZ-VOUS MAINTENANT

TAKE YOUR SUBSCRIPTION FOR 1985 RIGHT NOW

Abonnementsvoorwaarden van het tijdschrift Res Publica :

Conditions d'abonnement de la revue Res Publica :

Annual subscription of Res Publica :

	1985 B.F.-F.B.
Jaarlijks abonnement (4 nummers) — Abonnement annuel (4 numéros) — Annual subscription (4 issues)	
België - Belgique - Belgium	
Andere landen - Autres pays Other countries	
Persoon - Individu - Individuals	700
Instelling - Institution - Institutions . . .	1.500
Uitsluitend voor België — Belgique seulement	
Studenten (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) ;	
Etudiants (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation)	400

De hernieuwing van het abonnement gebeurt het best door overschrijving van het bedrag op Gemeentekrediet nr. 091-0034240-28 van het Politologisch Instituut, Egmontstraat 11, 1050 Brussel, met vermelding : Abonnement Res Publica 1985. Wilt U even nakijken of Uw adres wel volledig is vermeld op de betalingsstrook.

Réabonnez-vous en versant le montant au Crédit Communal n° 091-0034240-28, Politologisch Instituut, rue d'Egmont 11, 1050 Bruxelles, en mentionnant : Abonnement Res Publica 1985. Vérifiez si votre adresse est bien indiquée au talon du versement.

The easiest way to renew your subscription is to transfer the required sum to the bank account Gemeentekrediet 091-0034240-28 of the Politologisch Instituut, Brussels, mentioning : Subscription Res Publica 1985. And please check if your payment-form bears your full address.

Les élections européennes de 1984

Analyse des résultats pour la Belgique

par William FRAEYS,

Ingénieur Commercial ULB.

*

Il a été abondamment souligné que dans la plupart des pays européens et en Belgique en particulier, le scrutin du 17 juin 1984 a pris davantage la valeur d'un test de politique intérieure qu'il n'a reflété un choix posé en raison de critères européens.

Il eut été difficile qu'il en fût autrement, notamment dans notre pays où aucune divergence profonde n'apparaissait entre les listes en présence quant à la nécessité et à la justification de l'œuvre de construction européenne. L'électeur ne pouvait baser son choix que sur deux éléments : sa conception politique de base ou son jugement momentané sur la politique menée dans son propre pays.

Il était en effet possible de marquer une préférence pour une conception libérale, chrétienne ou socialiste de l'Europe ou d'estimer qu'au niveau de Strasbourg la voie écologiste valait d'être suivie. Sans cela, l'électeur devait donner son sentiment, non pas sur la politique et les prises de position européennes d'élus dont on avait fort peu suivi les travaux depuis 1979, mais bien sur la politique plus immédiatement perceptible menée par chacun des gouvernements nationaux. Les électeurs européens ne se privèrent guère de manifester leur peu d'intérêt pour le scrutin, en s'abstenant assez largement d'y participer (1) là ou le vote n'était pas obligatoire ou en votant plutôt contre la politique du gouvernement de leur pays, principalement en France et en Grande-Bretagne.

En Belgique, si le taux de participation électorale fut légèrement plus élevé qu'en 1979, tout en demeurant inférieur à ceux des dernières élections législatives, il ne fait guère de doute que les électeurs ont profité

(1) La participation fut, pour les 10 pays, de quelque 59 % contre 61,5 % en 1979 (neuf pays).

de leur bulletin de vote du 17 juin 1984 pour donner leur sentiment sur ce qui s'était passé depuis le scrutin législatif de 1981.

Partant de cette constatation, nous orienterons notre analyse des résultats du scrutin de 1984 à la fois sur la comparaison avec ceux des élections européennes de 1979 et des législatives de 1981.

Deux méthodes d'analyse.

La loi relative à l'élection du Parlement européen instituant deux collèges électoraux (2), il est logique d'analyser les résultats de 1984, au niveau de chacun de ces collèges. Si l'on désire d'autre part insérer les résultats actuels dans l'évolution de ceux des scrutins législatifs des dernières années, il est plus adéquat de les examiner au niveau des trois grandes circonscriptions électorales que sont les cantons flamands, les cantons wallons et les huit cantons bruxellois.

Nous commencerons donc notre analyse par une comparaison entre le scrutin de 1984 et celui de 1979 au niveau du Collège électoral français d'une part, du Collège électoral néerlandais de l'autre. Nous compléterons cette comparaison par un rapprochement avec les résultats des législatives de 1981 que nous avons recalculés pour chacun des deux collèges.

Dans une étape ultérieure nous situerons chacune des grandes formations politiques dans une perspective à plus long terme et comme les évolutions sont dissemblables pour les trois régions du pays, nous les décrirons séparément pour chacune d'elles.

La comparaison entre les résultats des élections européennes de 1984 et de 1979 tant pour le collège électoral français que pour le collège électoral néerlandais se fait par juxtaposition directe des chiffres publiés (3). Le rapprochement avec les élections législatives de 1981 nécessite une

---

(2) Il y a deux collèges électoraux, l'un français, l'autre néerlandais. Les électeurs du collège électoral français élisent onze représentants ; ceux du collège néerlandais, treize.

Les électeurs ayant leur résidence principale dans la circonscription électorale wallonne (quatre provinces wallonnes et arrondissement de Nivelles) appartiennent au collège français et ceux ayant leur résidence principale dans la circonscription électorale flamande (quatre provinces flamandes et arrondissement de Louvain) au collège néerlandais. Les électeurs ayant leur résidence principale dans la circonscription électorale bruxelloise (arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde) appartiennent à l'un de ces deux collèges (en fonction du vote émis pour des candidats flamands ou francophones).

Le dépouillement et la publication des résultats continuent à se faire au niveau du canton électoral traditionnel.

(3) Nous utiliserons les résultats officieux complets tels que publiés au lendemain du scrutin.

estimation des résultats de ces dernières au niveau de chacun des deux collèges électoraux avec une répartition des voix obtenues dans l'arrondissement électoral de Bruxelles par les listes qui n'étaient pas linguistiquement séparées. Pour ce faire nous avons procédé de la manière suivante :

— pour toutes les listes qui se présentaient dans les cantons wallons et dans l'arrondissement de Bruxelles sous une même étiquette (PS, PRL, PSC, etc.) nous avons additionné les voix obtenues en Wallonie et à Bruxelles ;

— nous avons procédé de même pour les listes qui se présentaient sous le même sigle en Flandre et à Bruxelles (SP, PVV, CVP, etc.) ;

— pour les seules listes qui dans l'arrondissement de Bruxelles ne s'étaient pas scindées (Communistes, UDRT-RAD, listes d'extrême gauche, listes diverses) nous avons procédé à une répartition des résultats entre les deux collèges sur base de l'attribution de 80 % des voix obtenues dans les huit cantons bruxellois au collège français et 20 % au collège néerlandais, tandis que nous ajoutions la totalité des voix de ces listes obtenues dans les cinq cantons flamands de l'arrondissement de Bruxelles à celles totalisées dans le collège néerlandais. Le résultat obtenu demeure une estimation, mais nous la croyons proche de la réalité, car sur les 854.258 votes valables recensés en 1981 dans l'arrondissement de Bruxelles, seuls 93.374, soit 10,93 % devaient faire l'objet d'une répartition arbitraire. Par rapport au nombre total de votes valables, les voix réparties représentaient moins de 2 %. Même si nos critères ne reflètent pas totalement la réalité, on voit que la marge d'erreur rapportée à l'ensemble des listes est minime. Nous estimons dès lors que les tableaux qui suivent et qui comparent les résultats des élections européennes et ceux des élections législatives de 1981 sont fiables.

A. **Par collèges électoraux.**

1. *Le collège électoral français.*

Il n'est pas possible de faire débuter l'analyse au niveau du nombre des électeurs inscrits dans chacun des deux collèges électoraux, puisque les électeurs de l'arrondissement de Bruxelles avaient le choix entre des candidats de l'un ou l'autre rôle linguistique et qu'en fonction de ce choix, le vote était rattaché à l'un ou l'autre collège. Nous partirons donc du

nombre de bulletins déposés (4). A partir de ceux-ci nous donnerons les résultats en pourcentages uniquement et non en valeurs absolues pour alléger les tableaux statistiques.

Il a été déposée 2.513.673 bulletins, dont 89,10 % portaient un vote valable. Ce pourcentage est assez nettement supérieur à celui enregistré en 1979, mais ne rejoint cependant pas le niveau des élections législatives de 1981. Il demeure une tranche supplémentaire d'un peu plus de 3 % d'électeurs qui ne désirent pas exprimer un choix lors des élections européennes. Les consignes d'abstention données par l'UDRT y ont peut-être joué un certain rôle, mais ce rôle doit être très marginal. En effet, le taux de blancs et nuls est à peine plus élevé dans l'arrondissement de Bruxelles (11,09 %) et il est moins élevé dans celui de Nivelles (8,65 %) que dans l'ensemble du collège électoral, or, en 1981, le résultat de l'UDRT était très nettement supérieur à Bruxelles et à Nivelles par rapport aux autres arrondissements.

Elections européennes de 1979 et de 1984 et législatives de 1981
Collège électoral français

	1979	*1984*	*1981*
Bulletins déposés	2.452.541	2.513.673	2.573.766
Votes valables	85,60 %	89,10 %	92,73 %
Blancs et nuls	14,40 %	10,90 %	7,27 %
1. Extrême gauche	1,99 %	1,05 %	0,48 %
2. Communistes	5,06 %	2,75 %	3,80 %
3. PS	27,43 %	34,04 %	32,05 %
4. PSC	21,24 %	19,47 %	18,04 %
5. PRL (1)	18,60 %	24,14 %	21,60 %
6. FDF	19,74 %	6,38 %	6,22 %
7. PWE (2)		2,32 %	4,32 %
8. Autres listes wallonnes et francophones	—	—	1,42 %
9. UDRT	—	—	4,90 %
10. Ecologistes	5,14 %	9,85 %	6,30 %
11. Divers	0,80 %	—	0,87 %

(1) Y compris Parti libéral wallon en 1979 (0,84 %).
(2) En 1979 et 1981 : Rassemblement Wallon.

Les pourcentages qui suivent sont toujours exprimés par rapport au total du nombre de votes valables.

Les *listes d'extrême gauche* reculent assez nettement par rapport à leur résultat de 1979, passant de 1,99 % à 1,05 %. Elles obtiennent cepen-

(4) Même pour ceux-ci, il faut faire une estimation. On ne connait en effet pas la répartition entre les collèges des bulletins « Blancs et nuls » de l'arrondissement de Bruxelles. Nous avons supposé que ces bulletins se répartissaient entre collèges dans la même proportion que les votes valables.

dant plus de voix qu'aux législatives de 1981. Bien qu'il ne s'agisse que d'un nombre très réduit de suffrages, nous n'avons pas d'explication pour ce « meilleur » résultat européen par rapport au niveau atteint lors d'élections nationales.

Le *parti communiste* recule très nettement, passant de 5,06 % à 2,75 % et tombant nettement au-dessous de son résultat de 1981.

Le *parti socialiste* au contraire apparaît comme le net vainqueur du scrutin si l'on compare son résultat de 1984, soit 34,04 % à celui de 1979, 27,43 %. Il faut évidemment tenir compte du fait que le niveau de 1979 était particulièrement faible, mais le progrès du PS mesuré par rapport au résultat législatif avoisine cependant 2 %.

Le progrès du PS tant par rapport à 1979 qu'à 1984 est général en Wallonie, mais il est nettement moins prononcé dans le Hainaut que dans les autres provinces.

Si l'on définit la « gauche » comme représentée par les partis socialiste, communiste et d'extrême gauche, cette tendance représente 37,84 % du collège électoral français, en progrès de 3,36 % par rapport à 1979 et de 1,51 % par rapport à 1981.

Le *parti social chrétien* se trouve dans une situation ambiguë. Il recule de 1,77 % par rapport à son score de 1979, mais progresse néanmoins de 1,43 % par rapport à 1981. Les résultats sociaux chrétiens sont quasi partout en recul par rapport à 1979 et en progrès par rapport à 1981, néanmoins le recul est beaucoup plus net dans la province de Luxembourg où le niveau atteint en 1984 est quasi identique à celui de 1981.

Le *PRL* sort renforcé des élections européennes. Il gagne 5,54 % des voix par rapport à 1979 et 2,54 % par rapport à 1981 et apparaît tout à fait nettement comme deuxième parti du collège électoral français, creusant l'écart qui le sépare du PSC. Son résultat est très favorablement influencé par le score obtenu dans l'arrondissement de Bruxelles où il totalise 20,79 % des voix, contre 11,59 % en 1979 et 12,21 % en 1981. L'absence d'une liste UDRT aux élections de 1984, alors que cette formation totalisait 6,97 % des voix de l'arrondissement en 1981, explique sans doute une partie du succès du PRL. L'apport personnel de M. Nols complète le gain libéral. En Wallonie, au contraire, le PRL se retrouve soit à son niveau de 1981 (Hainaut et Luxembourg), soit au-dessous de celui-ci (Liège et Namur).

Les résultats du *FDF* et de *PWE* doivent faire l'objet d'une analyse conjointe puisque ces deux listes qui se présentaient séparément en 1984, sont les héritières de la liste unique FDF-RW de 1979 et de cette même

formation en 1981, mais à laquelle s'ajoutaient quelques autres listes wallonnes et francophones. En 1979, le FDF-RW totalisait 19,74 % des voix. En 1984, le FDF obtient 6,38 % et PWE, 2,32 %. Le recul est donc sévère puisqu'il atteint 11,04 %. Par rapport à 1981, la perte de l'ensemble FDF-PWE en regard du total du FDF-RW et des autres listes wallonnes et francophones atteint 3,26 %. Le recul est général mais par rapport à 1979, il est particulièrement net à Bruxelles et dans la province de Namur. Si l'on compare à 1981, la régression est la plus nette à Bruxelles et dans le Hainaut.

L'*UDRT* ne se présentait ni en 1979, ni en 1984, mais représentait environ 4,90 % des suffrages du collège électoral français lors des législatives de 1981. Il apparaît que les consignes d'abstention données par ce parti, n'ont été que très partiellement suivies et nous avons vu que l'absence de liste UDRT doit expliquer une part du succès libéral, notamment à Bruxelles.

Les *Ecologistes* apparaissent comme les troisièmes vainqueurs du scrutin. Ils passent de 5,14 % en 1979 et 6,30 % en 1981, à 9,85 % en 1984 et deviennent ainsi la quatrième force politique du collège français dépassant de loin les Communistes et les listes fédéralistes. L'avance écologiste est générale, mais particulièrement nette dans le Hainaut, à Liège et à Bruxelles.

Nous mesurons traditionnellement l'ampleur des variations électorales en calculant le taux de mobilité externe (5). Celui-ci atteint 16,86 entre les deux scrutins européens et 10,24 entre les élections de 1984 et celles de 1981. Ces taux peuvent être considérés comme élevés, surtout si l'on songe que le second est atteint après une période de deux ans et demi seulement.

2. *Le collège électoral néerlandais.*

Dans le collège électoral néerlandais, il a été déposé 3.917.109 bulletins dont 89 % de suffrages valables et 11 % de blancs et nuls. Ce dernier pourcentage est quasi identique à celui de 1979 et nettement supérieur à celui des élections législatives des dernières années. En Flandre, il apparaît donc que l'intérêt pour ces élections européennes n'a pas été plus grand qu'il y a cinq ans, ou que certains électeurs déçus par la politique gouvernementale — libéraux pour la plupart — se sont réfugiés dans l'abstention.

---

(5) Pour rappel : le taux de mobilité externe est la demi-somme des valeurs absolues des différences de pourcentages par rapport aux votes valables obtenus par les divers partis (ou groupes de partis) lors de deux élections successives.

Les listes *d'extrême gauche* recueillent 1,32 % des voix, et sont donc en très léger recul par rapport à 1979 et à 1981.

Il est symptomatique que depuis cinq ans, ces listes, fort marginales cependant, récoltent plus de suffrages que le parti communiste.

La liste *communiste,* en effet, continue à s'effondrer ne recueillant plus que 0,74 %, contre 1,18 % en 1979 et 1,33 % en 1981.

Le grand vainqueur du scrutin est, sans conteste, le *Socialistische Partij,* qui, avec 28,13 %, gagne 7,23 % par rapport à 1979 et 7,67 % par comparaison avec 1981. Avec un tel résultat, il est logique que le SP progresse partout, mais il est assez symptomatique que par rapport à 1981, ce parti gagne entre 7 et 8 % dans les quatre provinces flamandes et légèrement plus à Louvain tandis que dans l'arrondissement de Bruxelles le progrès se limite à 2,89 %. Avec 28,13 %, le SP n'est plus dépassé que de 4,40 % par le CVP, traditionnel premier parti de Flandre, alors que l'écart était encore de 11,56 % en 1981 et de 27,19 % en 1979.

Le *CVP* enregistre un profond recul (—15,56 %) par rapport à son résultat de 1979 et se maintient à un niveau à peine supérieur à celui de 1981. Il est correct de souligner que le résultat atteint en 1979 était particulièrement favorable au CVP, grâce notamment à l'apport de voix réalisé par M. Tindemans (983.600 voix) et que dès lors le recul enregistré en 1984 apparaît d'autant plus net. Il n'en reste pas moins que le maintien du CVP sous le niveau de 33 % ne peut pas être considéré comme favorable. Par rapport à 1981, le CVP recule dans le Limbourg et à Louvain, tandis qu'il progresse faiblement dans la province d'Anvers et un peu plus dans les deux Flandres.

Le *PVV* apparaît, lui aussi, comme perdant lors de ces élections. Si son recul se limite à 1,14 % par rapport à 1979, il atteint 7,14 % en comparaison avec 1981. Avec 14,19 % des suffrages, le PVV s'établit au troisième rang des partis du collège néerlandais recueillant à peine la moitié des voix du SP, alors qu'il dépassait légèrement ce dernier en 1981. Le recul libéral par rapport à 1981 est général dans tous les arrondissements flamands, avec les chiffres les plus élevés à Gand, Furnes et Ypres.

La *Volksunie* enregistre avec 13,91 % des voix un résultat supérieur à celui de 1979 (+ 4,20 %), mais inférieur à celui de 1981 (— 2,24 %). Ce parti semble, tant en 1984 qu'en 1979 attirer moins les électeurs pour un scrutin européen que pour les élections belges.

Le *Vlaams Blok* continue une lente progression. Il passe en effet de 1,04 % en 1979 à 1,83 % en 1981 et à 2,10 % en 1984.

Elections européennes de 1979 et de 1984 et législatives de 1981
Collège électoral néerlandais

	1979	1984	1981
Bulletins déposés	3.759.942	3.917.109	3.930.290
Votes valables	88,92 %	89,00 %	92,57 %
Blancs et nuls	11,08 %	11,00 %	7,43 %
1. Extrême gauche	1,41 %	1,32 %	1,38 %
2. Communistes	1,18 %	0,74 %	1,33 %
3. SP	20,90 %	28,13 %	20,46 %
4. CVP	48,09 %	32,53 %	32,02 %
5. PVV	15,33 %	14,19 %	21,33 %
6. RAD	—	—	1,28 %
7. Volksunie	9,71 %	13,91 %	16,15 %
8. Vlaams Blok (1)	1,04 %	2,10 %	1,83 %
9. Ecologistes	2,34 %	7,08 %	3,88 %
10. Divers	—	—	0,34 %

(1) En 1979 : Vlaamse Volkspartij.

Les *Ecologistes* (Agalev) progressent de 4,74 % par rapport à 1979 et de 3,20 % par rapport à 1981, c'est-à-dire dans une mesure quasi égale à leur avance dans le collège électoral français. Ils ne se hissent cependant qu'au cinquième rang des partis flamands, encore précédés par les listes fédéralistes, ce qui n'est plus le cas du côté français.

Tout comme pour le collège électoral français, le taux de mobilité externe peut être considéré comme élevé. Il atteint 17,23 entre 1984 et 1979 et 11,65 entre 1984 et 1981.

3. *La répartition des sièges.*

Les 11 sièges du collège électoral français se répartissent ainsi :

Parti socialiste	5 sièges	(+ 1)
PRL	3 sièges	(+ 1)
PSC	2 sièges	(— 1)
Ecologistes	1 siège	(+ 1)
FDF-RW	—	(— 2)

Les 13 sièges du collège électoral néerlandais sont attribués de la manière suivante :

CVP	4 sièges	(— 3)
SP	4 sièges	(+ 1)
PVV	2 sièges	(—)
Volksunie	2 sièges	(+ 1)
Ecologistes	1 siège	(+ 1)

Le mouvement des sièges traduit évidemment les variations des suffrages des diverses listes. Dans le collège électoral néerlandais, la perte de trois sièges sur sept apparaît comme sévère pour le CVP. Il faut souligner cependant que le dernier siège échappe d'assez peu à ce parti et est attribué à la Volksunie.

Dans le collège électoral français, les deux sièges qui étaient dévolus à la liste commune FDF-RW ne sont récupérés ni par le FDF, ni par PWE qui se présentaient séparément. Si ces deux formations avaient fait liste commune et si cette dernière avait obtenu le même nombre de voix que le FDF et PWE, il leur aurait été attribué un siège et le Parti socialiste aurait maintenu sa représentation antérieure de quatre élus.

4. *Les votes de préférence.*

Une seconde caractéristique du scrutin qui a abondamment été soulignée est l'importance des votes de préférence. Ils représentent 54,5 % du total des votes valables dans le collège électoral français et 47,7 % dans le collège néerlandais. En 1979, les pourcentages étaient respectivement 48,1 % et 65,1 %. Le chiffre très élevé atteint en 1979 dans le collège néerlandais résultait du record établi par M. Tindemans avec 983.600 voix de préférence.

En 1984, un tel nombre n'a été atteint par personne puisque le candidat qui a recueilli le plus de suffrages personnels, M. Van Miert, totalise 496.063 voix.

Il faut évidemment rapporter le nombre de voix de préférence au nombre total de suffrages valables dans l'un ou l'autre collège et en outre comparer ce nombre au total des voix attribuées à la liste où figure le candidat. Il est en effet différent de se voir attribuer le même nombre de votes de préférence dans un collège comptant 3.486.000 votes valables ou dans un autre n'en totalisant que 2.239.000.

A cet égard, M. Van Miert reste en tête de peloton puisqu'il recueille 14,2 % des suffrages valables du collège néerlandais et 50,6 % des voix du SP. Le second candidat à attirer de forts pourcentages de votes de préférence est M. Happart (234.996 voix), qui totalise 10,5 % des votes du collège électoral français et 30,8 % des voix du PS. Ces deux candidats restent cependant en retrait de la performance de M. Tindemans de 1979, où les pourcentages correspondants étaient de 29,42 % et 61,17 %. Le même M. Tindemans, bien que candidat suppléant réalise la troisième performance en 1984, avec 9,7 % des votes néerlandais et 29,9 % des votes CVP. MM. Nols (92.969 voix) et Deprez (90.096) se situent un peu au-dessus de 4 % des votes du collège français, tandis que MM. De Gucht et Croux n'atteignent pas 3 % du collège néerlandais.

Une question importante est de savoir combien de ces votes de préférence proviennent d'électeurs qui n'auraient pas voté pour une telle liste, si le candidat en question ne s'était pas présenté. On ne peut évidemment à ce propos qu'avancer des hypothèses et il aurait fallu recourir à un sondage après le scrutin pour pouvoir les étayer. Nous croyons cependant qu'il faut distinguer le cas de personnalités qui se présentent sur « leur » liste, comme MM. Tindemans, Van Miert et Deprez et de candidats venus d'autres listes, comme M. Nols, ou entrés en lice pour la première fois comme M. Happart. L'apport extérieur de voix nous paraît devoir être plus élevé dans le cas des seconds que des premiers.

Il nous paraît en effet qu'il y a plus de non-libéraux qui ont voté pour M. Nols ou de non-socialistes pour M. Happart, que de non-sociaux-chrétiens ou de non-socialistes flamands qui ont choisi M. Tindemans ou M. Van Miert. De plus nous pensons que M. Nols a sans doute réalisé le plus grand apport extérieur de voix. En effet, sur les 92.969 voix de préférence, 66.534 ont été recueillies dans les huit cantons bruxellois et 14.155 dans le seul canton de Schaerbeek. M. Nols représente à lui seul 43,49 % des voix PRL des huit cantons et ses voix de préférence atteignent 11,81 % des votes valables de ces huit cantons. Le PRL d'autre part progresse dans ces cantons de 12,01 % par rapport à 1979 et de 11,35 % par rapport à 1981. Quand on sait que le recul du FDF par rapport à 1981 est de 6,40 % et que l'UDRT, qui ne se présentait pas en 1984 obtenait 8,70 % des voix en 1981, on ne peut que penser que M. Nols aura très largement glané des voix non-libérales, mais dans la seule région où sa popularité est grande : l'agglomération bruxelloise.

Certes, le PS progresse dans les arrondissements où M. Happart est le plus connu, ceux de la province de Liège, mais d'une part les progrès sont beaucoup plus modérés que ceux du PRL à Bruxelles et en second lieu, ils sont inférieurs aux gains socialistes dans d'autres régions. S'il est certain que la présence de M. Happart a, soit apporté des suffrages, soit empêché des électeurs de voter pour d'autres listes (PWE par exemple) nous pensons néanmoins que l'apport extérieur n'est pas égal à celui réalisé par M. Nols en faveur du PRL.

B. **L'évolution des familles politiques en longue période.**

Les partis politiques ont subi de telles variations de leurs résultats électoraux depuis le grand bouleversement de 1965 (6) qu'il n'est pas

(6) Marqué par le succès libéral (PLP) et le profond recul social chrétien et socialiste.

inutile de situer le niveau de chacun d'eux tel qu'il ressort du scrutin européen. Comme l'évolution n'est pas identique pour les trois régions, nous ferons l'analyse séparément pour chacune d'entre elles.

1. *Les cantons wallons.*

Dans les cantons wallons, le recul *communiste* se poursuit. Ce parti ne recueille plus aujourd'hui que 3,02 % des voix alors qu'il atteignait encore 9,53 % en 1965 et qu'il avait représenté jusqu'à 21,68 % en 1946.

Le *parti socialiste* réalise avec 38,4 % un de ses meilleurs résultats depuis 1965. Il frôle en effet son résultat de 1977 (38,71 %) mais ne retrouve cependant pas les niveaux d'avant 1961 et demeure assez loin de son maximum d'après-guerre (49,97 % en 1954, y compris sa part dans les cartels libéral-socialiste de l'époque).

Le *parti social chrétien* avec 21,43 % des voix obtient un pourcentage très moyen par rapport à ses résultats des vingt dernières années (maximum : 26,94 % en 1978 et minimum 19,56 % en 1981) et est très en retrait par rapport à son maximum de 1950 : 32,91 %.

Le *parti réformateur libéral,* avec 21,27 % se situe nettement au-dessus des minima des dernières années : 15,05 %, mais ne retrouve pas son maximum de 1968 : 26,68 %.

Les listes fédéralistes *FDF et PWE* totalisent 5,34 % ce qui signifie un effondrement par rapport au sommet de 1971, où le Rassemblement Wallon atteignait 21 % des voix.

Les *Ecologistes,* enfin, continuent leur constante progression en rassemblant 9,42 % des votes valables, contre 6,15 % en 1981 et 0,71 % lors de leur première présentation en 1977.

2. *Les cantons flamands.*

Les *Communistes* ne représentent plus que 0,73 % des votes des cantons flamands. Ils avaient totalisé jusqu'à 5,49 % en 1946.

Le *Socialistische Partij* réalise avec 28,24 % des voix l'un de ses plus beaux scores de toute l'histoire électorale belge. Le maximum du BSP en 1954, se situait en effet à 30,11 % des voix. Le SP est donc nettement plus près de son maximum historique que le PS.

Le *CVP* au contraire, avec 32,40 % des voix, est dans le creux de la vague et s'il dépasse de 0,31 % le niveau le plus bas atteint en 1981,

il demeure loin de tous les résultats postérieurs à 1965 et fort en retrait par rapport à son maximum d'après-guerre : 60,37 % en 1950.

Le *PVV* a subi en 1984 un profond recul qui le ramène à 14,26 % des suffrages, soit au niveau le plus bas depuis 1965 (maximum 21,29 % en 1981) mais encore au-dessus de ceux du parti libéral antérieur au PLP qui se situaient entre 8 et 13 % depuis 1946.

La *Volksunie* est en recul par rapport à 1981, et se situe à un niveau moyen de la période 1965-1984. Si on y ajoute les voix du Vlaams Blok, on constate cependant que le recul des fédéralistes flamands par rapport à leur maximum de 1971 (18,77 %) n'est que de 3,09 % sans commune mesure avec le résultat de leurs homologues wallons.

Les *Ecologistes* totalisent 7,20 % des suffrages, contre 4,01 % en 1981 et 2,32 % en 1979.

3. *Les cantons bruxellois.*

Dans les huit cantons bruxellois, les variations ont été plus grandes encore que partout ailleurs depuis vingt ans.

Si les *Communistes* y régressent comme partout, les *Socialistes,* selon qu'ils sont francophones ou flamands y connaissent des évolutions divergentes. Le PS se retrouve avec 12,87 % des voix, fort proche de son minimum historique (10,24 % aux européennes de 1979), tandis que le SP avec 5,39 % progresse régulièrement depuis sa création en 1968 (Rode Leeuwen : 2,32 %).

Ensemble, les Socialistes totalisent 18,26 % ce qui les laisse fort en deçà de leur maximum de 1954 : 45,07 %.

Les *Sociaux chrétiens* restent fort proches de leurs bas niveaux de 1979 et de 1981. Avec 9,09 % pour le PSC et 7,42 % pour le CVP, ils sont, eux aussi, fort en retrait par rapport à leur maximum de 1950 : 34,68 %.

Le *PRL* réalise une percée remarquable, passant de 15,82 % en 1981 à 27,17 %. Nous avons déjà indiqué que nous pensons qu'elle est largement due à l'apport personnel de M. Nols. Il n'en demeure pas moins que ce résultat est le meilleur depuis de longues années. Si on y ajoute les 3,76 % des voix recueillies par le *PVV* on atteint 30,93 %, ce qui se situe fort près du record réalisé par le PLP en 1965 (33,45 %).

Le *FDF* cesse d'être le premier parti de Bruxelles et avec 16,15 % des votes valables, il se situe à moins de la moitié de son maximum de 1978 : 35,45 %. Quant à la *Volksunie,* elle recueille avec 4,09 % un

nombre de voix se situant aux alentours de la moyenne de la période 1965-1984.

Les *Ecologistes,* enfin, sont en progression constante et avec 10,01 %, ils obtiennent un résultat supérieur à celui atteint en Flandre et en Wallonie.

4. *L'ensemble du pays.*

Pour l'ensemble du pays, les résultats des familles politiques sont les suivants en 1984.

Socialistes %	Sociaux chrétiens %	Libéraux %	Sous-total %	Communistes %	Partis communautaires %	Ecologistes %	Autres %
30,44	27,42	18,08	75,94	1,53	13,15	8,18	1,20

Les *Socialistes* apparaissent comme la première force politique du pays. Recueillant 30,44 % des suffrages, ils dépassent les *Sociaux chrétiens* de plus de 3 %. Cette situation est très rare dans l'histoire électorale belge. Elle ne s'est réalisée qu'en 1925 (record historique des Socialistes) et en 1936 suite à la perte imposée par Rex au Parti catholique.

Les *Libéraux* qui s'étaient rapprochés des deux grandes familles politiques belges, voient à nouveau l'écart se creuser. Avec 18,08 %, ils sont très nettement au-dessous des Socialistes et des Chrétiens.

Ensemble, les *trois familles traditionnelles* totalisent 75,94 % des voix, soit plus qu'en 1981, mais beaucoup moins qu'avant la percée des listes fédéralistes (maximum : 95,21 % en 1950).

Les *partis communautaires* continuent leur recul et avec 13,15 % se situent sous le niveau de 1981 (15,64 %) et très en retrait par rapport à leur maximum absolu (22,34 % en 1971).

Les *Ecologistes* représentent aujourd'hui 8,18 % des voix, alors qu'ils n'apparaissent qu'en 1977.

Conclusions générales.

Marquées par un taux de participation inférieur à ceux généralement rencontrés lors d'élections législatives, caractérisées par une proportion croissante des votes de préférence, les élections du 17 juin 1984 se placent beaucoup plus dans une optique nationale qu'européenne.

Les partis de la majorité sociale-chrétienne-libérale ont-ils lieu de se féliciter ou non du score de leurs listes ? La question mérite une réponse nuancée. Au niveau du pays et donc pour l'ensemble des quatre partis représentés au Gouvernement, le recul est de 2,45 % par rapport au résultat de 1981.

Ce n'est ni un désaveu cinglant ni un satisfecit très net. C'est, après deux ans et demi d'exercice du pouvoir, un résultat moyen. Il n'est cependant pas très satisfaisant lorsqu'on y regarde de plus près. En région flamande, le recul du PVV est sévère et comme le CVP n'avance que très faiblement par rapport à 1981, la perte des deux partis de la majorité atteint 6,72 %. A Bruxelles, l'avance des quatre partis qui soutiennent le Gouvernement est de 9,89 %, mais l'apport de M. Nols et surtout l'absence d'une liste UDRT expliquent en partie cette progression et il n'est pas certain qu'elle se répéterait à un prochain scrutin législatif. En Wallonie enfin, les deux partis au pouvoir se défendent mieux, puisqu'ils progressent de 1,37 %, tandis que les progrès écologistes et socialistes trouvent leur origine non dans un recul de la majorité mais dans un profond échec des Communistes d'une part, des listes fédéralistes de l'autre. Ce résultat mitigé pour les partis au pouvoir rend aléatoire un pronostic quant au résultat de futures élections législatives. Il nous paraît cependant que certains mouvements ont été suffisamment nets ou ont continué une tendance amorcée avant 1984 pour que l'on puisse s'attendre à leur persistance ou à leur amplification. Il nous étonnerait fort que le recul des Communistes et des listes fédéralistes wallonnes et francophones et l'avance des Ecologistes ne se reproduisent pas au prochain scrutin. Il est très probable aussi que le SP se retrouvera à un niveau nettement supérieur à celui de 1981 et nous ne nous attendons guère à de fortes variations du résultat des listes fédéralistes flamandes. Pour ce qui est du score des partis de l'actuelle majorité et du parti socialiste — dont le redressement par rapport à ses niveaux de 1979 et de 1981 devrait se retrouver au prochain scrutin — il dépendra cependant en grande partie des événements qui marqueront la fin de l'actuelle législature et peut-être même de la situation économique, sociale et financière du pays à la date de la consultation électorale.

Summary : Analysis of the European election of 1984 (Belgium).

The European election which took place on June 17, 1984 must be seen in a more national than European context. Compared with previous general elections, the turn-out was generally lower and individual candidates polled a larger number of votes.

Ought the Christian Democrats and Liberals, who make up the ruling coalition, be pleased about their respective results ? A careful approach is required to answer that question. For the country as a whole, the four governing parties lost 2.45 % of their share of the vote in relation to the 1981 general election.

This cannot be seen either as a massive repudiation or as a very satisfactory result. After two and a half years in power, this can be regarded as an average performance. However, if one takes a closer look at it, the result cannot be said as being very satisfying. In Flanders, the Liberals suffered a severe setback whereas the level of support for the Christian Democrats was only fractionally higher than in 1981. Between them, the two governing parties lost 6.72 % of the votes. In Brussels, the four ruling parties gained 9.89 %. This is partly due to two factors : the votes polled by Mr. Nols and, more importantly, the fact that no UDRT candidate stood in the election. It is not at all certain that a similar result would be recorded at a general election. Finally, in Wallonia, the two governing parties put up a good fight and gained 1.37 % of the votes whereas the Socialists and the Green movement made gains not because the ruling parties suffered a defeat but because of the considerable losses both by the Communist Party and by the nationalist parties.

Het gebruik van de voorkeurstem bij de Europarlementsverkiezingen van 17 juni 1984

door Mark DEWEERDT,

Licentiaat in de Politieke en Sociale Wetenschappen.
Journalist.

*

Zoals dit bij verkiezingen steeds het geval is, werd daags na 17 juni — toen de vreugdewijn was gedronken of de bittere pil van de nederlaag doorgeslikt — met veel belangstelling uitgekeken naar het aantal voorkeurstemmen dat verkozenen en niet-verkozenen hadden weten te vergaren. Die belangstelling was bij de tweede rechtstreekse verkiezing van de 24 Belgische afgevaardigden in Straatsburg nog groter dan bij « gewone » Belgische parlementsverkiezingen. De indeling van het kiezerskorps in twee colleges, waarbij de kandidaten naar de gunst van enkele miljoenen burgers verspreid over het hele Vlaamse resp. Waalse landsdeel dingen, maakt van de Europese verkiezingen immers een populariteitstest bij uitstek (1).

In dit artikel wordt het gebruik van de voorkeur- of naamstem bij de Europese verkiezingen van 17 juni 1984 onderzocht : nationaal, per kiescollege, per provincie en per partij. Vanzelfsprekend wordt ook ingegaan op de individuele resultaten en wordt de vergelijking gemaakt met de Europese verkiezingen van 1979 en met de Belgische parlementsverkiezingen (2).

---

(1) Het Nederlands kiescollege telde in 1984 4.223.678 ingeschreven kiezers, het Frans 2.751.999.

(2) De gegevens voor de Europese verkiezingen van 1984 zijn afkomstig van het ministerie van Binnenlandse Zaken ; zij werden geput uit de persklare kopij van de (nog te verschijnen) brochure met de officiële resultaten. Om die reden kunnen onze cijfers lichtjes verschillen van die van W. Fraeys, die zich baseerde op de officieuse uitslagen. Voor 1979 haalden wij de cijfers uit het Inbel-dossier *De verkiezingen van het Europese Parlement* (1984). Gegevens voor de parlementsverkiezingen zijn ontleend aan L. DE WINTER, *Het gebruik van de voorkeurstem bij de parlementsverkiezingen van 8 november 1981, Res Publica,* 1982, nr. 1, blz. 151 vv. en aan M. DEWEERDT, *Het gebruik van de voorkeurstem bij de parlementsverkiezingen van 17 december 1978, Res Publica,* 1979, nr. 2, blz. 331 vv.

1. Het nationaal voorkeurstemmengebruik.

Van de 5.721.891 geldige stemmen die op 17 juni 1984 werden uitgebracht, waren er 2.876.728 op naam, dit is 50,28 %. Eén kiezer op twee stemde dus per voorkeur. Dat is merkelijk minder dan bij de Europese verkiezingen van 10 juni 1979, toen 3.191.052 voorkeurstemmen werden uitgebracht op 5.442.978 geldige stemmen, dit is 58,63 % (tabel I).

TABEL I

De personale keuze bij de Europese verkiezingen

	Nederlands kiescollege		*Frans kiescollege*		*Totaal*	
	Absoluut	*%*	*Absoluut*	*%*	*Absoluut*	*%*
1979	2.175.865	65,08	1.015.187	48,35	3.191.052	58,63
1984	1.655.579	47,54	1.221.149	54,53	2.876.728	50,28

Op 17 juni 1984 werd iets meer per voorkeur gestemd dan bij de jongste parlementsverkiezingen van 8 november 1981, toen 47,39 % van de geldige stemmen naamstemmen waren (3). Het jaar 1981 bracht echter een breuk in de gestage stijging van het aandeel van de voorkeurstemmen in het totaal der geldige stemmen die was opgetreden vanaf 1958 (26,14 % voorkeurstemmen) tot 1978 (51,86 %). Vergeleken met de kamerverkiezingen situeert het voorkeurstemmengedrag van 17 juni 1984 zich op het niveau van 1977 (50,26 %).

Uit die « nationale » cijfers blijkt dat de score van 1984 vrij normaal kan worden genoemd. Niet 1984, wel 1979 met zijn voorkeurstemmenaandeel van 58,63 % was een « uitzonderlijk » jaar. Blijft de vraag naar het waarom van de toch wel sterke terugval in 1984 ten opzichte van 1979. Een aanzet van verklaring is te vinden in de resultaten per kiescollege.

2. Het voorkeurstemmengebruik per kiescollege.

Net als in 1979 was het Belgische kiezerskorps voor de verkiezing van de leden van het Europees Parlement verdeeld in twee colleges : een Nederlands (de kiesgerechtigden van de provincies West-Vlaanderen,

(3) Cijfers voor de kamerverkiezingen. Op te merken valt dat de verkiezingsgestalte van de Europese verkiezingen niet parallel loopt met die van Belgische parlementsverkiezingen, o.m. wat de indeling in kiesdistricten en het aantal kandidaten betreft.

Oost-Vlaanderen, Antwerpen en Limburg en van het kiesarrondissement Leuven) en een Frans (de kiesgerechtigden van de provincies Luik, Luxemburg, Namen en Henegouwen en van het kiesarrondissement Nijvel); de kiezers van het kiesarrondissement Brussel (administratieve arrondissementen Brussel-Hoofdstad en Halle-Vilvoorde) konden zelf uitmaken tot welk college zij behoorden.

Het voorkeurstemmengedrag van de kiezers van beide colleges vertoont een opvallend verschil. In het Nederlands college brachten 1.655.579 kiezers een naamstem uit, op een totaal van 3.482.280 geldige stemmen, dit is 47,54 %. Van de 2.239.611 geldige stemmen in het Frans college, werden er 1.221.149 op naam uitgebracht, of 54,53 %. De Franstaligen stemden dus meer op naam dan de Nederlandstaligen (tabel I).

Die vaststelling is des te opvallender als men weet dat in 1979 het beeld net andersom was. Toen bracht niet minder dan 65,08 % van het Nederlands kiescollege een voorkeurstem uit (2.175.865 naamstemmen op 3.343.502 geldige stemmen), ruim een derde meer dan in 1984 (36,9 % om precies te zijn). In het Frans kiescollege bedroeg het aandeel der voorkeurstemmen in 1979 slechts 48,35 % (1.015.187 naamstemmen op 2.099.476 geldige stemmen), 12,8 % minder dan in 1984. Terwijl het voorkeurstemmengebruik aan Franstalige zijde is toegenomen, trad aan Nederlandstalige kant een spectaculaire daling op. Het is uitsluitend die daling die verantwoordelijk is voor de terugval van het aantal voorkeurstemmen op het nationale vlak.

Een verklaring hiervoor lijkt ons te liggen in het feit dat de eerste directe Europese verkiezingen van 1979 een sterkere nationale stempel droegen dan in 1984. Zeker, ook in 1984 was de inzet van de Europese verkiezingen per slot van rekening meer « Belgisch » dan « Europees ». Maar terwijl het nationale element in 1984 in hoofdzaak betrekking had op het regeringsbeleid, ging het in 1979 meer om de kandidaten. Met lijsttrekkers als Tindemans, Van Miert, De Clercq, Coppieters, Nothomb, Spaak, Glinne en Damseaux, en « gewone » kandidaten als Verroken, Vanderpoorten, Anciaux, Schiltz, Michel, Herman, Beyer, Gendebien en Lagasse, moesten de verkiezingen van 1979 wel sterk persoonlijk gekleurd zijn. Aan Vlaamse zijde was dit in 1984 minder het geval. Mede door het « cumulverbod » (4) hadden verscheidene partijen hun lijst « Europees » gekleurd, de CVP zelfs expliciet (5).

---

(4) Luidens de wet van 27 februari 1984 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement is het lidmaatschap van dat parlement onverenigbaar met dat van het Belgisch parlement.

(5) « CVP wil ' echte ' Europese lijst », in *De Standaard*, 26 november 1983.

SP-voorzitter Van Miert was bij de grotere partijen de enige lijstaanvoerder die in de nationale politiek een eersterangsrol speelt. Van de overige partijen was het vooral de VU die nationale figuren op de lijst der kandidaat-titularissen had geplaatst (op de dertien kandidaten waren er negen parlementsleden, onder wie partijvoorzitter Anciaux en gemeenschapsminister Schiltz). Bij de CVP vallen de namen te noemen van De Backer (senator) en Van Rompuy (de opvallende ex-voorzitter van de CVP-Jongeren), bij de PVV die van de kamerleden De Winter en Bril. Te vermelden is, dat de Vlaamse socialisten een aantal niet-politici op hun lijst hebben gezet : Jeanne Brabants, John Bultinck en Jef Geeraerts. Met resp. 1.413, 3.540 en 4.177 voorkeurstemmen brachten zij het er niet slecht af, al kan men de opening naar de « vedettenwereld » bezwaarlijk een groot succes noemen. Op de SP-lijst vond ook de Limburgse priester Jef Ulburghs, die als Doorbraak-kandidaat geen lid was van de partij, onderdak. Hij kreeg 23.184 stemmen op zijn naam, het tweede beste resultaat op de SP-lijst.

Aan Franstalige zijde waren de verkiezingen van 17 juni 1984 sterker gepersonaliseerd. Vooreerst zijn (of waren) vier lijsttrekkers erg actief in de inlandse politiek : Deprez (PSC-voorzitter), Toussaint (PRL, voorzitter van de Franse Gemeenschapsraad, oud-minister), Spaak (ex-voorzitter FDF) en Gendebien (ex-voorzitter RW). Vervolgens kon men onder de « gewone » kandidaat-titularissen nogal wat nationale figuren vinden, o.m. Monfils, Mayence-Goossens (PRL), Herman, Goor-Eyben, Mainil (PSC), Outers, Risopoulos (FDF), Remacle, Urbain (PS) en Mordant (RW). Last but not least heeft de kandidatuur van twee populaire niet-partijleden de Europese verkiezingen in het Franstalige landsdeel in hoge mate gepersonaliseerd : Roger Nols, burgermeester van Schaarbeek, bij de PRL, en José Happart, burgemeester van Voeren, bij de PS.

Het komt ons voor, dat in de sterkere aanwezigheid van nationale figuren op de Franstalige lijsten dan op de Nederlandstalige een verklaring ligt voor het hogere voorkeurstemmenaandeel in het Franse kiescollege, en dat anderzijds de afwezigheid van « politieke sterren » op de Nederlandstalige lijsten in vergelijking met 1979, geleid heeft tot een daling van het voorkeurstemmengebruik in het Nederlands kiescollege. Reeds vroeger is immers vastgesteld dat de evolutie in het voorkeurstemmengebruik voor de kamerverkiezingen naar de arrondissementen toe, kan toegeschreven worden aan het rijzen van een nieuwe « ster » of het verdwijnen van een populair politicus (6). Bevestiging van die

(6) L. DE WINTER, *op. cit.*, blz. 155-156.

stelling vinden wij ook bij de analyse van het voorkeurstemmengebruik per partij.

3. Het voorkeurstemmengebruik per partij.

A. *Nederlands kiescollege.*

Bij het vergelijken van het voorkeurstemmengebruik naar partij toe (tabel II), valt op dat, althans wat de grotere partijen betreft, enkel de SP hoger scoort in 1984 dan in 1979. Het vrijwel status-quo van de VU en de forse daling van CVP en PVV, bevestigen, samen met die hogere SP-score, de stelling dat de aanwezigheid van « nationale » figuren de verkiezingen personaliseert en het voorkeurstemmengebruik de hoogte injaagt.

TABEL II

Evolutie van de voorkeurstemmen naar partij (in % van het aantal geldige stemmen)

	*1978**	*1979***	*1981**	*1984***
CVP	60,93	74,41	59,36	43,68
SP	46,09	54,56	47,40	59,95
PVV	55,19	67,04	50,40	41,55
VU	57,23	57,41	46,09	55,11
Agalev	—	21,84	22,64	20,71
KPB	27,34	29,73	29,29	33,11
Vlaams Blok	34,12	—	31,96	32,04
VVP	—	54,86	—	—
SAP (RAL)	—	46,53	—	34,26
PvdA (Amada)	—	42,12	—	42,31

* Kamerverkiezingen (voor de KPB : nationaal percentage).

** Europese verkiezingen.

Het meest in het oog springend is vanzelfsprekend de daling van het aantal naamstemmen uitgebracht op CVP-kandidaten : van 74,41 % in 1979 naar 43,68 % in 1984 (—41 %). Dat laatste percentage ligt zo'n 17 punten onder de « normale » CVP-score bij de jongste kamerverkiezingen (60,93 in 1978 ; 59,36 in 1981). In vergelijking met de parlementsverkiezingen is de score bij de Europese verkiezingen van 1979 uitzonderlijk hoog te noemen. Zij moet goeddeels op rekening worden geschreven van de toenmalige lijsttrekker Leo Tindemans, die met 983.600 voorkeurstemmen (82,2 % van het totale aantal naamstemmen op de CVP-lijst en 61,2 % van het totale aantal geldige stemmen voor de CVP) een ongekend persoonlijk succes oogstte. Hoewel zijn populariteit sindsdien is gaan tanen, bewijzen de 338.907 naamstemmen

die hij in 1984 als eerste kandidaat-opvolger verzamelde, dat Tindemans nog steeds in de gunst van een deel van de kiezers ligt (ter vergelijking : lijstaanvoerder Croux haalde « maar » 101.384 voorkeurstemmen).

Het is overigens opvallend dat, in hoofdzaak dank zij de stemmen op Tindemans, op de CVP-opvolgerslijst niet minder dan 452.602 naamstemmen werden uitgebracht, of 39,96 % van het totale aantal geldige CVP-stemmen. Dat percentage is aanzienlijk hoger dan in 1979 (9,21 %, nl. 148.034 naamstemmen voor de opvolgers op 1.607.941 geldige stemmen) en dan bij de andere partijen. Zo bedraagt het aandeel opvolgersnaamstemmen bij de SP 14,06, bij de VU 19,12 en bij de PVV 26,66. Uit getuigenissen van tellers zou blijken dat nogal wat CVP-kiezers enkel het bolletje achter de naam van opvolger Tindemans hebben rood gekleurd (7). Hoewel zij in feite een naamstem uitbrachten, werden die stemmen als lijststemmen geteld om het kiescijfer van de partij te berekenen. Het zou dus best kunnen dat de lage CVP-score voor 1984 in feite hoger — rond de « normale » 60 % ? — ligt, en dat dus meer kiezers uitsluitend een voorkeurstem hebben uitgebracht dan uit het cijfer van 43,68 % blijkt.

De SP-kiezers stemden op 17 juni 1984 meer dan ooit tevoren per voorkeur. Het percentage (59,95) is het hoogste van het Nederlands college en ligt meer dan vijf punten hoger dan in 1979 (54,56 %). Bij de kamerverkiezingen bleef de SP-score tot nog toe onder de 50 %-grens, met een maximum van 47,40 in 1981. De Europese verkiezingen waren vooral het persoonlijk succes van lijsttrekker en partijvoorzitter Karel Van Miert, die 496.063 naamstemmen kreeg : 84,47 % van het totale aantal SP-voorkeurstemmen en 50,63 % van het totale aantal geldige stemmen op de SP-lijst (in 1979 waren die cijfers resp. 79,29 en 43,26).

Bij de PVV daalde het voorkeurstemmengebruik van 67,04 % in 1979 tot 41,55 % in 1984. Zoals bij de CVP is dit het laagste percentage van de voorbije kwarteeuw. Bij de kamerverkiezingen scoorden de liberalen sinds 1968 steeds boven de 50 %. Ook hier lijkt de verklaring te liggen in het « Europese » karakter van de kandidatenlijst, waarop — zeker in vergelijking met 1979 — veel minder « nationale sterren » stonden.

Bij de Volksunie blijft het gebruik van voorkeurstemmen nagenoeg status-quo : 55,11 % in 1984 tegenover 57,41 % vijf jaar voordien. Sinds

---

(7) « Kiezer bracht op 17 juni minder naamstemmen uit », in *De Standaard*, 3 juli 1984.

1968 is de VU-score bij de kamerverkiezingen geleidelijk gestegen, tot 57,23 % in 1978 ; in 1981 trad echter een daling op tot 46,09 %.

Met 20,71 % stemden de Agalev-kiezers ongeveer in dezelfde mate per voorkeur als in 1979 (21,84) en 1981 (22,64). Hetzelfde kan worden gezegd van het Vlaams Blok : 32,04 % in 1984 ; 31,96 % in 1981 (in 1979 nam het Vlaams Blok zoals het nu bestaat en in feite de opvolger is van de Vlaams-nationale Partij, VNP, niet aan de Europese verkiezingen deel).

B. *Frans kiescollege.*

Het voorkeurstemmengebruik van de kiezers van de drie « traditionele » partijen in het Franstalige landsdeel, lag bij de Europese verkiezingen van 1984 opvallend dicht bij elkaar (tabel III).

TABEL III

Evolutie van de voorkeurstemmen naar partij (in % van het aantal geldige stemmen)

	*1978**	*1979***	*1981**	*1984***
PS	42,68	33,54	42,99	59,97
PSC	61,62	58,22	62,87	59,65
PRL	55,53	67,35	47,62	58,77
FDF	44,68	55,20***	49,18	55,72
Ecolo	—	23,79	21,94	24,65
PCB	27,34	24,68	29,29	28,66
PTB (TPO)	—	46,64	—	30,94
POS (LRT)	—	43,75	—	38,44

* Kamerverkiezingen (voor de PCB : nationaal percentage).

** Europese verkiezingen.

*** FDF en RW samen.

De PS bereikt met een score van 59,97 het hoogste cijfer in het Frans kiescollege en uit haar geschiedenis : het ligt bijna dubbel zo hoog als in 1979 en ruim 40 % hoger dan bij de jongste kamerverkiezingen. Die opvallende stijging is volledig op rekening te schrijven van José Happart, die 234.996 naamstemmen kreeg : 51,4 % van het totale aantal PS-naamstemmen.

Het voorkeurstemmengedrag van de PSC-kiezers is de jongste jaren vrij stabiel, zowel bij de Europese als bij de kamerverkiezingen. Hetzelfde kan niet worden gezegd van de liberale kiezers. Het voorkeurstemmenaandeel van de PRL daalt van 67,35 in 1979 tot 58,77 in 1984, een cijfer dat toch nog altijd hoger ligt dan de lage score bij de kamerverkiezingen van 1981 (47,62).

Het FDF-cijfer voor 1984 is haast identiek aan dat van 1979, maar toen vormden FDF en RW wel één gezamenlijke lijst.

Het Ecolo-patroon sluit nauw aan bij dat van Agalev.

C. *Het land.*

Wanneer we de voorkeurstemmen per politieke « familie » bekijken, valt op dat de socialisten in 1984 de rangschikking aanvoeren (tabel IV). Tot nog toe viel die « eer » de christen-democraten te beurt, en stonden de socialisten slechts op de derde of vierde plaats.

TABEL IV

Evolutie van de voorkeurstemmen naar politieke familie (sinds 1961)

Jaar	*Katholieken*	*Socialisten*	*Liberalen*	*Vlaams-nationalisten*	*FDF/RW*	*Kommunisten*
1961	42,05	19,06	46,76	32,57	27,29	17,42
1965	47,53	27,25	46,43	39,45	25,48	21,14
1968	53,98	28,32	50,23	38,08	26,06	20,10
1971	58,13	36,18	54,88	45,48	38,45	27,73
1974	61,72	39,24	57,20	48,40	36,84	31,21
1977	58,31	39,70	59,51	51,83	36,84	30,14
1978	61,12	44,34	55,31	53,44	41,82	27,34
1979*	70,90	45,06	67,17	57,16	55,20	26,10
1981	60,34	45,12	49,29	44,66	39,09	29,29
1984*	48,12	59,96	50,55	52,08	54,41	29,97

* Europese verkiezingen ; in de andere gevallen kamerverkiezingen.

De christendemocratische partijen komen nu slechts op de vijfde plaats ; hun score valt terug op het niveau van 1965.

4. **De voorkeurstemmen per provincie.**

In tabel V zijn de voorkeurstemmenpercentages per provincie opgenomen voor de Europese verkiezingen van 1984 en de kamerverkiezingen sinds 1977. Voor de Europese verkiezingen van 1979 zijn, helaas, geen onmiddellijk toegankelijke gegevens daaromtrent beschikbaar.

Zoals bij vorige verkiezingen treden ook nu weer aanzienlijke verschillen op tussen de provincies. Globaal genomen ondergaat de rangorde door de jaren heen geen fundamentele wijzigingen. De reeds hoger vastgestelde tegengestelde ontwikkeling in het voorkeurstemgedrag tussen het Nederlandse kiescollege (daling) en het Franse kiescollege (stijging), verklaart de betere rangorde van de Waalse provincies.

TABEL V

Evolutie van de voorkeurstemmen naar provincie*

Provincie	1977	1978	1981	1984
Antwerpen	46,32 (7)	47,27 (7)	42,97 (8)	40,52 (9)
Brabant	50,46 (6)	52,97 (6)	48,09 (5)	53,07 (5)
Henegouwen	41,02 (9)	42,33 (9)	39,38 (9)	47,33 (8)
Limburg	66,46 (2)	65,50 (1)	60,15 (1)	56,64 (3)
Luik	45,55 (8)	47,01 (8)	46,86 (7)	55,49 (4)
Luxemburg	67,89 (1)	65,36 (2)	59,53 (2)	69,80 (1)
Namen	53,52 (4)	54,71 (4)	50,18 (4)	63,44 (2)
Oost-Vlaanderen	54,68 (3)	56,21 (3)	52,42 (3)	47,77 (7)
West-Vlaanderen	51,38 (5)	53,92 (5)	46,87 (6)	49,47 (6)

* In % van het totale aantal geldige stemmen ; tussen haakjes de rangorde van elke provincie.

5. De individuele voorkeurstemmen.

Tegen het hanteren van de absolute aantallen voorkeurstemmen bij parlementsverkiezingen rijzen drie bezwaren : zij laten de grootte van het arrondissement, de grootte van de partij en de respectieve sterkte van de partijen in de verschillende arrondissementen volledig doorspelen (8). Bij de Europese verkiezingen vervallen deze bezwaren grotendeels, tenminste als men vergelijkingen binnen het Nederlands of het Frans kiescollege houdt. Het enige bezwaar dat tegen het werken met het absolute aantal voorkeurstemmen kan worden ingeroepen, is dat het geen rekening houdt met de grootte van de partij (hoe groter een partij, hoe meer voorkeurstemmen men kan behalen).

Ook het werken met percentages van het totaal aantal geldige stemmen houdt geen rekening met de grootte van de partij. De voorkeurstemmen uitdrukken als percentage van het kiescijfer (aantal stemmen die een partij behaalde), verwaarloost dan weer het machtsaspect van het absolute aantal voorkeurstemmen.

De 500-voorkeurschaal die W. Dewachter ontwierp om de voorkeurstemmen bij parlementsverkiezingen te meten (9), is evenmin geschikt om bij Europese verkiezingen gebruikt te worden. Gezien het grote aantal naamstemmen dat elke kandidaat en zeker de topscorers kunnen be-

(8) Zie W. DEWACHTER, « Over het rekenen met de voorkeurstemmen in de wetgevende verkiezingen », in *Politica*, 1967, 3, blz. 205-217.

(9) *Idem*. De formule luidt :

$$\text{schaalwaarde} = \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat}}{500} + \frac{\text{absoluut aantal voorkeurstemmen van de kandidaat} \times 100}{\text{arrondissementeel kiescijfer van de partij}}$$

halen, weegt in de 500-voorkeurschaal het absolute aantal voorkeurstemmen veel te zwaar door. Er zal dus een ander meetinstrument moeten gezocht worden.

Bij ontstentenis daarvan, geven wij hier de absolute aantallen voorkeurstemmen van de vijftien best gerangschikten en — zo zij daar niet bij zijn — van de overige verkozenen voor elk van de twee kiescolleges en voor de verkiezingen van 1979 en 1984.

Nederlands kiescollege*

1979		*1984*	
Tindemans (CVP, v)	983.600	Van Miert (SP, v)	496.063
Van Miert (SP, v)	302.313	Croux (CVP, v)	101.384
De Clercq (PVV, v)	263.958	De Gucht (PVV, v)	94.496
Croux (CVP, v)	52.017	Van Rompuy (CVP, nv)	80.900
Coppieters (VU, v)	50.171	De Backer (CVP, v)	77.293
Verroken (CVP, v)	39.266	Chanterie (CVP, v)	59.132
Schiltz (VU, nv)	38.270	Kuijpers (VU, v)	53.731
Verhaegen (CVP, v)	24.311	Marck (CVP, v)	45.296
Vandewiele (CVP, v)	24.015	Gabriels (VU, nv)	44.610
Anciaux (VU, nv)	19.410	Vandemeulebroucke (VU, v)	44.524
Vanderpoorten (PVV, v)	17.836	Anciaux (VU, nv)	33.037
De Keersmaeker (CVP, v)	17.530	Schiltz (VU, nv)	29.675
Vanvelthoven (SP, nv)	16.752	Helsen (CVP, nv)	27.682
Vernimmen (SP, v)	14.850	Ulburghs (SP, v)	23.184
Mommerency (SP, nv)	14.532	Staes (Agalev, v)	23.126
Henckens (CVP, v)	13.223	Vernimmen (SP, v)	15.126
Colla (SP, v)	7.083	Van Hemeldonck (SP. v)	14.860
		De Winter (PVV, v)	13.968

* v : verkozen ; nv : niet verkozen.

Frans kiescollege*

1979		*1984*	
Spaak (FDF-RW, v)	117.891	Happart (PS, v)	234.996
Nothomb (PSC, v)	105.403	Nols (PRL, v)	90.969
Beyer (PRL, nv)	103.647	Deprez (PSC, v)	90.096
Damseaux (PRL, v)	70.812	Lizin (PS, v)	50.902
Glinne (PS, v)	51.222	Spaak (FDF, nv)	48.445
Gendebien (FDF-RW, v)	41.724	Glinne (PS, v)	46.885
Rey (PRL, v)	39.061	Toussaint (PRL, v)	41.311
Mordant (FDF-RW, nv)	34.198	Beyer (PRL, v)	40.529
Delmotte (PS, v)	29.006	Detaille (PRL, nv)	39.022
Lacroix (PS, nv)	28.088	Mayence-Goossens (PRL, nv)	37.726
Michel (PSC, v)	27.113	Herman (PSC, v)	35.438
Herman (PSC, v)	23.428	Mainil (PSC, nv)	32.450
Mainil (PSC, nv)	21.378	Monfils (PRL, nv)	30.722
Lizin (PS, v)	20.217	Remacle (PS, v)	26.239
François (PSC, nv)	18.755	Dalem (PSC, nv)	23.817
Radoux (PS, v)	11.116	Dury (PS, v)	19.561
		Roelants (Ecolo, v)	17.524

* v : verkozen ; nv : niet verkozen.

Tot slot moet worden nagegaan wat het effect van de voorkeurstemmen is geweest. Met andere woorden : heeft de Belgische kiezer door zijn voorkeurstemgedrag de nuttige volgorde van de kandidatenlijsten doorbroken ?

In 1979 is dit tweemaal het geval geweest : de CVP'ers Verroken en Verhaegen werden buiten de nuttige volgorde verkozen. Voor Verroken is dit zeer duidelijk het geval, aangezien hij op de dertiende en laatste plaats stond en de zesde (voorlaatste) CVP-zetel kreeg toegewezen. Verhaegen kreeg de zevende en laatste zetel. Hoewel hij op de zevende plaats stond, is ook hij in feite buiten de nuttige volgorde verkozen, aangezien de zesde kandidaat niet verkozen werd.

In 1984 werd slechts één kandidaat buiten de nuttige volgorde verkozen : Roger Nols die lijstduwer (11de plaats) was bij de PRL kreeg de derde zetel voor de Franstalige liberalen (10). Aan te stippen is dat de vierde PS-kandidaat, José Happart, de eerste zetel kreeg ; ook bij toepassing van de nuttige volgorde zou hij echter verkozen zijn.

Zowel in 1979 als in 1984 is het doorbreken van de lijstrangorde toe te schrijven aan het hoge aantal voorkeurstemmen, waardoor de « pot » (lijststemmen) snel uitgeput raakt en de overblijvende zetel(s) worden toegekend op basis van het aantal naamstemmen.

In totaal zijn tot nog toe drie van de 48 Europese parlementsleden buiten de nuttige volgorde verkozen, of 6,25 %. Dat is een zeer hoog percentage in vergelijking met de nationale verkozenen. Sinds 1919 zijn immers maar 26 van de 4.083 kamerleden dank zij hun voorkeurstemmenaantal verkozen, of 0,64 %. Bij de senatoren is dit maar één op de 2.040 rechtstreeks verkozenen, of 0,05 %. Nu moet die 6,25 % enigszins gerelativeerd worden. Zowel Verroken als Nols werden op de laatste plaats gezet omwille van hun populariteit. Zij fungeerden als naamstemmentrekkers, zodat hun verkiezing niet volledig een verrassing kan worden genoemd. Met andere woorden : de respectieve partijen hadden het doorbreken van de nuttige volgorde ingecalculeerd. Het blijven dus de partijen die bepalen welke kandidaten verkozen worden.

Summary : The preferential vote at the European elections of 1984 in Belgium.

At the European elections the Belgian voter has, as at the general elections, the possibility to bring out either a vote for a party or a vote for a candidate of the party (a preferential vote). At the European

(10) Nols stond echter voor de keuze : zetelen in Straatsburg of lid blijven van de Kamer van Volksvertegenwoordigers. Hij opteerde uiteindelijk voor dat laatste.

elections of June 17, 1984 the voters have voted for half by preference, whereas in 1979 more than half of them have done so. There is a great difference between the Dutch speaking and the French speaking voters: the first have voted for less than half by preference, the second for more than half. There is also a difference from one political party to another. The highest percentage is obtained by the socialist parties (almost sixty percent for the French speaking and the same percentage for the Dutch speaking socialists), the lowest by the « green » party Agalev (almost twenty-one percent). The preferential votes of individual candidates differ widely, pointing out not only their popularity but also to a certain extend their political power.

Psychologische aspecten van gepersonaliseerde verkiezingen

Perceptie van de persoonlijkheid van de kandidaten en de invloed ervan op het stemgedrag

door Hans DE WITTE,

Medewerker aan het Centrum voor Gemeenschapspsychologie K.U.Leuven.

en Leo LAGROU,

Gewoon hoogleraar aan de Katholieke Universiteit te Leuven.

*

Probleemstelling.

De Belgische wetgevende verkiezingen worden traditioneel gekenmerkt door een partijdige verkiezingsgestalte (1). Gedurende de laatste 20 jaar kwam hierin echter verandering: gaandeweg kwamen de kandidaten sterker in de belangstelling staan. Twee fenomenen wijzen op deze evolutie. Het percentage voorkeurstemmen nam gedurende deze periode in aanzienlijke mate toe (2). Vroeger bracht de kiezer vooral lijststemmen uit; de laatste jaren stemt hij of zij eerder voor personen. In 1978 stemde iets meer dan de helft van de geldig stemmende kiezers via een voorkeurstem. De verkiezingen van 1981 onderbraken echter (tijdelijk ?) deze stijgende trend. De partijen profileren zich de laatste jaren in toenemende mate via hun kandidaten (3). Tussen 1971 en 1977 nam de hoeveelheid persoonlijke propaganda in Vlaanderen toe met 111 %, terwijl de hoeveelheid partijpropaganda slechts met 26 % steeg. De verhouding tussen beide propagandavormen wijzigt zich even-

(1) W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen als proces van machtsverwerving in het politiek bestel,* Antwerpen, Standaard wetenschappelijke uitgeverij, 1969, blz. 226.

(2) L. DE WINTER, « Het gebruik van een voorkeurstem bij de Parlementsverkiezingen van 8 november 1981 », in *Res Publica,* 1981, *I,* blz. 151-163.

(3) J. GIELEN, *Verkiezingscampagnes blijven een miljoenen-aangelegenheid,* Leuven, Departement Politieke Wetenschappen K.U.Leuven, Afdeling Politologie, 1981, blz. 13-22.

eens : het aandeel persoonlijke propaganda nam toe in de tijd, ten nadele van het aandeel partijpropaganda.

De kiezers stemmen dus meer dan vroeger op personen, de partijen concentreren hun propaganda steeds meer op hun kandidaten. Opvallend hierbij is de opkomst van de nationale « boegbeelden-campagnes » : de nationale campagne van de partij wordt opgebouwd rond de persoon van een politicus die een belangrijke rol speelde in de periode die aan de verkiezingen vooraf ging. Deze trend werd ingezet in 1958, toen de CVP zich op nationaal niveau profileerde via de heren Eyskens, Lefèvre en Harmel (4). Voordien werden de campagnes eerder opgebouwd rond strijdpunten of kiesplatformen (zoals bv. het « sleutelplan » van de CVP aan het einde van de jaren 1950). Vooral sinds 1974 vond de tendens om de partij en haar programma te belichamen in de partijvoorzitter (5) doorgang. Van 1974 tot en met de Europese verkiezingen van 1979 verpersoonlijkte de CVP zich via de figuur van de heer Tindemans. Van 1978 tot en met de Europese verkiezingen van 1984 deed de SP hetzelfde via haar partijvoorzitter Van Miert. Vooral gedurende Europese verkiezingen voerden de overige partijen een analoge campagne.

De trend om de verkiezingscampagne te verpersoonlijken is afkomstig uit de VS. Rond het begin van de jaren 1970 ontstond daar immers een nieuwe wijze van campagne voeren « which is centered around the formulation of candidate personality appeals, rather than appeals to vote for the party ticket or for a candidate as a member of a party » (6). Ook diens privéleven wordt daarbij in de campagne betrokken, zoals zijn gezondheid, hobby's, familiaal leven tot zijn huisdieren toe (7). Waar nodig zal de persoonlijkheid van de kandidaat zelfs aangepast of gecreëerd worden : het zgn. « opbouwen van een image ». Daartoe wordt een aangepaste campagne gevoerd waarbij bepaalde aspecten van hun persoonlijkheid belicht worden, terwijl de politicus zelf een training krijgt om zich op een bepaalde wijze te gedragen.

Het precieze effect van deze nieuwe campagnestrategie valt moeilijk te achterhalen. Kirkpatrick en medewerkers stelden evenwel vast dat het

---

(4) W. DEWACHTER, « De machtstoewijzingsfunctie van de voorkeurstemmen bij de Belgische parlementsverkiezingen », in *Tijdschrift voor geschiedenis*, 1979, *92*, blz. 501-502.

(5) W. DEWACHTER, « Kleine schaalverandering of trend : de personificatie van de politiek langs de propaganda », in *Res Publica*, XIX, 1972, 2, blz. 330.

(6) R. AGRANOFF, « Managing small campaigns », in R. HIEBERT, R. JONES, J. LORENZ and E. LOTITO, *The political image merchants. Strategies in the New Politics*, Washington, Acropolis books LTD, 1971, p. 182.

(7) R.G. SCHWARTZENBERG, *Politieke Superstars. De vedettencultus in de politiek*, Antwerpen, Standaard uitgeverij, 1977, blz. 103.

stemgedrag in de VS sinds 1956 beter voorspeld wordt door rekening te houden met de houding van de kiezer t.a.v. de presidentskandidaten, dan door rekening te houden met hun houding t.a.v. de partijen (8). De houding t.a.v. de kandidaten bestond uit 4 deelcomponenten : de mate waarin men instemde met hun standpunten op binnen- en buitenlands vlak, een beoordeling van hun regeringsbekwaamheid en een beoordeling van hun persoonlijkheid. Na de opsplitsing van deze houding in haar deelcomponenten bleek dat het stemgedrag vooral beïnvloed werd door de persoonlijkheidsbeoordeling van de kandidaten. De mate waarin men instemde met hun standpunten of hen als bekwaam percipiëerde was hierbij van ondergeschikt belang.

In de VS belichten politici hun persoonlijkheid in hun campagne, terwijl kiezers ermee rekening houden in hun stemgedrag. Over het belang van de persoonlijkheid van de kandidaten in de context van de Belgische verkiezingen bestaat weinig onderzoek (9). Daarom werd aan het Centrum voor Gemeenschapspsychologie van de K.U.Leuven besloten om deze problematiek in het raam van een verhandeling te bestuderen (10). De gemeenschapspsychologie bestudeert immers de menselijke gedraging en beleving in haar maatschappelijke en culturele context. De perceptie van politici vormt hiervan een facet. In dit artikel wordt een eerste gedeelte van dit onderzoek gerapporteerd. Het concentreert zich op volgende — onderling samenhangende — vraagstellingen :

1. Welke persoonlijkheidseigenschappen onderscheiden kiezers bij politici ?

2. Hebben alle kiezers een analoge perceptie van de persoonlijkheid van een bepaald politicus of verschillen voorstanders van verschillende partijen onderling m.b.t. hun perceptie van deze kandidaat ?

3. Hoe belangrijk is de beoordeling van de persoonlijkheid van de kandidaat als predictor van het stemgedrag ? Stemmen (bepaalde groepen) kiezers op een kandidaat omwille van diens persoonlijkheid ?

Deze vraagstellingen worden nu achtereenvolgens uitgewerkt.

---

(8) S.A. KIRKPATRICK, W. LYONS and M.R. FITZGERALD, « Candidates, parties and issues in the American electorate. Two decades of change », in *American politics quarterly*, vol. 3, 3, juli 1975, pp. 247-283.

(9) Het weinige dat we konden vinden betrof opiniepeilingen van het UNIOP, zoals : « Environ 16 % du corps électoral ont voté pour une femme », in *Le Soir*, 18 maart 1974 en « Wie helpt krijgt een zetel », in *Het Nieuwsblad*, 12 juli 1973.

(10) H. DE WITTE, *Psychologische studie van personificatie van verkiezingscampagnes*. Niet-gepubliceerde verhandeling aangeboden tot het verkrijgen van de graad van Licentiaat in de Psychologie o.l.v Prof. Dr. L. Lagrou, Leuven, Faculteit der Psychologie en Pedagogische Wetenschappen van de K.U.L., Centrum voor Gemeenschapspsychologie, 1982, 187 blz.

Theoretische uitwerking en hypothesen.

Welke eigenschappen maken deel uit van de gepercipieerde persoon lijkheid van een politicus ? We kunnen dit onmiddellijk navragen bij de kiezer, bevoorbeeld door politici onderling te laten vergelijken op overeenkomsten en verschillen in persoonlijkheid. Het nadeel van deze methode is dat het aantal en de inhoud van de eigenschappen die aldus bekomen worden zowel tussen politici als tussen kiezers kunnen verschillen. Het beoordelen van politici op éénzelfde set eigenschappen levert wèl onderling vergelijkbare profielen op. De kiezer dient hierbij wel eigenschappen aangeboden te krijgen die hij of zij relevant vindt. Dit kan gerealiseerd worden door eigenschappen te gebruiken die kiezers in een vorig onderzoek genereerden en/of die frequent in de propaganda en media gebruikt worden om kandidaten te beschrijven. We opteerden voor deze methode. Bij het selecteren van relevante eigenschappen gingen we uit van de multi-dimensionaliteit van het persoonlijkheidsbeeld. Daarom ontleenden we eigenschappen aan drie verschillende onderzoeksdomeinen uit de psychologie.

In « the measurement of meaning » stellen Osgood, Suci en Tannenbaum vast dat de connotatieve betekenis van een concept of object gekenmerkt wordt door de dimensies evaluatie, activiteit en potentie (11). Evaluatie verwijst naar de mate waarin men het object als « goed » of « slecht » beoordeelt, activiteit naar het actief versus passief karakter ervan, en potentie naar de mate waarin men het als « sterk » of « zwak » ervaart. In hun onderzoek tonen de auteurs tevens aan dat politici accuraat te beschrijven zijn via deze dimensies (12). In de VS werden deze dimensies dan ook herhaaldelijk aangewend bij onderzoek naar het image van presidentskandidaten (13).

Aan onderzoek in het raam van de sociale psychologie der communicatie ontleenden we twee eigenschappen die belangrijk geacht worden voor de bron van communicatie : geloofwaardigheid en aantrekkelijkheid. Geloofwaardigheid bestaat uit twee onafhankelijke componenten : betrouwbaarheid en deskundigheid (14). Betrouwbaarheid verwijst naar het

---

(11) M.J. JANSEN en A.J. SMOLENAARS, « Kort verslag inzake een interlandelijk gestandaardiseerde semantische differentiaal », in *Nederlands tijdschrift voor de psychologie en haar grensgebieden,* XXI, 1966, blz. 211-216.

(12) C.E. OSGOOD, G J. SUCI and P.H. TANNENBAUM, *The measurement of meaning,* Chicago, University of Illinois Press, 1957, pp. 104-122.

(13) Zie bv. J. McGINNIS, *De « verkoop » van een president. Nixon als reclamespot,* Bussum, Van Holkema en Warendorf, 1970, blz. 76-77.

(14) W.N. THOMPSON, *The process of persuasion : principles and readings,* New York, Harper and Row, 1975, pp. 57-61.

betrouwbare, eerlijke en rechtvaardige karakter van de communicator, deskundigheid naar diens professionaliteit en ervaring. Beide eigenschappen zijn relevant voor politici. Een onbetrouwbaar kandidaat zal datgene waarvoor men hem verkoos vermoedelijk niet realiseren : hij wordt als bedrieglijk gepercipieerd. Een niet-deskundig politicus mist de capaciteiten om zijn verkiezingsbeloften waar te maken. Kandidaten verwijzen gedurende verkiezingscampagnes dan ook herhaaldelijk naar deze eigenschappen. De mate waarin men een spreker aangenaam of sympathiek vindt wordt de aantrekkelijkheid van de bron genoemd (15). Deze eigenschap is een sociaal-affectief getinte nuance van Osgood's evaluatieve dimensie. Ze is belangrijk in de sociale omgang van politici met hun kiezers, en m.b.t. hun voorkomen in de media. We vonden het relevant om deze eigenschap in ons onderzoek op te nemen. In de media wordt immers frequent gesteld dat politici stemmen ronselen door zich als sympathiek te profileren (16).

Sociaal psychologisch onderzoek naar het image van politici bracht nog andere persoonlijkheidseigenschappen aan het licht. Anderson en Bass stelden twee dimensies vast in de perceptie van politici : een evaluatieve dimensie waaronder eigenschappen zoals « goed », « bedachtzaam » en « verstandig » ressorteerden, en een assertiviteitsdimensie die eigenschappen zoals « beslist » en « invloedrijk » bevatte (17). Om onze vragenlijst niet te overbelasten namen we enkel hun evaluatieve dimensie op in ons onderzoek.

Het staal van eigenschappen dat hiermee werd geselecteerd, vormt een selectie uit het totale aantal eigenschappen dat de persoonlijkheid van een kandidaat in realiteit kenmerkt. Hoe representatief is deze set van eigenschappen echter ? Douglas deed in 1972 een uitgebreide studie naar de basisdimensies van de persoonlijkheid van presidentskandidaten in de VS (18). Hij liet 4 presidenten beoordelen op maar liefst 74 verschillende persoonlijkheidseigenschappen. Na reductie van deze gegevens via diverse factoranalyses stelde hij 5 basisdimensies vast, waarvan er 4 in onze studie zijn vertegenwoordigd. Deze dimensies waren : een algemene evaluatieve dimensie, een dimensie waarin activiteit

---

(15) O. WIEGMAN, A.D. DE ROON en T. SNIJDERS, *Meningen en media. Politieke opponenten in een realistisch experiment,* Deventer, Van Loghum Slaterus, 1981, blz. 74.

(16) C. PICQUE en F. DU FOUR, *Verkiezingscampagnes. Kiesstelsels en overredingstechnieken,* Brussel, Gemeentekrediet van België, 1975, blz. 85.

(17) L.R. ANDERSON and A.R. BASS, « Some effects of victory or defeat upon perception of political candidates », in *The journal of social psychology,* 1967, 73, pp. 227-240.

(18) J. DOUGLAS, « The verbal image : student perceptions of political figures », in *Speech Monographs,* vol. 39, March 1972, number 1, pp. 1-15.

en potentie gebundeld werden, een geloofwaardigheidsdimensie en een dimensie die verwees naar de aantrekkelijkheid van de kandidaat. De mate waarin de kandidaat als « verfijnd » en « gecultiveerd » overkwam gold als vijfde dimensie en werd door ons niet in het onderzoek betrokken. Onze selectie dekt dus een groot deel van het totale universum persoonlijkheidseigenschappen van een politicus, zoals die in de literatuur voorkomen.

In ons onderzoek zullen we nagaan welke dimensies de kiezers in hun perceptie van de persoonlijkheid van politici betrekken. Hierbij schenken we speciale aandacht aan de « aantrekkelijkheid » van de kandidaten : hanteren de kiezers in hun perceptie een afzonderlijke « aantrekkelijkheids »-dimensie, of vormt deze eigenschap een onderdeel van andere persoonlijkheidsdimensies ?

Er bestaan twee tegengestelde visies m.b.t. de perceptie van politieke kandidaten : de « image »-theorie en de « balans »-theorie (19). De « image »-theorie stelt dat het beeld over de persoonlijkheid van een kandidaat (zijn image) zijn oorzaak vindt in de reële handelswijze van de kandidaat, zoals zijn uiterlijke verschijning en zijn wijze van spreken. Vooral de media tonen de kandidaat zoals hij zich gedraagt in diverse situaties. Hij kan zich daarnaast ook op een bepaalde wijze pogen voor te doen in zijn verkiezingscampagne : hij poogt zo een bepaald image te creëren. Het image van een politicus bevat volgens deze theorie dus een beschrijving van de kandidaat zoals hij is (of zich voordoet). Kiezers komen dan ook onderling overeen m.b.t. dit beeld : ze werden immers allen in ongeveer gelijke mate blootgesteld aan het voorkomen van de kandidaat in de media.

De « balans »-theorie gaat ervan uit dat het image van politici een partijdig karakter heeft. Ze baseert zich hierbij op de cognitieve consistentie- of balanstheorieën uit de experimentele sociale psychologie. Ze veronderstelt dat de meeste kiezers een a-priori voorkeur of afkeur vertonen voor een bepaalde kandidaat, die voortkomt uit het al dan niet overeenstemmen van hun opvattingen en partijvoorkeur met deze van de kandidaat. Hierdoor treedt er selectieve en/of vervormde perceptie op van het gedrag van de kandidaten, wat resulteert in partijdige beeldvorming : de kandidaat van voorkeur krijgt enkel positieve eigenschappen toegekend, terwijl de kandidaat van de « tegenpartij » enkel negatieve eigenschappen toegeschreven krijgt. Door deze een-

---

(19) J.E. McGRATH and M.F. McGRATH, « Effects of partisanship on perceptions of political figures », in *Public Opinion Quarterly*, 1962, 26, pp 236-238.
R.S. SIGEL, « Effect of partisanship on the perception of political candidates », in *Public Opinion Quarterly*, 1964, 28, pp. 483-485.

zijdige perceptie van de kandidaten blijft het cognitieve systeem van de kiezer in balans : interne inconsistenties tussen de eigen opvattingen, de eigen partijvoorkeur en het beeld van de verschillende kandidaten worden hiermee vermeden.

We veronderstellen dat de kiezers vooral i.f.v. hun partijvoorkeur partijdig zullen percipiëren. In een verzuilde samenleving als de onze zijn de kiezers in sterke mate geïntegreerd in één bepaalde zuil. Deze zuilen worden door hun respectievelijke partijen overkoepeld (20). De mate aan integratie in een zuil beïnvloedt dan ook in sterke mate de partijvoorkeur van de kiezer (21). Kandidaten worden vermoedelijk in eerste instantie in functie van hun partijbehoren gepercipieerd. In een meerpartijensysteem als het onze vormt dit « partij-label » van de kandidaat immers een belangrijk aspect van zijn image. Onder partijvoorkeur verstaan we het gevoel van persoonlijke gehechtheid aan een partij (22). Deze subjectieve gehechtheid is een psychologische variabele die relatief stabiel blijft in de tijd. Het formele lidmaatschap van de partij is voor deze subjectieve band noch een noodzakelijke, noch een voldoende voorwaarde.

In ons onderzoek zullen we de image-theorie en de balans-theorie tegen elkaar afwegen. De beoordelingen van éénzelfde kandidaat op de hoger vermelde eigenschappen zullen worden uitgesplitst in functie van de partijvoorkeur van de beoordelaars. De image-theorie voorspelt dat de beoordelaars de kandidaat op éénzelfde wijze zullen percipiëren, de balanstheorie voorspelt een verschil in perceptie. Beide theorieen kunnen eveneens als complementair worden opgevat. Resultaten die in lijn liggen van beide theorieen zijn daarom niet uitgesloten.

Indien de beeldvorming van politici samenhangt met de partijvoorkeur van de kiezer, terwijl deze partijvoorkeur leidt tot het stemmen op deze partij, dan kunnen we tevens een samenhang verwachten tussen de beeldvorming van een politicus en het al dan niet voor hem stemmen. Is er echter sprake van een autonome invloed op het stemgedrag : stemt men voor een kandidaat omwille van zijn persoonlijkheid ? Miller onderscheidt drie variabelen waarmee het individuele stemgedrag voorspeld kan worden : de partijvoorkeur van de kiezer, de mate waarin de kiezer instemt met de opvattingen van de kandidaat en de beeldvor-

---

(20) J. BILLIET, *Samenleving : feiten en problemen.* Cursus eerste kandidatuur Politieke en Sociale Wetenschappen, Leuven, ACCO-uitgeverij, 1977, blz. 203-206.

(21) J. BILLIET, « De voorkeur voor een politieke partij : het toetsen van loglineaire modellen », in *Res Publica,* XXIII, 1981, 4, blz. 535-568.

(22) A. CAMPBELL, P.E. CONVERSE, W.E. MILLER and D.E. STOKES, *The American voter. An abridgement,* New York, Survey Research Center, University of Michigan, John Wiley and Sons Inc., 1964, pp. 67-69.

ming rond de persoonlijkheid van de kandidaat (23). Het belang van deze drie determinanten van het stemgedrag is niet voor elke kiezer hetzelfde. Om dit te begrijpen delen we het kiezerskorps op in subgroepen. Dit laat ons toe een subgroep kiezers te omschrijven die in hun stemgedrag vermoedelijk enkel rekening houden met de (gepercipieerde) persoonlijkheid van de kandidaten.

We delen het electoraat in op basis van twee sociaal-psychologische variabelen : het al dan niet vertonen van een partijvoorkeur en de mate waarin men zich betrokken voelt in het politieke gebeuren. De partijvoorkeur werd hoger reeds vermeld. Kiezers die geen voorkeur bezitten voor een bepaalde partij zijn vlottende of wisselende kiezers : ze wijzigen hun stemgedrag gewoonlijk van verkiezing tot verkiezing. Dit houdt niet in dat ze steeds veranderen van stemgedrag, wèl dat ze geen binding vertonen met één welbepaalde partij. Kiezers die wél een partijvoorkeur vertonen stemmen daarom niet consistent op deze partij. Onder invloed van zogenaamde « korte-termijn factoren » zoals strijdpunten en het concrete kandidatenaanbod kunnen deze kiezers in hun stemgedrag tijdelijk afwijken van hun partijvoorkeur (24). De partijvoorkeur is dus een onderliggende psychologische dimensie die onderscheiden moet worden van het concrete stemgedrag op een bepaald ogenblik.

Met politieke betrokkenheid bedoelen we de houding van het individu t.o.v. het politieke systeem. Zoals bij elke attitude kunnen we er een cognitieve, een affectieve en een conatieve component in onderscheiden. De cognitieve component verwijst naar de kennis die men heeft van het politieke gebeuren. De affectieve component verwijst naar de subjectieve beleving van verbondenheid met het politieke systeem. Onderzoek naar deze component vindt plaats onder de noemer « politieke aliënatie » (25). De gedragsmatige component verwijst naar de politieke gedragingen van het individu, zoals het volgen van het politieke gebeuren in de media en het deelnemen aan vergaderingen, manifestaties en verkiezingen. Onderzoek naar dit aspect vindt plaats onder de noemer « politieke participatie versus politieke apathie » (26). Deze drie

---

(23) A.H. MILLER, « Partisanship reinstated ? A comparison of the 1972 and 1976 US presidential elections », in *British Journal of political science,* 1977, 8, pp. 151-152.

(24) C. VAN DER EIJK en B. NIEMOLLER, « Binding met partijen », in A.Th.J. EGGEN, C. VAN DER EIJK en B. NIEMOLLER (Red.), *Kiezen in Nederland. 26 mei 1981 : wat de kiezers deden en waarom,* Zoetermeer, Actaboek, 1981, blz. 90.

(25) F.J. HEUNKS, *Aliënatie en stemgedrag.* Proefschrift ter verkrijging van de graad van docter in de sociale wetenschappen aan de Katholieke Hogeschool te Tilburg, Tilburg, 1973, 456 blz.

(26) L. HUYSE, *De niet-aanwezige staatsburger. De politieke apathie sociologisch in kaart gebracht,* Antwerpen, Standaard wetenschappelijke uitgeverij, 1969, blz. 161-174.

componenten hangen onderling in sterke mate samen : ze vormen een gesloten cirkel van variabelen die elkaar wederzijds beïnvloeden.

Deze twee variabelen verwijzen naar de twee eerst vermelde determinanten van het stemgedrag. De eerste variabele verwijst naar het kiezen i.f.v. de partijvoorkeur. Politieke betrokkenheid verwijst naar het stemmen i.f.v. een overeenkomst in opvattingen. We kunnen immers veronderstellen dat kiezers die sterk in het politieke betrokken zijn hun stemgedrag eerder op een rationele wijze zullen motiveren : ze maken hun keuze door op *expliciete* wijze kennis te nemen van de strijdpunten, programma's en ideologieën van de diverse partijen, en door deze naderhand tegen elkaar af te wegen. Sears stelt dan ook vast dat de politiek betrokken kiezers in eerste instantie stemmen i.f.v. hun politieke opvattingen (27). Kiezers die in zwakke mate betrokken zijn in het politieke doen dit vermoedelijk niet. We veronderstellen dat hun stemgedrag bewust of onbewust door andere determinanten bepaald wordt zoals gewoontevorming, sociaal dienstbetoon, de invloed van de partner of vrienden en kennissen uit het arbeidsmilieu (secundaire socialisatie) en irrationele factoren. Dit houdt niet in dat er geen verwijzingen naar bv. de ideologie van een partij kunnen voorkomen. Wèl dat deze verwijzingen — indien ze voorkomen — eerder *impliciet* gebeuren. We hanteren hiermee een zeer enge definitie van rationeel stemgedrag : stemgedrag is rationeel indien de kiezer zijn keuze expliciet

TABEL I

Indeling van de kiezers op basis van het al dan niet vertonen van een partijvoorkeur en hun mate aan politieke betrokkenheid

		Politieke betrokkenheid	
		Sterk	Zwak
Partijvoorkeur	Aanwezig	Overtuigden	Gewoontestemmers
	Afwezig	Beleidsgevoeligen	Onverschilligen

motiveert door te verwijzen naar de standpunten, de ideologie en/of het gevoerde regerings- of oppositiebeleid van de partij en haar kandidaten.

De combinatie van beide variabelen levert 4 groepen kiezers op. We gaan dan wel uit van de vereenvoudigde opdeling van beide variabelen in twee niveau's. Tabel I geeft een overzicht van deze indeling.

(27) W.F. STONE, *The psychology of politics*, New York, The free press, 1974, p. 229.

De overtuigden vertonen een sterke voorkeur voor een bepaalde partij en zijn sterk betrokken in het politieke. We veronderstellen dat hun stemgedrag bepaald wordt door hun partijvoorkeur en een overeenkomst in standpunten met de kandidaten en hun partij. Een verwijzing naar de persoonlijkheid van de kandidaten is hierbij vermoedelijk van ondergeschikt belang. In de verkiezingscampagne wordt deze kiezersgroep niet direct geviseerd (28). De campagne kan enkel pogen om de reeds bestaande voorkeur te versterken en te bevestigen.

De beleidsgevoeligen (29) zijn even intens in het politieke betrokken als de overtuigden. Ze voelen zich echter zwak of niet verbonden met de politieke partijen. Ze wisselen van verkiezing tot verkiezing van partijkeuze. Ze stemmen immers enkel op grond van een overeenkomst in opvattingen met een partij of kandidaat. Hun perceptie van de mate waarin de diverse partijen op het ogenblik van de verkiezingen hun belangen verdedigen is hierbij doorslaggevend. In de campagne poogt men deze groep via inhoudelijke argumentatie tot een bepaalde partijkeuze te bewegen.

De gewoontestemmers bezitten ondanks hun geringe politieke betrokkenheid toch een sterke binding met een partij. Deze binding ontstond via allerlei socialisatieprocessen. Als gevolg hiervan brengen ze een gewoontestem uit op « hun » partij. We veronderstellen dat hun stemgedrag enkel wordt bepaald door hun partijvoorkeur. Beide overige determinanten spelen hierbij een ondergeschikte rol. Zoals bij de overtuigden kan men hen in de campagne enkel in hun partijkeuze pogen te affirmeren.

De onverschilligen zijn de tegenhangers van de overtuigden. Ze vertonen geen of slechts een zwakke binding met een partij en zijn ongeinteresseerd en non-actief in het politieke. Ze stemmen dus niet in functie van hun opvattingen en hun partijvoorkeur. In kringen van campagnevoerders en in de VS veronderstelt men dan ook dat deze kiezersgroep vooral stemt omwille van de persoonlijkheid van de kandidaat (30). Deze kiezersgroep wordt daarom speciaal geviseerd in de campagne : via een aangepaste strategie speelt men in op hun vatbaarheid

---

(28) Interview met de heer Van Gijsel, directeur van het reclamebureau Trëma, dat de verkiezingscampagne van de CVP verzorgt, in october 1979 en 1980. Aan hem ontleenden we eveneens de benaming van deze groep kiezers.

(29) Benaming ontleend aan W. Dewachter. Zie : A. VAN DYCK, *De organisatie van de verkiezingscampagne van de CVP. Onderzoek naar aanleiding van de parlementsverkiezingen van 17 december 1978.* Niet-gepubliceerde eindverhandeling aangeboden tot het verkrijgen van de graad van licentiaat in de Politieke en Sociale Wetenschappen aan de Katholieke Universiteit te Leuven, Leuven, 1981, blz 25.

(30) Interview met de heer Van Gijsel in october 1979 en 1980. M.T. O'KEEFE and K.G. SHEINKOPF, « The voter decides : candidate image or campaign issue ? », in *Journal of broadcasting,* 18/4, Fall 1974, pp. 403-412.

voor het appèl van de kandidaten. Deze kiezers worden zo « verleid » om een voorkeurstem uit te brengen, daar waar ze normaal gezien blanco of ongeldig gestemd zouden hebben. In België zijn de kiezers immers verplicht om te gaan stemmen.

De sterke vatbaarheid van de onverschilligen voor een gepersonaliseerde verkiezingscampagne kan op meerdere manieren geïnterpreteerd worden. Vooreerst kan een persoonlijke campagne bij deze kiezers de indruk wekken dat het politieke bedrijf uit concrete mensen bestaat, i.p.v. uit onzichtbare belangengroeperingen, ingewikkelde structuren en abstracte besluitvormingsprocedures. Het abstracte krijgt hierdoor terug een tastbaar en menselijk « gezicht ». Tevens straalt een politicus door zijn wijze van voorkomen een zekere « persoonlijkheid » uit. Het imago dat hierdoor gecreëerd wordt kan op drie wijzen aanleiding geven tot het stemmen op deze kandidaat.

1. Voor kiezers die niets meer van het politieke verwachten kan het aantrekkelijk of charmant karakter van de kandidaat op zich misschien voldoende zijn om op hem te stemmen. Deze stem is dan een « blanco volmacht » voor de kandidaat. Vermoedelijk stemt slechts een minderheid omwille van dit motief.

2. De kandidaat kan via zijn voorkomen de indruk wekken dat hij de noodzakelijke capaciteiten bezit om het ambt van politieker te vervullen. Dit verschaft de onverschillige kiezer een belangrijke houvast. Het politieke gebeuren is voor hem immers te complex en te ondoorzichtig. De politicus lijkt deze complexiteit te kunnen hanteren en boezemt daarom vertrouwen in. De kandidaat wordt hierdoor een soort technicus die wel de noodzakelijke kennis bezit, doch die van de kiezer geen inhoudelijke omschrijving meekrijgt van het beleid dat hij moet voeren.

3. Kandidaten verpersoonlijken in hun gedragingen en stijl van optreden op een directe, eenvoudige en levendige wijze de voornaamste actuele tendensen uit de samenleving. Sommigen symboliseren dan ook een dergelijke maatschappelijke stroming in hun persoon. Zo symboliseert Tindemans de nieuwe, niet langer louter kerkelijke, sociaal-culturele identiteit die er gedurende de laatste 20 jaar in de katholieke zuil ontstond (31). Van Miert symboliseert in zijn persoon een jong en dynamisch progressisme. Door op dergelijke kandidaten te stemmen kan men aangeven dat men instemt met datgene dat ze vertegenwoordigen,

---

(31) J. BILLIET, « Verzuiling als blokkade : tussen begrip en werkelijkheid », in *De nieuwe maand*, juni-juli 1981, 5, blz. 359.

zonder dat men deze strekking in detail dient te kennen. Dit laatste is voor veel onverschilligen ook veel moeilijker, wegens hun vermoedelijk lagere scholingsgraad. Politieke betrokkenheid hangt immers in sterke mate samen met het onderwijsniveau (32). Dit sluit echter niet uit dat onverschilligen in hun stemact tevens een inhoudelijke stellingname willen uitdrukken. Ondanks hun desinteresse werden onverschilligen immers via diverse kanalen gesocialiseerd, waardoor ze verschillende waarden en normen assimileerden.

In ons onderzoek zullen we de respondenten indelen in de 4 omschreven subgroepen. Daarbij gaan we na of het stemgedrag van elke groep voorspeld kan worden zoals hoger werd verondersteld. We schenken hierbij speciale aandacht aan het stemgedrag van de onverschilligen, en de mogelijke interpretatie ervan.

Beschrijving van het onderzoek.

Onderzoeksmethode.

We onderzochten onze vraagstellingen via een vragenlijst. Het onderzoek vond enige weken voor de nationale verkiezingen van 8 november 1981 plaats. Deze omstandigheid verhoogt vermoedelijk de waarheidsgetrouwheid van de verzamelde gegevens. De vragenlijst bestond uit 3 delen : een deel verzamelde gegevens van politieke en sociaaleconomische aard, een tweede deel gegevens over de perceptie van politici en een derde deel ging in op de redenen voor het uitbrengen van een lijst- of een voorkeurstem. Dit laatste deel wordt in dit artikel buiten beschouwing gelaten.

We lieten de partijvoorzitters van de 4 grootste Vlaamse partijen beoordelen m.b.t. hun persoonlijkheid. We opteerden voor partijvoorzitters omdat deze personen algemeen gekend zijn en gedurende de Europese verkiezingen van 1979 in het volledige Nederlandstalige kiescollege opkwamen. Op het ogenblik van het onderzoek betrof het de heren Tindemans (CVP), Van Miert (SP), De Clercq (PVV) en Anciaux (VU). Allen waren toen minstens 2 jaar voorzitter van hun partij. Elke partijvoorzitter werd op 17 persoonlijkheidseigenschappen beoordeeld. Deze eigenschappen werden in semantische differentiaal-vorm aangeboden. Deze beoordelingstechniek bestaat uit een 7-puntenschaal met aan de uiteinden een bipolair adjectief, zoals « goed — slecht » (33). De be-

---

(32) H.T. REYNOLDS, *Politics and the common man. An introduction to political behavior*, Illinois, The dorsey press, 1974, pp. 120-148.

(33) O. WIEGMAN *et al.*, *op. cit.*, blz. 37.

oordelaar geeft daarbij aan in hoeverre een van beide adjectieven volgens hem op de politicus van toepassing is. Als eigenschappen selecteerden we de voor Vlaanderen geijkte basisitems van de semantische differentiaal (34), Whitehead's geloofwaardigheidsschaal (35), de evaluatieve schaal van Anderson en Bass (36) en drie items die verwijzen naar de aantrekkelijkheid van een persoon (aangenaam — onaangenaam, aantrekkelijk — onaantrekkelijk en sympathiek — onsympathiek). Tevens werd de mate waarin men akkoord ging met de opvattingen van de partijvoorzitter op een 7-puntenschaal beoordeeld.

We lieten elk van de 4 Vlaamse partijen beoordelen op een 7-puntenschaal die varieerde van « ik sta volledig achter deze partij » tot « ik ben een overtuigd tegenstander van deze partij ». De partij die de hoogste beoordeling verwierf werd beschouwd als de partij waarvoor men een voorkeur had. De politieke betrokkenheid van de kiezer werd geoperationaliseerd via de electorale aliënatieschaal van Heunks (37). Deze omvat items zoals « verkiezingen zijn eigenlijk niet zo belangrijk », en meet dus gevoelens van positieve verbondenheid met het bestaande electorale systeem (38). Deze schaal werd aangevuld met de items « hoe nauw voelt u zich bij de Belgische politiek betrokken » en « in welke mate volgt u de binnenlandse politiek ». Deze items vullen Heunk's schaal aan, omdat ze betrekking hebben op het politieke gebeuren in het algemeen. De sociaal-economische status (verder : SES) werd nagegaan door te vragen naar het onderwijsniveau, het beroep, het inkomen en de subjectieve identificatie met een sociaal-economische klasse. Tenslotte vroegen we om op een 7-puntenschaal aan te geven in welke mate men voor elk van de 4 partijvoorzitters wenste te stemmen. Deze operationalisering van het stemgedrag werd geïnspireerd op Dewachter's operationalisatie van de partijvoorkeur (39). Het betreft hier dus enkel stemgedrag op een fictief niveau. De toetsingen van onze verwachtingen m.b.t. het stemgedrag hebben dan ook enkel een benaderend en exploratief karakter. Een laatste vraag betrof de wijze waarop men over het algemeen stemt : via de voorkeurstem, via de lijststem, of nu eens op de ene en dan weer op de andere wijze. Onderzoek naar de determinanten van het stemgedrag voor een kandidaat heeft immers enkel

---

(34) M.J. JANSEN en A.J. SMOLENAARS, *op. cit.*, blz. 215.

(35) J.L. WHITEHEAD (jr), « Factors of source credibility », in *Quarterly Journal of Speech*, 54, February 1968, pp. 59-63.

(36) L.R. ANDERSON and A.R. BASS, *op. cit.*, p. 235.

(37) F.J. HEUNKS, *op. cit.*, blz. 383.

(38) F.J. HEUNKS, *op. cit.*, blz. 282-283.

(39) W. DEWACHTER, *De wetgevende verkiezingen (...)*, *op. cit.*, Enquêteformulier van enquête III, bijlage blz. 1, vraag 2.

zin bij die kiezers die over het algemeen ook effectief voor kandidaten stemmen.

De beoordelingen van de partijvoorzitters zullen via een factoranalyse op hun onderliggende structuur worden onderzocht. Deze methode laat immers toe na te gaan welke latente dimensies de geobserveerde variabiliteit in de 17 manifeste variabelen veroorzaken (40). De factorextractie van de gemeenschappelijke factoren zal via de methode der hoofdfactoren geschieden. De factoren zullen orthogonaal geroteerd worden volgens het varimax-criterium. De factoranalyse zal over de 4 beoordeelde politici héén worden uitgevoerd. De beoordelingen van de 4 voorzitters door één individu worden hierbij opgevat alsof slechts één partijvoorzitter beoordeeld werd door 4 verschillende individuen. Het aantal respondenten wordt hierdoor verviervoudigd. Door deze werkwijze onderzoeken we de « algemene » persoonlijkheidsdimensies van « een » (abstract) politicus, abstractie makend van de particuliere kenmerken van bestaande politici. Met items die op eenzelfde factor laden zal een schaal worden samengesteld. De interne consistentie van deze schalen zal via een itemanalyse worden onderzocht (41). De analyse van het stemgedrag zal via een regressieanalyse gebeuren. Het stemgedrag voor de kandidaat op de 7-puntenschaal fungeert hierbij als criteriumvariabele, terwijl de persoonlijkheidsschalen, de mate van instemming met zijn opvattingen en de beoordeling van zijn partij als predictoren worden aangewend. Deze predictoren zullen stapsgewijze in de analyse worden opgenomen, zodat elke toegevoegde predictor uitgezuiverd wordt voor de invloed van de voorgaande predictor(en) (42). Deze regressieanalyse zal eveneens over de 4 politici heen uitgevoerd worden i.p.v. per partijvoorzitter afzonderlijk. Dit stelt ons ook hier in staat om meer algemene uitspraken te doen, en heeft als bijkomend voordeel dat het aantal individuen waarop de analyses gebaseerd worden verviervoudigd wordt. Dit verhoogt de betrouwbaarheid van de resultaten.

Steekproef.

De steekproef bestond uit 201 ouders van eerste kandidatuursstudenten aan de KU Leuven. De groep bevatte 94 vrouwen en 107 mannen. De meesten waren tussen 40 en 55 jaar oud (gemiddelde leeftijd : 48 jaar). Sub-

---

(40) L. DELBEKE, *Inleiding tot de multivariate methoden in de psychologie.* Cursus licenties psychologie. Leuven, Faculteit der psychologie en pedagogische wetenschappen, 1981, blz. 12-87.

(41) C.H. HULL and N.H. NIE, *SPSS update 7-9,* New York, McGraw-Hill Book Company, 1981, p. 256.

(42) C.H. HULL and N.H. NIE, *op. cit.,* p. 99.

jecten met een hoge SES (n = 56, d.i. 33 %) waren oververtegenwoordigd in de steekproef, personen met een lage SES (n = 47, d.i. 27 %) ondervertegenwoordigd. Achtenzestig personen (d.i. 40 %) namen een middenpositie in. Nagenoeg 74 % (n = 146) vertoonde een duidelijk uitgesproken partijvoorkeur. Bij negen subjecten was deze voorkeur echter erg zwak. Eenentwintig procent (n = 42) vertoonde een voorkeur voor meerdere partijen, terwijl 4 % (n = 9) geen partijvoorkeur bezat. Vier subjecten gaven geen antwoord op de vraag. Bij het indelen van de subjecten in de kiezers-typologie nemen we hen die géén of slechts een zwakke voorkeur voor een partij bezitten samen met hen die een voorkeur vertonen voor meerdere partijen. Deze groep (n = 60) wordt geconstrasteerd met de groep die een uitgesproken partijvoorkeur bezit (n = 137). Bij hen die een voorkeur vertoonden, vormde de CVP de voornaamste partij. Voorstanders van deze partij (n = 78) waren oververtegenwoordigd in de steekproef ten nadele van aanhangers van de SP (n = 11). De voorstanders van de PVV en de VU (respectievelijk 35 en 24 personen) waren in ongeveer juiste mate vertegenwoordigd. De oververtegenwoordiging van voorstanders van de CVP en van de hogere sociaal-economische lagen was te verwachten : de vragenlijsten werden immers ingevuld door ouders die hun kinderen naar een katholieke universiteit stuurden. Deze oververtegenwoordiging heeft gevolgen voor de verdeling van de gebruikelijke stemwijze en voor deze van de politieke betrokkenheid. De steekproef bevatte méér gebruikelijke voorkeurstemmers (n = 129, d.i. 65 %) en minder gebruikelijke lijststemmers (n = 41, d.i. 21 %) dan de populatie. Negenentwintig subjecten (d.i. 14 %) stemden soms op de ene en dan weer op de andere wijze. De oververtegenwoordiging van gebruikelijke voorkeurstemmers is eerder gunstig : we wensen immers enkel het stemgedrag van deze groep te onderzoeken. De politieke betrokkenheidsschaal was intern consistent : $\alpha = .82$. Deze α-waarde zou dalen indien een van de 6 items uit de schaal werd geëlimineerd. We deelden de schaal in twee rond haar theoretische gemiddelde. Ongeveer 75 % (n = 152) van de steekproef voelde zich sterk in het politieke betrokken. Ook dit is een sterke oververtegenwoordiging in vergelijking tot de populatie. Een indeling van de subjecten volgens het steekproefgemiddelde zou de groep laag betrokkenen dan ook op kunstmatige wijze vergroot hebben.

Tabel II geeft een overzicht van de verdeling van de subjecten in de 4 subgroepen van de kiezers-typologie. Enkel de gebruikelijke voorkeurstemmers en zij die van verkiezing tot verkiezing wisselen in hun stemwijze werden in de tabel opgenomen.

Zoals kon worden verwacht behoorden subjecten met een voorkeur voor meerdere partijen eerder tot de beleidsgevoeligen, terwijl de groep

TABEL II

Indeling van de proefgroep volgens de kiezers-typologie

Type kiezers	*n*	%
Overtuigden	86	54
Beleidsgevoeligen	42	27
Gewoontestemmers	20	13
Onverschilligen	10	6
Totaal	158	100

onverschilligen eerder diegenen bevatte die géén of slechts een zwakke partijvoorkeur vertoonden. Vermoedelijk zijn vooral de overtuigden oververtegenwoordigd t.o.v. de populatie, ten nadele van de gewoontestemmers en de onverschilligen. Onze resultaten moeten daarom ook voorzichtig geïnterpreteerd worden : beide laatste groepen bevatten immers relatief weinig subjecten.

Resultaten.

Factoranalyse van de persoonlijkheidsbeoordelingen.

De factoranalyse op de 17 items leverde 3 factoren op. Samen verklaarden ze 77 % van de totale variantie. Alle items werden in deze factoren opgenomen. Elke factor verklaarde na rotatie ongeveer 1/3 van de gemeenschappelijke variantie. De communaliteiten van de items lagen erg hoog : tussen .58 en .87, met een gemiddelde waarde van .72. Daarom werden enkel ladingen vanaf .40 in aanmerking genomen (43).

Tabel III geeft een overzicht van de resultaten. De items werden per factor gegroepeerd in functie van hun factorladingen. Naast de titel van de factor werd het percentage gemeenschappelijke variantie vermeld, dat door de factor wordt verklaard.

De kiezer betrekt dus 3 persoonlijkheidsdimensies in zijn perceptie van een politicus : betrouwbaarheid, deskundigheid en beheerstheid. De factoranalyses van de persoonlijkheidsbeoordelingen *per* partijvoorzitter vertonen eenzelfde grondstructuur.

De factor betrouwbaarheid verklaart 37 % van de gemeenschappelijke variantie en groepeert 8 items. De factor verwijst naar het eerste aspect

(43) A. VAN KNIPPENBERG en F. SIERO, *Multivariate analyse. Beknopte inleiding en toepassingen*, Deventer, Van Loghum Slaterus, 1980, blz. 63.

TABEL III

Resultaten van de factoranalyse op de persoonlijkheidsbeoordelingen van een « fictief » partijvoorzitter

Factor I	**Betrouwbaarheid**	**37 %**	
1. Betrouwbaar	.85		
2. Rechtvaardig	.84		
3. Eerlijk	.83		
4. Juist	.66		
5. Goed	.62	(III	.49)
6. Sympathiek	.61	(III	.56)
7. Aangenaam	.53	(III	.58)
8. Aantrekkelijk	.51	(III	.54)
Factor II	**Deskundigheid**	**32 %**	
1. Professioneel	.89		
2. Ervaren	.82		
3. Actief	.77		
4. Sterk	.69		
5. Verstandig	.62		
6. Bedachtzaam	.45	(III	.55)
Factor III	**Beheerstheid**	**31 %**	
1. Bedaard	.78		
2. Geduldig	.76		
3. Voorzichtig	.69		
4. Aangenaam	.58	(I.	53)
5. Sympathiek	.56	(I.	61)
6. Bedachtzaam	.55	(II	.45)
7. Aantrekkelijk	.54	(I	.51)
8. Goed	.49	(I	.62)

van de geloofwaardigheidsdimensie. Alle items van Whitehead's schaal laden op deze factor.

Een betrouwbaar politicus is dus betrouwbaar (.85), rechtvaardig (.84), eerlijk (.83) en juist (.66). De hoge lading van het evaluatieve item van Osgood en medewerkers (« goed » : .62) wijst op het positief gewaardeerd karakter van de betrouwbaarheidsdimensie. Opvallend zijn tevens de hoge ladingen van de drie aantrekkelijkheidsitems : sympathiek (.61), aangenaam (.53) en aantrekkelijk (.51).

De deskundigheidsfactor verwijst naar het tweede aspect van de geloofwaardigheidsdimensie. Deze factor groepeert 6 items en verklaart 32 % van de gemeenschappelijke variantie. Beide deskundigheidsitems van Whitehead laden hoog op deze factor : professioneel (.89) en ervaren (.82). Politieke deskundigheid gaat gepaard met activiteit (.77) en kracht (.69). Deskundige politici zijn tevens verstandig (een item uit de evaluatieve schaal van Anderson en Bass ; lading : .62) en bedachtzaam (.45). De hoge ladingen van Osgood's activiteits- en poten-

tiedimensie en het intelligentie-item op de deskundigheidsfactor werden ook in andere onderzoeken vastgesteld (44).

De derde factor noemden we « beheerstheid ». Deze factor verklaart de overige 31 % gemeenschappelijke variantie en groepeert 8 items. Vier items uit de evaluatieve schaal van Anderson en Bass vormen de kern van deze factor : een beheerst politicus is bedaard (.78), geduldig (.76), voorzichtig (.69) en bedachtzaam (.55). Naast betrouwbaarheid en deskundigheid is dus eveneens beheerstheid noodzakelijk in het politieke domein. Impulsiviteit gedurende onderhandelingen kan deze immers doen mislukken, met de nadelige gevolgen vandien. Een beheerst politicus wacht tevens het juiste moment af om zijn « slag te slaan ». Het positief gewaardeerd karakter van deze factor blijkt uit de lading van Osgood's evaluatieve « goed »-item (.49). De drie aantrekkelijkheidsitems laden eveneens hoog op deze factor : aangenaam (.58), sympathiek (.56) en aantrekkelijk (.54).

Vijf items waren meerduidig. De lading van het item « goed » op de factoren betrouwbaarheid en beheerstheid wijst erop dat dit positief gewaardeerde persoonlijkheidseigenschappen zijn. Beide factoren vullen elkaar overigens aan : een politicus dient zich op een betrouwbare en eerlijke wijze in te zetten, zonder hierbij de regels van het politieke spel (zoals het vormen van compromissen) geweld aan te doen. Ook het bedachtzaamheidsitem is meerduidig : een bedachtzaam politicus is beheerst, doch tevens deskundig. Een ervaren politicus « denkt immers twee maal na » alvorens iets te ondernemen. Hij is ook sluw : hij kent de klappen van de zweep en weet hoe hij het best zijn doel bereikt.

Het is opmerkelijk dat er geen afzonderlijke aantrekkelijkheidsfactor werd bekomen. De drie eigenschappen die ernaar verwezen vormden de onderbouw van de factoren betrouwbaarheid en beheerstheid. Het aantrekkelijk vinden van politici blijkt dus samen te hangen met een beoordeling in termen van andere politiek-relevante persoonlijkheidsdimensies : betrouwbare en beheerste politici zijn tevens sympathiek. Deskundigheid daarentegen staat los van aantrekkelijkheid : deskundige politici kunnen zowel sympathiek als onsympathiek gevonden worden. Er wordt wèl een aantrekkelijkheidsfactor gevormd wanneer we opteren voor een 4-dimensionale factoroplossing. Deze factor wordt gevormd door de 3 aantrekkelijkheidsitems, samen met het item « goed ». De

---

(44) Zie bv. het onderzoek van BERLO, LEMERT en MERTZ, in : E P. BETTINGHAUS, *Persuasive communication,* New York, 1968, pp. 105-108.
En : T.L. WRIGHT, J. ARBUTHNOT and R. SILBER, Interpersonal trust and attributions of source credibility : evaluations of a political figure in a crisis. *Perceptual and motor skills,* 1977, 44, pp. 943-950.

3 aantrekkelijkheidsitems blijven echter ook hier een aanzienlijke lading vertonen op de factoren beheerstheid en betrouwbaarheid. Ze blijven dus als onderliggende dimensie bij beide factoren aanwezig en vormen dus niet « echt » een afzonderlijke factor in de perceptie van de beoordelaars. In de volgende delen van dit artikel zullen we de 3 aantrekkelijkheidsitems tóch samenvoegen tot een afzonderlijke schaal. Hierdoor worden immers « zuiverder » betrouwbaarheids- en beheerstheidsschalen gevormd, die enkel die items groeperen die hoog laden op de factor. Een bijkomend voordeel is dat het belang van de eigenschap aantrekkelijkheid mee onderzocht kan worden wat partijdige perceptie en de invloed op het stemgedrag betreft.

Perceptie van politici in functie van de partijvoorkeur.

Per partijvoorzitter werden 4 persoonlijkheidsschalen samengesteld. Meerduidige items werden opgenomen in de schaal die overeenkwam met de factor waarop ze de hoogste lading hadden : « goed » in de betrouwbaarheidsschaal en « bedachtzaam » in de beheerstheidsschaal. Al deze schalen waren in hoge mate betrouwbaar : α varieerde tussen .85 en .95, met een gemiddelde waarde van .91. Tabel IV geeft een overzicht van de opsplitsingen van deze schalen i.f.v. de partijvoorkeur van de subjecten. In de tabel werden de gemiddelde beoordelingen op elke schaal weergegeven. Elke schaal werd daarbij herleid tot een 7-puntenschaal. Een « 7 » wijst op het in extreme mate bezitten van de eigenschap, een « 1 » op het in extreme mate bezitten van de tegengestelde eigenschap. Het neutrale punt ligt op « 4 ». We vermelden tevens het verschil in schaalpunten tussen beide groepen, en het significantie-niveau van de t-toets op het verschil tussen hun gemiddelden.

De gegevens van tabel IV liggen in lijn van de balanstheorie : voor standers van een partij scoren « hun » partijvoorzitter hoger op de 4 persoonlijkheidsschalen dan voorstanders van een andere partij. In 10 van de 16 gevallen is dit verschil in score zelfs uiterst significant ($P < .001$). Het is echter niet zo dat de voorstanders van een partij de kandidaat van een andere partij louter negatief scoren op de persoonlijkheidsschalen. Slechts in drie gevallen is hun score licht negatief (betrouwbaarheid van De Clercq : 3,77 ; aantrekkelijkheid van Tindemans (3,85) en De Clercq (3,66). In de meeste andere gevallen ligt de score rond het neutrale punt « 4 », of is ze(licht)positief. De voorstanders van een bepaalde partij daarentegen scoren hun partijvoorzitter wel gemiddeld aan de positieve zijde van de schaal : hun scores variëren van 5,3 (aantrekkelijkheid van Tindemans) tot 6,5 (deskundigheid van Tindemans en De Clercq).

TABEL IV

Perceptie van de 4 partijvoorzitters op 4 persoonlijkheidseigenschappen door voorstanders van hun partij versus voorstanders van andere partijen

	Perceptie van :											
	Tindemans			*Van Miert*			*De Clercq*			*Anciaux*		
Persoonlijkheidseigenschap	*Voorstanders van de CVP (n = 78)*	*Voorstanders van de SP, PVV of VU (n = 35) (1)*	*Verschil tussen beide groepen (2)*	*Voorstanders van de SP (n = 11)*	*Voorstanders van de CVP, PVV of VU (n = 113) (1)*	*Verschil tussen beide groepen (2)*	*Voorstanders van de PVV (n = 35)*	*Voorstanders van de CVP, SP of VU (n = 86) (1)*	*Verschil tussen beide groepen (2)*	*Voorstanders van de VU (n = 24)*	*Voorstanders van de CVP, SP of PVV (n = 93) (1)*	*Verschil tussen beide groepen (2)*
Betrouwbaarheid	6,04	4,01	2***	5,58	4,11	1,47***	5,69	3,77	1,92***	5,71	4,17	1,54***
Deskundigheid	6,55	5,50	1,05***	5,73	4,94	0,79*	6,56	5,81	0,75***	5,40	4,76	0,64*
Beheerstheid	5,60	4,79	0,81**	5,59	4,55	1,04**	5,75	4,28	1,47***	5,44	4,48	0,96**
Aantrekkelijkheid . . .	5,31	3,85	1,46***	5,64	4,16	1,48**	5,49	3,66	1,83***	5,60	4,28	1,32***

(1) Subjecten die de partij van de voorzitter als tweede keuze opgaven werden niet in deze categorie opgenomen.

(2) * : .05 > P ≥ 0.1, ** : .005 > P ≥ .001, *** : P < .00.1.

Met betrekking tot de deskundigheidsbeoordeling komen beide groepen beoordelaars het sterkste overeen : de scores op deze schaal verschillen gemiddeld slechts 0,8 schaalpunten. De beoordelingen van een kandidaat door voorstanders van een andere partij liggen hier dan ook relatief hoog : 5,8 voor De Clercq, 5,5 voor Tindemans, 4,9 voor Van Miert en 4,7 voor Anciaux. De perceptie van de beheerstheid van de kandidaat komt — wat een overeenkomst tussen beide groepen betreft — op de tweede plaats ; gemiddeld verschillen ze slechts 1 schaalpunt. Enkel m.b.t. de beoordeling van De Clercq verschillen beide groepen in sterkere mate (verschil van 1,47 schaalpunten). De beheerstheidsscores van de voorstanders van een partij die een kandidaat van een andere partij beoordelen, liggen lager dan hun deskundigheidsscores. Toch zijn ook deze scores nog licht positief : 4,8 voor Tindemans, 4,5 voor Van Miert en Anciaux en 4,3 voor De Clercq. Wat het toekennen van de eigenschappen deskundigheid en beheerstheid betreft, bestaat er dus een zekere consensus tussen beide groepen : de scores van beide groepen op deze dimensies liggen relatief dicht bij elkaar, terwijl beide groepen deze eigenschappen in positieve mate toekennen aan de beoordeelde politici. Deze bevindingen liggen enigszins in de lijn van de « image »-theorie : de subjecten « beschrijven » tot op zekere hoogte de reële deskundigheid en beheerstheid van de partijvoorzitters. Dit neemt niet weg dat het verschil tussen beide groepen voor beide eigenschappen statistisch significant is : ook hier percipieert men partijdig. Vooral m.b.t. de betrouwbaarheidsbeoordeling van een kandidaat verschillen voorstanders van een partij in sterke mate van de voorstanders van een andere partij. De scores veschillen hier gemiddeld 1,7 schaalpunten, met een verschil van nagenoeg 2 schaalpunten bij de beoordelingen van Tindemans en De Clercq. Hetzelfde geldt in iets lichtere mate m.b.t. de aantrekkelijkheidsbeoordelingen : de scores verschillen hier gemiddeld anderhalf schaalpunt. Het is dan ook vooral m.b.t. deze twee eigenschappen dat de scores van de voorstanders van een andere partij variëren rond het neutrale punt van de schalen, of licht negatief zijn (betrouwbaarheidsscores : 4,2 bij Anciaux, 4,1 bij Van Miert, 4 bij Tindemans en 3,8 bij De Clerq ; aantrekkelijkheidsscores : 4,3 bij Anciaux, 4,1 bij Van Miert, 3,8 bij Tindemans en 3,6 bij De Clercq). Het toekennen van de eigenschappen betrouwbaarheid en aantrekkelijkheid heeft dus een sterk partijdig karakter : de scores tussen beide groepen verschillen relatief sterk, terwijl de « eigen » partijvoorzitter positief beoordeeld wordt op beide eigenschappen, en de voorzitters van andere partijen eerder neutraal of negatief. Het toekennen van deze eigenschappen heeft eerder een « beoor-

delend » dan een « beschrijvend » karakter. Dit ligt in lijn van de balanstheorie.

Het is echter mogelijk dat de voor- èn de tegenstanders van een bepaalde partij een analoog profiel toekennen aan de kandidaat van deze partij, doch dat dit profiel positiever is bij de voorstanders van de partij

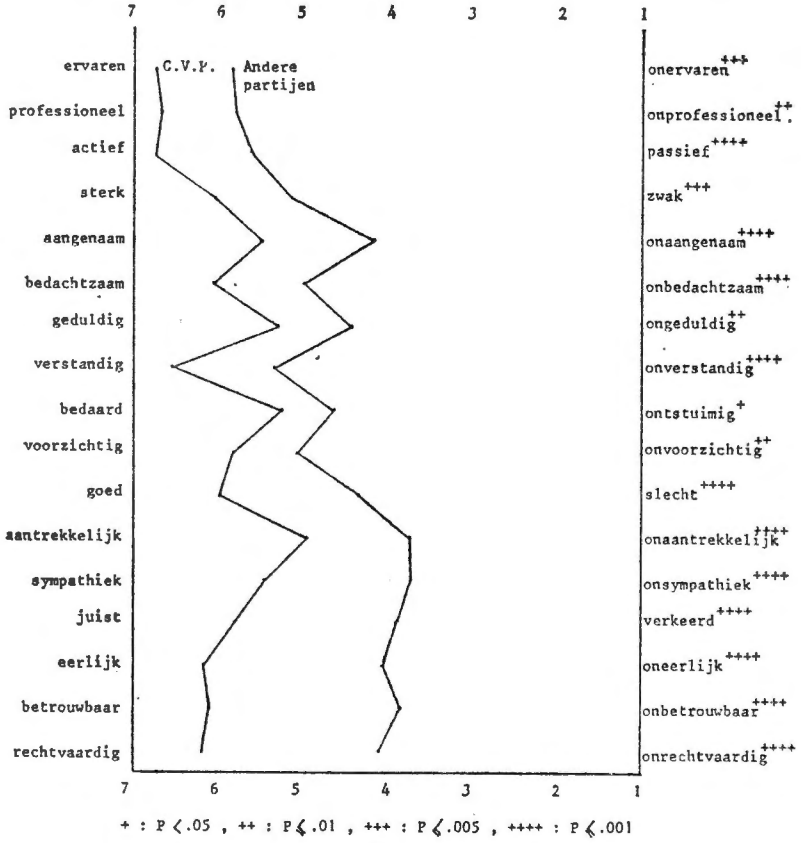


FIG. 1. — Gemiddelde beoordeling van de heer Tindemans op de 17 persoonlijkheidsitems voor voorstanders van de CVP (n = 78) en voorstanders van de SP, PVV of VU (n = 35).

dan bij haar tegenstanders. Beide perceptie-theorieën gaan hier dan op : beide groepen kennen aan een politicus dezelfde groep eigenschappen toe (image-theorie), doch de voorstanders doen dit in sterkere mate dan de tegenstanders (balans-theorie). Figuur 1 toont de gemiddelde scores van de heer Tindemans op de 17 persoonlijkheidsitems, voor zowel de voorstanders van de CVP (n = 78), als de voorstanders van een andere partij (n = 35). De items komen

in de volgorde voor die hen in de vragenlijst werd toegewezen. Naast elk item vermelden we het significantieniveau van de t-toets op het verschil in de gemiddelden.

Deze figuur bevestigt onze veronderstelling : beide groepen vertonen een analoog, doch tevens partijdig profiel van de heer Tindemans. Het verschil in gemiddelde score tussen beide groepen is wel — zoals hoger vermeld — groter m.b.t. de items van de betrouwbaarheids- en de aantrekkelijkheidsschalen dan m.b.t. de items van beide andere schalen. Alle verschillen zijn evenwel statistisch significant. De overeenkomst tussen beide profielen wijst erop dat partijdige perceptie slechts binnen bepaalde grenzen plaatsvindt : de perceptie van een politicus wordt mede gedetermineerd door zijn reële performantie, en heeft dus tevens een realiteitskarakter.

Dit fenomeen is niet beperkt tot de perceptie van Tindemans alleen. De profielgelijkenis van een politicus kan eveneens nagegaan worden door de gemiddelde scores van beide groepen beoordelaars over de 17 persoonlijkheidsitems heen met elkaar te correleren. Een hoge correlatie wijst daarbij op een gelijkend profiel. Deze correlaties bedroegen .93 voor De Clercq, .69 voor Tindemans (beiden $P < .01$), .48 voor Van Miert ($P \leqslant .05$) en —.14 voor Anciaux (niet significant verschillend van nul). Enkel m.b.t. Anciaux vertonen beide groepen dus een verschillend persoonlijkheidsprofiel. Dit kan het resultaat zijn van een sterk partijdige perceptie. Anderzijds was de heer Anciaux op het ogenblik van ons onderzoek slechts gedurende een korte periode partijvoorzitter geweest. Hij werd door onze steekproef dan ook als de minst gekende politicus beoordeeld (hij kreeg de licht positieve score van 4,5 op een 7-puntenschaal). In vergelijking tot de andere beoordeelde politici heeft hij daardoor minder kansen gekregen om een duidelijk image van zich te laten vormen. Mogelijks treedt een sterk partijdige perceptie van een politicus vooral in deze situatie op : de kiezers hebben immers onvoldoende informatie over de kandidaat en percipiëren hem vermoedelijk vooral in functie van hun partijvoorkeur.

Voorspelling van het stemgedrag van de 4 types kiezers.

Deze analyses werden uitgevoerd over de 4 partijvoorzitters heen. De interne consistentie van de aldus verkregen persoonlijkheidsschalen was hoog : $\alpha = .95$ m.b.t. betrouwbaarheid, .91 voor deskundigheid, .88 voor beheerstheid en .92 voor aantrekkelijk. Het samentellen van alle items tot één enkele persoonlijkheidsschaal leverde echter eveneens een erg betrouwbare schaal op : $\alpha = .95$. Daarom besloten we onze gegevens in twee stappen te analyseren. Eerst voerden we per type

kiezers een regressieanalyse uit, met de partijbeoordeling, de instemming met de standpunten en de totale persoonlijkheidsschaal als predictoren. Via partiële correlaties zal daarna de afzonderlijke bijdrage van elke persoonlijkheidsschaal onderzocht worden. Dit heeft als voordeel dat we *per* kiezersgroep een uitspraak kunnen doen over het belang van de diverse persoonlijkheidsdimensies, óók als uit de regressieanalyse bleek dat de persoonlijkheid van de kandidaat voor een bepaalde groep onbelangrijk bleek als predictor.

De resultaten van de regressieanalyses per type kiezer worden weergegeven in tabel V. We vermelden per predictor achtereenvolgens : de

TABEL V

Resultaten van de regressieanalyses per type kiezer, met de beoordeling van de partij, de opvattingen en de persoonlijkheid van de kandidaat als predictoren

Overtuigden (n = 344)

Opgenomen predictoren	*b*	*Standaard-fout b*	*t-waarde*	*Significantie-niveau*	*Beta*
Partijbeoordeling .	.46	.05	9.00	.0000	.39
Opvattingen . .	.42	.05	7.37	.0000	.36
Persoonlijkheid .	.36	.07	4.79	.0000	.19

R = .85 R^2 = .73 (F = 305.5, P = .0000) adj. R^2 = .73

Beleidsgevoeligen (n = 168)

Opgenomen predictoren	*b*	*Standaard-fout b*	*t-waarde*	*Significantie-niveau*	*Beta*
Opvattingen . .	.63	.10	5.81	.0000	.52
Partijbeoordeling .	.28	.11	2.52	.01	.22

R = .70 R^2 = 50 (F = 75.1, P = .0000) adj. R^2 = .49

Gewoontestemmers (n = 80)

Opgenomen predictoren	*b*	*Standaard-fout b*	*t-waarde*	*Significantie-niveau*	*Beta*
Opvattingen . .	.55	.12	4.44	.0000	.46
Partijbeoordeling .	.38	.11	3.4	.001	.35

R = .73 R^2 = .54 (F = 41.5, P = .0000) adj. R^2 = .52

Onverschilligen (n = 40)

Opgenomen predictoren	*b*	*Standaard-fout b*	*t-waarde*	*Significantie-niveau*	*Beta*
Persoonlijkheid .	1.41	.26	5.4	.0000	.70

R = .70 R^2 = .49 (F = 29.4, P = .0000) adj. R^2 = .47

regressiecoëfficient b, de standaardfout van deze coëfficient, de t-waarde van de toetsing van deze coëfficient met het bijhorende significantieniveau en de gestandaardiseerde regressiecoëfficient (beta). Deze laatste drukt de correlatie uit tussen de predictor en het stemgedrag (45). Door de regressiecoëfficienten te standaardiseren worden ze onderling vergelijkbaar, waardoor we de relatieve belangrijkheid van de predictoren kunnen nagaan. Onder de tabel vermelden we achtereenvolgens de multiple correlatie R, de determinatiecoëfficient R^2, de F-waarde van de toetsing van deze coëfficient met het bijhorende significantieniveau en de gecorrigeerde (« adjusted ») R^2. De multiple correlatie geeft de samenhang weer tussen het stemgedrag en de lineaire combinatie van de predictoren die in de analyse werden opgenomen. De determinatiecoëfficient geeft de proportie variantie in het stemgedrag aan die verklaard kan worden door deze lineaire combinatie van predictoren. De gecorrigeerde determinatiecoëfficient corrigeert deze laatste coëfficient wanneer er een ongunstige verhouding bestond tussen het aantal opgenomen predictoren en de omvang van de steekproef. Deze coëfficient is daarom vooral belangrijk bij de onverschillige kiezersgroep, vermits deze slechts 40 subjecten bevat.

De voorspelling van het stemgedrag van de diverse types kiezers ligt grotendeels in de lijn van de verwachtingen. Bij de overtuigden vormen de partijbeoordeling en de overeenkomst in standpunten de belangrijkste predictoren (beta is respectievelijk .39 en .36). De beoordeling van de persoonlijkheid van de kandidaat blijkt tevens een rol te spelen (beta = .19). Deze rol is echter ondergeschikt, omdat deze variabele slechts ongeveer 2 % van de variantie in het stemgedrag verklaart. Het stemgedrag van de beleidsgevoeligen wordt in eerste instantie gedetermineerd door een overeenkomst in opvattingen met de kandidaat (beta = .52). Toch blijkt ook de partijbeoordeling een rol te spelen (beta = .22, ter verklaring van ongeveer 2 % van de variantie in het stemgedrag). De persoonlijkheidsbeoordeling oefent bij dit type kiezers geen autonome invloed uit op hun stemgedrag. De resultaten m.b.t. de groep gewoontestemmers wijken af van de verwachtingen. Hun stemgedrag blijkt eveneens in eerste instantie bepaald te worden door een overeenkomst in opvattingen met de kandidaat (beta = .46). De partijbeoordeling komt slechts op de tweede plaats (beta = .35). De persoonlijkheidsbeoordeling levert geen significante bijdrage tot het verklaren van hun stemgedrag. Dit patroon lijkt sterk op dat van de beleidsgevoeligen. Toch is de beta-waarde van de predictor op-

(45) A. VAN KNIPPENBERG en F. SIERO, *op. cit.*, blz. 11-42.

vattingen bij de gewoontestemmers lichtjes lager dan deze bij de beleidsgevoeligen (respectievelijk .46 en .52). Tevens is het belang van de partijbeoordeling bij de gewoontestemmers lichtjes groter in vergelijking tot de beleidsgevoeligen : beta bedraagt respectievelijk .35 en .22. Het stemgedrag van de onverschilligen ligt volledig in lijn van de verwachtingen : deze kiezers houden enkel rekening met de persoonlijkheid van de kandidaat (beta = .70).

Bij elke groep kiezers bestaat er een reële samenhang tussen het stemgedrag en de lineaire combinatie van de opgenomen predictoren : de multiple correlaties variëren van .70 tot .85. De verbeterde determinatiecoëfficienten verschillen slechts in geringe mate van de eigenlijke determinatiecoëfficienten. Deze laatsten verschillen steeds significant van nul (P steeds $<$ .0001). De lineaire combinaties van predictoren verklaren dus tussen 47 en 73 % van de variantie in het stemgedrag. Kirkpatrick en medewerkers stelden gelijkaardige percentages vast bij analoge analyses van reëel stemgedrag in de VS (46). Vooral het stemgedrag van de overtuigden blijkt in sterke mate voorspeld te kunnen worden door de drie geselecteerde variabelen : slechts ongeveer één kwart van de variantie in het stemgedrag kan niet worden verklaard. Van de drie andere groepen kiezers kan telkens ongeveer de helft van de variabiliteit in het stemgedrag verklaard worden. Opvallend hierbij is dat het stemgedrag van de onverschilligen ongeveer even goed voorspeld kan worden op basis van slechts één predictor (persoonlijkheid), als het stemgedrag van de beleidsgevoeligen en de gewoontestemmers, waarbij telkens twee predictoren nodig waren.

Per type kiezer werd een correlatie berekend tussen het stemgedrag en elk der 4 persoonlijkheidsschalen, waarbij dit verband werd uitgezuiverd voor de invloed van de 3 andere persoonlijkheidsschalen, de partijbeoordeling en de mate van overeenkomst in opvattingen. Deze partiële correlaties worden in tabel VI vermeld.

Overtuigden houden in hun stemgedrag vooral rekening met de betrouwbaarheid van de kandidaat ($r = .14$, $P \leqslant .01$), en in mindere mate met diens aantrekkelijkheid ($r = .09$, $P \leqslant .05$). Dit sluit aan bij onze voorgaande vaststellingen : we stelden immers vast dat deze eigenschappen sterk partijdig werden toegekend, terwijl juist dit kiezerstype sterk gehecht is aan hun partij. Beide persoonlijkheidseigenschappen leveren een autonome bijdrage tot het verklaren van het stemgedrag, aangezien we controleren voor de invloed van de partijvoorkeur.

---

(46) S.A. KIRKPATRICK *et al.*, *op. cit.*, pp. 270 en 276.

TABEL VI

Partiële correlatie tussen de diverse persoonlijkheidsschalen en het stemgedrag per type kiezers, waarbij elke correlatie werd uitgezuiverd voor de invloed van alle overige variabelen

	Overtuigden (n = 344)	*Beleids-gevoeligen (n = 168)*	*Gewoonte-stemmers (n = 80)*	*Onver-schilligen (n = 40)*
Betrouwbaarheid . . .	.14**	.12	.14	.16
Deskundigheid . . .	.06	.15*	.14	.46**
Beheerstheid	—.03	—.07	.02	.15
Aantrekkelijkheid . . .	.09*	—.08	—.14	.07

* = .01 < P ⩽ .05 ** = P ⩽ .01

Ook de gewoontestemmers zijn gehecht aan « hun » partij. Het rekening houden met de betrouwbaarheid en de aantrekkelijkheid van de kandidaat lag dan ook voor de hand. Dit blijkt niet het geval : geen van de vier persoonlijkheidsschalen correleert bij dit type kiezers significant met hun stemgedrag. Het ontbreken van de verwachte samenhang kan te wijten zijn aan het feit dat de gewoontestemmers uit onze steekproef minder gehecht zijn aan hun partij dan verwacht. Uit de resultaten van de regressieanalyse bleek immers dat hun partijvoorkeur slechts op de tweede plaats kwam als predictor van hun stemgedrag.

De twee types wisselende kiezers houden ènkel rekening met de deskundigheid van de kandidaten. Bij de onverschilligen is dit verband sterker dan bij de beleidsgevoeligen [r is respectievelijk .46 (P ⩽ .01) en .15 (P ⩽ .05)]. Het in rekening brengen van de deskundigheid van de kandidaat wijst op een rationeel beslissingsproces : deze eigenschap is immers onmisbaar bij het uitoefenen van een politiek ambt. Voor de onverschilligen vormt de deskundigheidsbeoordeling van de kandidaat zelfs de enige determinant van hun stemgedrag.

De kiezers die zich in zwakke mate in het politieke betrokken voelen stemmen dus eveneens op rationele basis. De gewoontestemmers houden in sterke mate rekening met de standpunten van de kandidaten, terwijl de onverschilligen in eerste instantie stemmen op een deskundig politicus.

In de theoretische uitwerking werden drie mogelijke interpretaties van het stemgedrag van de onverschilligen ontwikkeld. Uit de analyse van hun stemgedrag blijkt dat deze groep als geheel niet stemt in functie van hun aantrekkelijkheidsbeoordeling van de kandidaten, en wel rekening houdt met hun deskundigheid. Het stemmen op een kandidaat omdat deze een actuele maatschappelijke stroming symboliseert, werd niet geoperationaliseerd in ons onderzoek. We kunnen de drie interpretaties dan ook moeilijk op hun realiteitswaarde tegen elkaar afwegen.

Samenvatting en besluit.

De onderzoekssubjecten betrokken drie persoonlijkheidseigenschappen in hun perceptie van politici : betrouwbaarheid, deskundigheid en beheerstheid. De aantrekkelijkheid van een politicus werd niet als een afzonderlijke eigenschap gepercipieerd, maar vormde een onderdeel van hun betrouwbaarheid en beheerstheid. De perceptie van politici wordt zowel bepaald door het voorkomen van de politicus, als door de partijvoorkeur van de beoordelaar : kiezers kennen hetzelfde profiel toe aan een bepaalde kandidaat (beeldvorming bepaald door het voorkomen van de kandidaat), doch voorstanders van de partij van deze kandidaat percipiëren hem positiever op alle eigenschappen van dit profiel, dan voorstanders van een andere partij (beeldvorming bepaald door de partijvoorkeur van het percipiërend subject). Deze discrepantie in de perceptie is het kleinste bij eigenschappen van objectief waarneembare aard (deskundigheid en beheerstheid) en het grootste bij eigenschappen die eerder verwijzen naar een subjectieve beoordeling (betrouwbaarheid en aantrekkelijkheid). Het verschil in perceptie is echter steeds statistisch significant.

We onderscheiden 4 types van kiezers. Het stemgedrag van de overtuigden wordt vooral bepaald door hun partijvoorkeur en hun standpunten. De persoonlijkheid van de kandidaat komt voor hen op de tweede plaats. De beleidsgevoeligen en de gewoontestemmers houden beiden in eerste instantie rekening met hun opvattingen en slechts in tweede instantie met hun partijvoorkeur. De resultaten van de gewoontestemmers weken dan ook af van onze veronderstellingen. De onverschilligen stemmen enkel in functie van hun persoonlijkheidsbeoordeling van de kandidaten.

De wisselende kiezers (beleidsgevoeligen en onverschilligen) hechten in hun stemgedrag vooral belang aan de deskundigheid van de kandidaat. De overtuigden houden in hun stemgedrag eerder rekening met de partijdig gekleurde eigenschappen betrouwbaarheid en beheerstheid.

Deze resultaten — hoe veelbelovend ook — dienen voorzichtig geïnterpreteerd te worden. Onze steekproef was vooral m.b.t. de partijvoorkeur en de SES van de respondenten niet representatief voor de bevolking. Dit kan het onderzoek naar de determinanten van het stemgedrag beïnvloed hebben : de gewoontestemmers en de onverschilligen waren vermoedelijk ondervertegenwoordigd in onze steekproef. Ons onderzoek had tevens een verkennend en benaderend karakter. Het stemgedrag werd op een fictieve wijze geoperationaliseerd. Reëel stemgedrag heeft een nominaal karakter, terwijl het hier via een 7-puntenschaal (intervalniveau) gemeten werd. De respondenten konden *enkel* kiezen

tussen 4 partijvoorzitters, daar waar hun keuzemogelijkheden bij reële verkiezingen veel ruimer liggen. Tevens werd de overeenkomst in standpunten met de kandidaten slechts op algemene wijze geoperationaliseerd, zonder verwijzingen naar concrete stellingnames m.b.t. diverse actuele onderwerpen.

Verder onderzoek is dus nodig. Onderzoek over de persoonlijkheid van de kandidaat is tevens relevant. Een zekere mate van betrouwbaarheid, deskundigheid en beheerstheid is immers noodzakelijk voor het uitoefenen van een politiek ambt. Deze persoonlijkheidseigenschappen dienen echter samen te gaan met een welomschreven politiek ontwerp. Door in de verkiezingscampagne en in de media de persoon van de politicus al te zeer te beklemtonen, dreigen we te verzeilen in een politieke personencultus (47). Alle aandacht gaat hierbij naar de wijze waarop de politicus zich gedraagt en bij de kiezers overkomt. De standpunten die hij verdedigt komen daarbij op de tweede plaats. Dit kan leiden tot deprogrammatisering en zelfs depolitisering : de verpersoonlijking van de verkiezingen vervangt het programma (48). Verkiezingen verworden zo tot populariteitstests, waarbij kandidaten onderling worden vergeleken m.b.t. hun « stijl » van optreden, zonder omschrijving van het programma dat ze wensen te verdedigen.

Een doorgedreven verpersoonlijking heeft nog andere dysfuncties. Personalisering kan gepaard gaan met het verwerven van persoonlijke macht : een politicus die veel voorkeurstemmen verwerft, verstevigt hierdoor zijn positie in zijn partij en in het politieke bedrijf in het algemeen (49).

De politiek niet-geïnteresseerde « onverschillige » kiezers zijn verplicht te gaan stemmen. Dit vergroot de mogelijkheid tot manipulatie van deze groep. Door vage politieke boodschappen en het in de verf zetten van de « persoonlijkheid » van de kandidaat poogt men hun stem te winnen. We stelden vast dat dit type kiezers vooral rekening houdt met de deskundigheid van de kandidaat. Deze deskundigheid kan echter via een aangepaste campagne gesuggereerd of zelfs gecreëerd worden. Onverschillige kiezers kunnen zich hiertegen moeilijk wapenen. Ze bezitten immers te weinig informatie over het politieke gebeuren om het opgebouwde image van de kandidaat te kunnen ontmaskeren.

Tenslotte vergt de promotie van de persoonlijkheid van de kandidaten een uitgebreide en intensieve verkiezingscampagne. Dergelijke campagnes zijn erg duur, zodat men zich moet afvragen of dergelijke uitgaven te

---

(47) R G. SCHWARTZENBERG, *op. cit.*, blz. 280-284.

(48) K. RAES, « Politieke vernieuwing », in *De nieuwe maand*, jrg. 24, juni-juli 1981, 5, blz. 432.

(49) W. DEWACHTER, Kleine schaalverandering of trend (...), *op. cit.*, blz. 329-330.

verantwoorden zijn (50). Grotere partijen krijgen hiervoor steun van particulieren. Dit maakt hen echter eveneens van deze belangengroepen afhankelijk, wat bepaalde beslissingen kan beïnvloeden zonder dat de kiezer hierover inspraak heeft (51).

Summary : Perception and evaluation of personality traits of party-leaders as determinants of voting behaviour in Belgium.

This study investigates both the relationship between evaluation of personality traits of party-leaders and party identification, and the evaluation of personality traits as a determinant of voting behaviour.

One month before the Belgian national elections of November 81 201 voters evaluate personality traits of four well known leaders of the main Flemish political parties.

Factor analysis indicated three main dimensions in the evaluation of personality traits of politicians : reliability, expertness and self-control. The personality profiles of every party-leader were quite similar when comparing the profiles of groups of subjects with different party preferences. However, subjects who identificated with a certain party rated the party-leader of this party more favorable on all personality traits than did subjects who identificated with another party. These discrepancies in favorableness were rather small for expertness and self-control, but big for reliability and attractiveness. Analysing determinants of voting behaviour we differentiated four types of voters. Convinced voters were determined mainly by party preference and political views. Policy-oriented and routine-voters took into account in the first instance their political views and secondly their party preference. Personality traits of party-leaders functioned as the main determinant only for the voting behaviour of our indifferent subjects. Between these personality traits, mainly the evaluation of expertness had predictive power.

---

(50) W. DEWACHTER, E. CLIJSTERS, E. DE GRAEVE - LISMONT en L. ENGELEN, *Het nut van een miljoenenpropaganda,* Leuven, Afdeling Politologie van de K.U.Leuven, 1974, blz. 16-20.

(51) W. DEWACHTER *et al., op. cit.,* blz. 5-7.

★

De activiteitsgraad van de Belgische senatoren tijdens de zitting 1982-1983

door C. HOCEPIED,

Licentiaat in de Rechten en in de Handels- en Financiële Wetenschappen. Bijzonder gediplomeerde Bestuurskunde en Overheidsmanagement.

*

1. De studie van M. Deweerdt (KU - Leuven).

In 1978 verscheen voor het eerst — aldus de auteur — een studie over de parlementaire werkzaamheden van nagenoeg alle Belgische kamerleden en senatoren (1). Voor ieder van hen werd nagegaan in welke mate hij/zij had bijgedragen in de totale werkzaamheden, door een kwantificering van zijn/haar activiteit. Door in de *Handelingen* en in de *Gedrukte Stukken* de lengte in centimeter van ieders bijdrage te meten en door de gestelde schriftelijke vragen in het *Bulletin van Vragen en Antwoorden* op te tellen en die te vermenigvuldigen met wegingscoëfficiënten, kwam de auteur tot een rangschikking van de parlementsleden naar hun « activiteitsgraad ».

Daarnaast gaf de auteur eveneens een aantal beleidsgerichte wensen te kennen, zoals het oprichten van een nieuwe dienst die de parlementaire activiteit zou analyseren.

Wat dit laatste betreft, bestaat — zowel in Kamer als in Senaat — reeds een dienst der tabellen. Die dienst houdt tabellen bij per wetsontwerp of wetsvoorstel en per senator. Na elk zittingsjaar worden die gepubliceerd in de vorm van een lijvig overzicht waarin de bijdragen per senator worden vermeld met verwijzing naar de Gedrukte Stukken en naar de betrokken pagina's in de Handelingen en het Beknopt Verslag, voor de redevoeringen en de opmerkingen in de openbare vergadering. Het aantal centimeters wordt echter niet bijgehouden, maar wel de aangesneden thema's. Naast die *Cumulatieve Tabel van de*

---

(1) M. DEWEERDT, « De parlementaire werkzaamheden van de Belgische parlementsleden tijdens de zitting 1977-1978 », in *Res Publica*, 1978, nr. 4, blz. 647.

sprekers stelt die dienst eveneens een *Cumulatief Zaakregister* samen, waarbij per thema (b.v. abortus) eveneens de bladzijden worden aangegeven van de Handelingen en het Beknopt Verslag of, in voorkomend geval, het nummer van het Gedrukt Stuk. Gezien het omvangrijk werk dat gepaard gaat met het opstellen, uittypen, drukken, nalezen van drukproeven, enz., verschijnen die cumulatieve tabellen soms wel tien maanden na het einde van het zittingsjaar.

Terwijl M. Deweerdt zijn onderzoek louter kwantitatief wilde houden, bieden voormelde tabellen wel de mogelijkheid een kwalitatieve nuancering in te bouwen, door rekening te houden niet met de lengte van een betoog, maar wel met de aangesneden thema's. Het leek daarom niet wenselijk de methode van voormelde studie zonder meer over te nemen.

We hebben de activiteit van de senatoren van de huidige legislatuur dan ook aan de hand van een herziene methode bepaald, op grond van de gegevens van het zittingsjaar 1982-1983 zoals die zijn opgenomen in de Cumulatieve Tabellen. Dr Y. Peeters, die de inbreng van de Belgische leden van het Europees Parlement heeft gemeten, quoteerde hun activiteit (verslaggeving, voorstel van resolutie...) ook forfaitair en niet per centimeter (2).

2. De gebruikte methode*.

a) *De onderzoekspopulatie.*

In tegenstelling tot de studie van de K.U.Leuven wordt het onderzoek hier beperkt tot de Senaat.

Sedert de inwerkingtreding van de tweede fase van de Staatshervorming, d.w.z. na de parlementsverkiezingen van 8 november 1981, zijn niet alle senatoren maar enkel de 106 rechtstreeks door het kiezerskorps verkozen senatoren nog lid van een gemeenschaps- en/of gewestraad. Aangezien alleen de inbreng in de Senaat wordt gemeten, wordt de activiteitsgraad van de rechtstreeks verkozen senatoren min of meer onderschat en is de vergelijking met de provinciale en de gecoopteerde senatoren enigszins vertekend. Daartegenover staat echter dat de aanwezigheid van louter nationale parlementsleden naast deelstaatafgevaardigden — en hun verschillende activiteitsgraad — van de Senaat een ideaal « laboratorium » maakt om de weerslag te bestuderen van de

---

* Dit artikel is een herwerkt hoofdstuk uit de licenciaatsverhandeling « De Belgische Senaat vandaag », geschreven aan de Economische Hogeschool Sint-Aloysius, onder leiding van Professor Dr. P. TOMMISSEN (promotor).

(2) Y. PEETERS, Rapport over de activiteit van de Belgische leden van de eerste legislatuur van het rechtstreeks verkozen E.P., Brussel, 1984, 97 blz.

cumulatie van een nationaal mandaat met een gemeenschaps- of gewestmandaat.

In ons onderzoek werden de ministers, de leden van de executieven (zoals J. Dehousse of G. Geens), evenals de voorzitter van de Senaat, E. Leemans, uitgesloten omdat zij geen gewone parlementaire prestaties leveren. De ondervoorzitters, die de voorzitter geregeld vervangen, werden in hun hoedanigheid van « gewoon » senator wel in het onderzoek opgenomen.

Het zittingsjaar 1982-83 werd niet alleen gekozen omdat het het recentste was waarvan de cumulatieve tabellen verschenen zijn, maar ook omdat de kans op een vertekening door exogene factoren klein is. Er waren tijdens dat zittingsjaar immers geen verkiezingen in het vooruitzicht : de gemeenteraadsverkiezingen waren net voorbij en de Europese van juni 1984 nog veraf. De regering legifereerde wel met bijzondere machten, maar het parlement vergaderde daarom niet minder. In dat opzicht is het zelfs het eerste « normale » jaar sedert het onderzoeksjaar van de studie van de KUL - Leuven (1977-78). De zittingsjaren daartussen werden inderdaad gekenmerkt door ofwel een grote regeringsinstabiliteit, die de gewone werking van het parlement onmogelijk maakte, ofwel door overdaad aan werk, zoals de herziening van de grondwet en de hervorming van de instellingen in 1979-80.

Daarenboven was 1982-1983 reeds het tweede zittingsjaar van de « nieuwelingen », de verkozenen van november 1981.

b) *De onderzochte activiteit.*

De vier functionele categorieën waarin het parlementair werk ingedeeld werd in de studie van de KUL - Leuven, worden hier overgenomen.

1. De wetgevende activiteiten W. Hiertoe behoren :

— De schriftelijke verslaggeving van de besprekingen in de commissies. Aan de rapporteur worden 10 punten toegekend. Verslaggeving is immers het meest tijdrovende werk van de beschouwde activiteiten. Daarenboven kan men vermoeden dat een rapporteur vollediger de debatten in de commissie gevolgd heeft dan de meeste andere commissieleden. Thans is een verslag evenwel grotendeels het werk van de ambtenaar-secretaris van de commissie, zodat die waardering in vraag gesteld kan worden.

— Het indienen van wetsvoorstellen : 6 punten. Daar de meeste voorstellen die in overweging worden genomen, toch nooit in het stadium van het onderzoek in de commissie geraken, zou men ook die waardering te hoog kunnen vinden.

— Amendementen krijgen 3 punten per Gedrukt Stuk. Enkel de eerste indiener krijgt die punten, ook al is het amendement door een of meer van zijn collega's medeondertekend.

— Redevoeringen en opmerkingen tijdens de bespreking in de openbare vergadering van wetsontwerpen en — voorstellen krijgen 1/2 punt per aangesneden thema, met een maximum van 3 punten bij begrotingsbesprekingen, en 1/4 punt, met een maximum van 10 punten, per bladzijde in de Handelingen voor de andere besprekingen. Die verschillende quotering is noodzakelijk omdat in het tweede geval een redevoering in de openbare vergadering vaak gehouden wordt naar aanleiding van de bespreking van een ingediend amendement. Ook een half punt aanrekenen voor dergelijke tussenkomsten zou de amenderingsactiviteit te veel bevoordelen in vergelijking met de discussie van een begroting.

Hierboven werd reeds gesteld dat de begrotingsdebatten eigenlijk meer een instrument zijn van controle op de lokale of categoriale weerslag van het regeringsbeleid, dan een bespreking van de begrotingswet zelf. Om de eenvormigheid met de studie van M. Deweerdt te behouden, werd echter verkozen de begrotingswerkzaamheden niet onder te brengen onder de volgende categorie.

2. De controleactiviteiten C. Ze omvatten de volgende instrumenten :

— De voorstellen van resolutie en de voorstellen tot oprichting van een onderzoekscommissie krijgen, zoals amendementen, een weging van drie punten.

— De interpellatie, die het vertrouwen in de regering of een van haar leden in het gedrang kan brengen, krijgt 2 punten. Tussenkomsten krijgen een 1/2 punt. Artikel 22*bis* van het reglement beperkt immers de spreektijd van de andere sprekers bij een interpellatie tot 1/3 van die van de interpellant, die echter nog 5 minuten krijgt voor een eventuele repliek. Een puntenverhouding van 1 tot 4 weerspiegelt het respectievelijk belang die de opstellers van het reglement aan beide hebben willen geven. Hier ligt overigens een van de zwaktes van een louter kwantitatieve benadering, die een spreker zal belonen die zich niet houdt aan de tijdsbeperkingen van het reglement.

— De mondelinge en schriftelijke vragen krijgen elk 1 punt.

3. De activiteiten m.b.t. de regeringsmededelingen R. Die activiteiten omvatten de besprekingen van de regeringsmededelingen omtrent het gebruik van de tijdelijke bijzondere machten en het energiebeleid.

Ze worden gewogen op dezelfde manier als de redevoeringen en opmerkingen bij de bespreking van wetsontwerpen of — voorstellen : 10 punten voor het verslag, 3 punten voor resoluties en amendementen en 1/4 punt per bladzijde in de Handelingen.

4. De organisatorische activiteiten O. Deze omvatten :

— Beroepen op het reglement om het verloop van de vergadering te wijzigen (vb. dringende behandeling, verzending naar commissie...) : 1/2 punt per thema.

— Verslagen over het onderzoek van de geloofsbrieven van nieuwe senatoren krijgen 2 punten.

— De voorstellen tot wijziging van het reglement krijgen 6 punten, en een verslag over een verzoek tot opheffing van de parlementaire onschendbaarheid van een senator krijgt ook 10 punten.

3. De onderzoeksresultaten.

a) *Rangschikking volgens activiteit.*

In de tabel hieronder worden 173 senatoren gerangschikt volgens hun parlementaire activiteit. Vijf van hen hebben in de loop van het zittingsjaar hun ontslag ingediend : A. Royen op 1 januari 1983, I. Julliams op 20 januari, L. Hancke op 27 januari, A. Lavens op 2 maart en O. Carpels op 3 maart, terwijl R. Leclercq op 1 februari overleed. Ze werden opgevolgd door respectievelijk C. Saive-Boniver, J. De Bremaeker, W. Geldolf, P. Deprez, G. Marmenout en J. Gevenois. Daar ervan uitgegaan wordt dat de opvolgers de activiteit van hun voorgangers gewoon voortzetten, is bij het berekenen van de gemiddelden gewerkt met 167 mandaten.

Aangezien de rangschikking sterk beïnvloed werd door de gekozen premissen en inzonderheid de kwantificering van de verschillende activiteiten, zijn alleen globale conclusies mogelijk en wel de volgende :

— Er is een grote spreiding tussen de activiteitsgraad van de senatoren, namelijk van 237,75 punten tot 0. De spreiding is niet continu. Slechts 56 senatoren behalen meer dan het gemiddelde (41,58 punten) en 117 blijven eronder. De mediaan is 27,25 punten. Minder dan 18 % van de senatoren doen de helft van het werk. Die bevindingen lopen volledig parallel met die van M. Deweerdt.

TABEL I

Rangschikking van de senatoren volgens activiteitsgraad

	Naam	Fractie		W	C	R	O	Totaal	
1	G. Van In	VU	1971	89,5	140,5	4,25	3,5	237,75	P
2	R. Vandezande	VU	1971	72	152	—	0,5	224,5	P
3	J.P. De Clippele	UDRT	1981	78,25	132	0,25	—	210,5	
4	E. Deworme	PS	1979	19,5	155	—	0,5	175	P
5	J.E. Humblet	RPW	1978	67,75	81	0,5	1	150,25	C
6	P. Peeters	VU	1974	22,25	109	—	0,5	131,75	
7	O. Van Ooteghem	VU	1974	74,5	51,5	—	2	128	
6	F. Vermeiren	PVV	1981	76	51	0,5	0,5	128	
9	W. Claeys	CVP	1971	86,75	37	—	0,5	124,25	P
10	R. Lallemand	PS	1979	115,25	5,5	—	2,5	123,25	C
11	M. Tyberghien	CVP	1977	67	49	—	—	116	
12	J. Coen	PRL	1977	90,5	22	—	—	112,5	P
13	C. De Clercq	CVP	1965	52	60	—	—	112	
14	G. Paque	PS	1971	101	8	0,75	1,5	111,25	
15	L. De Pauw	SP	1979	75,75	31	0,5	—	107,25	P
16	H. Weckx	CVP	1977	28	72,5	0,25	0,5	101,25	
17	E. Cooreman	CVP	1958	56	31	—	10,75	97,75	
18	W. Seeuws	SP	1977	46,75	43,5	2	4	96,25	
19	A. Lagasse	FDF	1965	50	45	—	0,5	95,5	
20	R. Conrotte	PSC	1971	67	27,5	—	0,5	95	P
21	J. Bock	PRL	1981	12,5	80	—	—	92,5	C
22	N. Maes	VU	1971	40	39,5	10	0,5	90	C
23	A. Dalem	PSC	1978	35,5	50	—	—	85,5	P
24	Y. De Wasseige	PS	1978	52	18,5	12,75	2	85,25	P
25	R. Van Rompaey	CVP	1968	82,75	—	—	—	82,75	
26	I. Egelmeers	SP	1977	51	28,5	0,75	—	80,25	P
27	M. Van Puymbroeck	Agalev	1981	41,75	37	—	—	78,75	
28	B. Elcher	PS	1981	40,25	36	—	—	76,25	C
29	R. Noerens	PVV	1981	52,5	18	0,25	—	70,75	P
30	M. Capoen	VU	1977	30	39,5	0,5	0,5	70,75	
30	G. Desir	FDF	1977	16,5	54	—	—	70,5	P
32	J. Peetermans	FDF	1981	15	53,5	—	0,5	69	
33	H. Hanquet	PSC	1974	64,75	4	—	—	68,75	
34	F. De Bondt	CVP	1968	61,5	3,5	—	0,5	65,5	P
35	R. Maes	VU	1971	39,5	24	0,75	—	64,25	
36	F. De Donnea	PRL	1981	35	18	11	—	64	C
37	G. Trussart	Ecolo	1981	46,25	14,25	2,5	0,5	63,75	C
38	S. Moureaux	FDF	1977	51,25	11	0,25	0,5	63	C
39	A. Lagae	CVP	1965	53,75	7	—	—	60,75	P
40	Y. Du Monceau	PSC	1971	47,25	11,5	—	—	58,75	P
41	J. Gerits	CVP	1972	31,5	24	1	—	56,5	P
42	J. De Seranno	CVP	1968	49,75	3	—	3	55,75	
43	S. Février	PVV	1974	50,5	3	1	—	54,5	P
44	A. Verbist	CVP	1971	50	3	1	—	54	
45	E. Hismans	PS	1977	12,75	39	—	2	53,75	
46	L. Herman-Michielsen	PVV	1977	48,75	2	0,25	—	51	C
47	G. De Smeyter	SP	1979	30,25	17,5	0,75	—	48,5	P
48	J. Wyninckx	SP	1971	30,75	8,5	1,5	5,5	46,25	
48	A. Vandenabeele	CVP	1974	37,75	8	—	0,5	46,25	P
50	R. Gillet	FDF	1965	11,5	31	—	2,5	45	
50	J. Férir	SP	1968	30	15	—	—	45	
52	M. Rutten	CVP	1969	38,5	6	—	—	44,5	
53	R. Basecq	PS	1974	36,75	6	—	—	42,75	
53	A. De Groeve	PS	1971	27,75	15	—	—	42,75	P
55	A. Decléty	PRL	1981	22	19	0,75	—	41,75	P

	Naam	Fractie		W	C	R	O	Totaal	
55	I. Van Herreweghe	CVP	1964	40,75	1	—	—	41,75	
57	A. Lagneau	PRL	1971	6	35	0,5	—	41,5	
58	W. Luyten	VU	1981	36,25	3,5	0,5	1	41,25	P
59	M. De Kerpel	CVP	1981	36,5	3	0,5	—	40	P
60	J. Lepaffe	FDF	1971	35	2	1	1	39	
60	J. Sondag	PSC	1974	36,5	1	0,5	1	39	C
62	J. Vercaigne	PC	1981	20	12	6,75	—	38,75	
63	W. Peeters	VU	1979	7,75	30,5	—	—	38,25	
63	H. Vanderpoorten	PVV	1961	31,5	1	1,25	4,5	38,25	
65	J. Pede	PVV	1965	36,5	1	—	0,5	38	
66	T. Declercq	CVP	1971	24,5	3	10,25	—	37,5	C
66	R. Windels	CVP	1977	37,75	—	—	—	37,5	
68	J. Nutkewitz	PVV	1978	31,75	2	1,75	2	37,5	
69	N. Pecriaux	PS	1981	15,5	17,5	2,5	—	35,5	
70	H. De Bruyne	VU	1971	35,25	—	—	—	35,25	
71	A. Van Nevel	CVP	1977	33,25	—	—	—	33,25	
72	H. Lahaye	PVV	1946	11	21	—	0,5	32,5	
73	R. Cudell	PS	1954	16,5	15,5	—	—	32	
73	A. Deconinck	SP	1977	9	23	—	—	32	P
73	T. Smeers	CVP	1971	22	10	—	—	32	C
76	A. Vanhaverbeke	CVP	1977	14,25	16	—	—	30,25	P
77	W. Geldolf	SP	1968	23,75	5	1,25	—	30	C
78	R. Belot	PS	1968	15	14	—	—	29	
79	F. Hubin	PS	1971	13,75	12,5	2	—	28,25	
80	J. Hoyeaux	PS	1974	5	23	—	—	28	
81	E. Poullet	PSC	1978	23,25	4	0,5	—	27,75	P
82	F. François	PSC	1974	24,25	0,5	2,75	—	27,25	P
83	H. Boel	SP	1965	26,25	1	—	—	27,75	
83	L. Hancké	SP	1977	24,25	3	—	—	27,75	C
85	D. André	PSC	1974	7,75	2	1	16	26,75	C
86	M. Remy-Oger	PS	1978	21	4,5	0,25	0,5	26,25	P
87	N. Delruelle-Ghobert	PRL	1981	21,75	4	—	—	25,75	C
88	F. Delmotte	PS	1962	16,75	4	1,25	3,5	25,5	
88	F. Vanderborght	CVP	1971	13,5	12	—	—	25,5	
90	C. De Cooman	CVP	1981	13,25	12	—	—	25,25	
91	S. Staels-Dompas	CVP	1974	22	3	—	—	25	P
92	I. Petry	PS	1974	22	1,5	—	1	24,5	
93	J. Vandenhaute	PRL	1981	12,5	11	0,5	—	24	P
94	E. Coppens	SP	1974	20,75	3	—	—	23,75	
95	H. Mouton	PS	1981	3,5	17	1,75	—	22,25	
96	G. Lutgen	PSC	1977	22	—	—	—	22	
96	O. Van den Broeck	PVV	1978	4	18	—	—	22	
96	P. Van der Niepen	SP	1976	10,25	11	0,75	—	22	
99	J. De Bremaeker	SP	1983	18,25	3	—	—	21,25	
100	J. Kevers	PSC	1968	12,25	8	—	—	20,25	
101	A. Califice	PSC	1965	19	1	—	—	20	
101	J. Doumont	PRL	1981	20	—	—	—	20	P
101	R. Uyttendaele	CVP	1974	16	4	—	—	20	C
101	J. Vangeel	CVP	1974	18	2	—	—	20	P
105	P. Van Roye	Ecolo	1981	15,75	3	—	0,5	19,25	
106	C. Smitt	CVP	1974	10,75	8	—	—	18,75	
107	C. Goossens	PS	1977	12,5	6	—	—	18,5	C
107	M. Vandenhove	SP	1965	12,5	6	—	—	18,5	
107	R. Vannieuwenhuyze	CVP	1968	12,5	4	—	2	18,5	
110	A. Vandekerckhove	VU	1974	12,75	5,5	—	—	18,25	
111	R. Gijs	CVP	1974	13,75	2,5	0,75	1	18	C
111	A. Royen	Ecolo	1981	6,5	11,5	—	—	18	
113	G. Gramme	PSC	1971	12,75	5	—	—	17,75	
113	A. Op 't Eynde	SP	1981	12,5	4	1,25	—	17,75	C
115	A. Canipel	SP	1977	11	3,5	3	—	17,5	C

	Naam	Fractie		W	C	R	O	Totaal	
115	A. De Baere	SP	1977	15,5	2	—	—	17,5	
117	J. Vandermarliere	PVV	1981	16	1	—	—	17	
118	A. Grosjean	PS	1981	4	12	—	—	16	P
119	J. Bascour	PVV	1965	12	3	—	—	15	
119	C. Saive-Boniver	Ecolo	1983	6	9	—	—	15	
121	G. Spitaels	PS	1974	8,75	6	—	—	14,75	
122	J. Chabert	CVP	1968	13,5	1	—	—	14,5	
122	R. De Backer-Van Ocken	CVP	1971	11,5	2	—	1	14,5	
124	J. Daems	PVV	1968	10	4	—	—	14	
125	F. Van der Elst	VU	1958	11,5	—	0,75	1,5	13,75	C
125	M. Van Daele	PVV	1981	—	13	0,75	—	13,75	
127	M. Paneels-Van Baelen	CVP	1977	3,25	9,5	0,5	—	13,25	
128	S. Jortay-Lemaire	Ecolo	1981	1,25	11	—	—	12,25	
129	R. Delcroix	PS	1981	6,75	5	—	—	11,75	P
129	M. Lowis	VU	1981	0,25	11	0,5	—	11,75	P
131	J. Gevenois	PS	1983	—	11	0,5	—	11,5	P
132	J. Wathelet	PRL	1971	7,75	2	1	0,5	11,25	
133	L. Gillet	PSC	1977	7	3	—	—	10	P
133	P. Vandermeulen	PVV	1981	10	—	—	—	10	P
135	R. Leclercq	PS	1977	3	6,5	—	—	9,5	P
136	F. Debusseré	VU	1981	9,25	—	—	—	9,25	
137	R. Close	PRL	1981	8	1	—	—	9	
137	A. Jandrain	PS	1979	5	4	—	—	9	
137	A. Tilquin	PSC	1974	6,5	2	0,5	—	9	
140	J. Gillet	PRL	1965	7,5	1	—	—	8,5	
141	P. Matthys	SP	1981	3	5	0,25	—	8,25	
142	G. De Rouck	VU	1978	1	7	—	—	8	P
143	M. Godinache-Lambert	PRL	1971	7,75	—	—	—	7,75	
144	H. Adriaenssens	SP	1970	3	4	—	—	7	P
144	F. Donnay	PS	1974	4	3	—	—	7	
144	H. Knuts	SP	1981	3	4	—	—	7	
144	E. Peetermans	PVV	1981	4	3	—	—	7	C
148	H. Draulans	VU	1982	—	6	—	—	6	
149	C. Bosslcart	PRL	1968	—	5	—	—	5	P
149	J. Thys	VU	1981	4	1	—	—	5	
151	C. Coorens	PS	1981	4,75	—	—	—	4,75	
152	E. Cuvelier	PVV	1965	3	1	—	—	4	
152	F. Houben	SP	1977	—	4	—	—	4	
152	R. Van Herck	PVV	1981	—	4	—	—	4	P
155	C. Aubecq	PRL	1981	3,5	—	—	—	3,5	
155	P. Clerdent	PRL	1981	2,5	0,5	—	0,5	3,5	
157	J.-B. Poulain	PS	1977	—	3	—	—	3	
158	A. Bens	CVP	1981	1,25	1	—	—	2,25	P
158	M. Friedrichs	PVV	1983	—	2	0,25	—	2,25	P
160	O. Carpels	SP	1962	1	1	—	—	2	
161	Th. Toussaint	PS	1978	—	—	1,5	—	1,5	
162	M. Decoster	PVV	1978	—	1	—	—	1	
162	P. Deprez	CVP	1983	—	1	—	—	1	
162	J. Leclercq	PS	1980	—	1	—	—	1	P
162	E. Vandersmissen	PVV	1974	—	1	—	—	1	
162	M. Van Houtte	PVV	1981	—	1	—	—	1	C
167	M. Toussaint	PRL	1963	—	0,5	—	—	0,5	
168	G. Marmenout	SP	1983	0,25	—	—	—	0,25	
169	P. Descamps	PRL	1961	—	—	—	—	0	
169	W. Hiernaux	PS	1981	—	—	—	—	0	P
169	I. Julliams	SP	1979	—	—	—	—	0	
169	A. Lavens	CVP	1958	—	—	—	—	0	
169	F. Vangronsveld	CVP	1968	—	—	—	—	0	

— In tegenstelling tot zijn resultaten en wellicht wegens het hier slechts forfaitair quoteren van de verslaggeving, worden de eerste plaatsen nu bekleed door leden van de oppositie. Bij de eerste 10 zijn er slechts 2 leden van de meerderheid tegen 8 van de oppositie, onder wie vier van de Volksunie. De toppositie van G. Van In en van R. Vandezande is hoofdzakelijk toe te schrijven aan hun groot aantal schriftelijke vragen : respectievelijk 132 en 137. Ook J. De Clippele stelde een niet onaardig aantal vragen : nl. 124.

— Bij de minst actieve senatoren vindt men uiteraard nieuwelingen zoals M. Friedrichs en M. Van Houtte (PVV), G. Marmenout (SP) ... maar ook zeer ervaren politici zoals P. Descamps en M. Toussaint (PRL), die reeds in de studie van M. Deweerdt helemaal onderaan gerangschikt werden (met een activiteitsgraad van 0). Op het eerste gezicht is er derhalve geen correlatie tussen anciënniteit en activiteitsgraad. Daar M. Toussaint ook zo laag gerangschikt werd in 1977-78, kan zijn lage activiteitsgraad niet verklaard worden door het feit hij thans eveneens voorzitter is van de Franse Gemeenschapsraad.

Uit de bovenstaande rangschikking mogen geen al te haastige conclusies worden getrokken. Zoals reeds is vermeld, gaven bepaalde senatoren tijdens het zittingsjaar ontslag. Anderen zijn in diezelfde periode zwaar ziek geweest.

Daarenboven kan men vermoeden dat de functionele topsenatoren — nl. de fractievoorzitters, de commissievoorzitters en de bureauleden — ten gevolge van hun representatieve en/of organisatorische taken, zelf minder wetsvoorstellen indienen, vragen stellen of in de openbare vergadering het woord nemen. Dit vermoeden wordt weliswaar bevestigd door de vaststelling dat slechts 3 op 11 fractievoorzitters meer dan het gemiddelde behalen. Daar hun gemiddelde activiteitsgraad nauwelijks afwijkt van het algemeen gemiddelde, kan er echter geen negatieve correlatie aangetoond worden.

M. Deweerdt onderkende geen significante correlatie tussen de anciënniteit en de activiteitsgraad. Deze auteur maakte echter alleen een onderscheid tussen de senatoren voor het eerst verkozen vóór 1965 (dus meer dan 12 jaar anciënniteit) en de andere. Een rangschikking van de senatoren per anciënniteitsgroep ten opzichte van het gemiddelde geeft echter een groot activiteitsverschil weer tussen de senatoren die in hun eerste legislatuur zijn en de senatoren die in hun tweede of derde

zijn. Voor een grotere anciënniteit neemt het aantal actievere senatoren nauwelijks toe. Deze bevinding bevestigt de conclusie van M. Deweerdt.

TABEL II

Verdeling van de anciënniteitsgroepen t.o.v. de gemiddelde activiteitsgraad (41.58)

Categorie		*Totaal aantal*	*Boven*		*Onder*	
			Aantal	*%*	*Aantal*	*%*
Voor het eerst .	1981-1983	50	9	18	41	82
Verkozen tussen .	1977-1980	40	15	37,5	25	62,5
	1946-1976	83	32	38,55	51	61,45

b) *Rangschikking naar parlementaire positie.*

Uit de analyse van M. Deweerdt bleek dat de meerderheid in de Senaat proportioneel meer bijdroeg tot de wetgevingsactiviteit, terwijl de oppositie daarentegen hoger scoorde voor de activiteiten met betrekking tot de controle op het regeringsbeleid. Hieronder worden de senatoren uitgesplitst volgens parlementaire positie.

TABEL III

Activiteit van meerderheid en oppositie

Parlementaire positie		*%*	*Totale activiteit*	*%*	*W*	*%*	*C + R*	*%*
Meerderheid .	86	51,5	3.046	43,86	2.089	51,21	695,75	27,11
Oppositie . .	81	48,5	3.898,5	56,14	1.990,25	48,79	1.868,25	72,89
Totaal . .	167	100	6.944,5	100	4.079,25	100	2.563	100

De verkregen resultaten bevestigen derhalve de bevindingen van de studie van de K.U.Leuven. Op het vlak van de regeringscontrole is de oppositie bijna driemaal actiever dan de regeringsgezinde fracties. Hier lijkt de meerderheid echter proportioneel — doch statistisch niet significant — minder actief dan de oppositie (1,17 %) op het vlak van de wetgeving en de begrotingsbesprekingen.

c) *Rangschikking naar taalgroepen.*

Zijn de Vlaamse senatoren actiever dan hun Franstalige collega's ?

Er is geen significant verschil tussen beide groepen senatoren (circa 1 %). Wel is de Franse taalgroep minder actief inzake wetgeving. Dit zou het gevolg kunnen zijn van de Vlaamse meerderheid in elke commissie, die wellicht tot gevolg zou hebben dat een groter aantal

TABEL IV

Zijn de Vlaamse senatoren actiever dan hun Franstalige collega's ?

	Aantal	%	*Totale activiteit*	%	*W*	%	*C + R*	%
Nederlands .	94	56,29	3.966	57,11	2.432,25	59,62	1.468,5	57,3
Frans . .	73	43,71	2.978,5	42,89	1.647	40,38	1.094,5	42,7
Totaal . .	167	100	6.944,5	100	4.079,25	100	2.563	100

rapporteurs uit de Nederlandse taalgroep wordt aangewezen. 56,35 % van de senatoren behoren tot de Nederlandse taalgroep, doch de commissies zijn voor 60 % uit Vlamingen samengesteld (13 commissieleden op 22).

d) *De parlementaire activiteit naar politieke partij.*

M. Deweerdt kwam tot de volgende rangschikking van de fracties in dalende mate van activiteitsgraad. Voor de Kamer : KP, PL, PRLW, PVV, RW, VU, CVP, FDF, BSP, BSB en voor de Senaat : VU, CVP, RW, FDF, PSC, PVV, PRLW, BSP, PSB, PL, PC. Voor de Kamer kunnen we niet vergelijken doch voor de Senaat verkrijgen we nu de volgende volgorde : UDRT, AGALEV, VU, FDF, CVP, PS, PC, PSC, SP, ECOLO, PRL, PVV. Merkwaardig is dat de resultaten elkaar opnieuw grotendeels bevestigen. De VU en de CVP blijven aan de top, terwijl de liberalen nu de socialisten aflossen aan de staart van de rangschikking. Dit zou een gevolg kunnen zijn van het feit dat in het zittingsjaar 1977-78 de socialisten deel uitmaakten van de regering en de liberalen toen tot de oppositie behoorden, terwijl de situatie nu net andersom is.

De VU en het FDF blijven dus even actief wanneer ze tot de meerderheid of tot de oppositie behoren, terwijl de activiteitsgraad van de socialistische en de liberale fracties door hun parlementaire positie bepaald wordt. Voor de PSC en de CVP kunnen we dit uiteraard niet uitmaken.

We kunnen de fracties ook rangschikken volgens het aantal leden dat actiever is dan het gemiddelde (41,58).

TABEL V

Gemiddelde activiteitsgraad der mandatarissen per fractie

		W	C	R	O	Totaal
UDRT	1	78,25	132	0,25	—	210,5
VU	17	28,57	36,5	1.01	0,59	66,68
FDF	6	29,88	32,75	0,21	0,83	63,67
CVP	34	30,84	11,82	0,42	0,58	43,66
Ecolo - Agalev	5	23,5	17,2	0,48	0,2	41,4
PS	30	21,69	17,7	0,79	0,48	40,66
PC	1	20	12	6,75	—	38,75
PSC	14	27,56	8,54	0,38	1,25	37,71
SP	21	21,85	10,79	0,57	0,45	33,65
PRL	17	15,13	11,71	0,8	0,06	27,71
PVV	21	18,93	6,33	0,29	0,38	26,79
Gemiddelde	14	24,42	15,92	0,62	0,51	41,58

TABEL VI

Verdeling van de fracties t.o.v. het gemiddelde

Fractie	Aantal leden			
	boven	%	onder	%
FDF	5	83,33	1	16,67
VU	7	41,18	10	58,82
CVP	14	40	21	60
Ecolo - Agalev	2	33,33	4	66,67
PS	9	29,03	22	70,97
PSC	4	28,57	10	71,43
SP	6	25	18	75
PRL	4	23,53	13	76,47
PVV	4	19	17	81

Het FDF bereikt wellicht de eerste plaats vanwege zijn gering aantal senatoren, die noodgedwongen meer moeten presteren, indien ze de impact willen behouden die ze de vorige legislatuur nog hadden. Voor het overige bevestigt deze rangschikking de vorige, die derhalve niet enkel toe te schrijven was aan de hoge activiteitsgraad van enkele uitblinkers, maar het algemeen gedrag van de leden van de fractie vertolkte.

Voor elke partij geldt dat slechts één vijfde en ten hoogste twee vijfden van de fractie echt parlementair actief genoemd kan worden. Kleinere fracties zijn over het algemeen actiever dan de grotere. Het aantal senatoren lijkt evenwel niet bepalend te zijn voor het gepresteerd werk daar de grootste fractie, nl. de CVP, onmiddellijk op de kleine volgt in de rangschikking, en sommige ervan zelfs voorbijgaat.

Over de eenmans(vrouw)fracties kan geen eenduidig commentaar gegeven worden. Het hangt blijkbaar in hoge mate af van de persoon. Indien UDRT en AGALEV zeer actieve leden in de Senaat afgevaardigd hebben, nl. een vooraanstaande notaris en een gepensioneerde bankbediende, schijnt de enige PC-senator qua *parlementaire* activiteit onder het gemiddelde te blijven.

e) *Activiteitsgraad naar geslacht.*

Is er een verschil merkbaar tussen de parlementaire activiteit van mannen en vrouwen ?

TABEL VII

Activiteitsgraad naar geslacht

Geslacht	Aantal	%	Activiteitsgraad	%	Gemiddelde activiteit
Vrouwen	18*	10,78	709,25	10,21	39,4
Mannen	149	89,22	6.235,25	89,79	41,85
Totaal	167	100	6.944,5	100	41,58

* Waarvan twee halve ambtstermijnen : I. Julliams nam ontslag in januari, terwijl C. Saive-Boniver toen haar eed aflegde.

TABEL VIII

Verdeling t.o.v. het gemiddelde

Geslacht	Aantal boven gemiddelde	%	Aantal onder	%
Vrouwen	6	31,58	13	68,42
Mannen	50	32,47	104	67,53
Totaal	56	32,37	117	67,63

De vrouwelijke senatoren blijken gemiddeld minder actief te zijn, doch hun verdeling ten opzichte van het gemiddelde is ongeveer gelijk. Het verschil is derhalve statistisch te weinig significant om er conclusies uit te trekken.

f) *Activiteitsgraad naar soort senaatsmandaat.*

Ab initio werd ervoor gewaarschuwd dat een deel van de activiteit van de rechtstreeks verkozen senatoren die eveneens lid zijn van de gemeenschaps- en gewestraden, niet werd gemeten en dat ze om die reden in deze studie minder actief zouden lijken dan hun collega's. Om

het verschil in activiteitsgraad te evalueren, kan men de totale activiteit van beide groepen afzonderlijk berekenen en zo het procentueel aandeel van elke groep in het totaal bepalen en vergelijken met het procentueel aandeel van elke groep in de beschouwde bevolking. Dit is het opzet van de tabel hieronder.

TABEL IX

Activiteitsgraad naar aard van senaatsmandaat

	Aantal	%	*Totale activiteit*	%
Rechtstreeks verkozen senatoren . .	100	59,88	4.174,75	58,34
Provinciale en gecoöpteerde senatoren	67	40,12	2.769,75	41,66
Totaal	167	100	6.944,5	100

De rechtstreeks verkozen senatoren presteren minder : $\frac{58,34}{59,88} = 0,974$

dan hun collega's : $\frac{41,66}{40,12} = 1,038$ en $\frac{1,038}{0,974} = 1,0657$.

Gemiddeld zijn de onrechtstreeks verkozen senatoren dus circa 7 % actiever dan de andere. Die vaststelling wordt nog duidelijker wanneer men niet naar de gemiddelde activiteitsgraad kijkt, maar naar de verhouding tussen het aantal actievere en minder actieve senatoren in de groep van de onrechtstreeks verkozen senatoren.

TABEL X

Verdeling provinciale en gecoöpteerde senatoren t.o.v. het gemiddelde

	Boven	%	*Onder*	%
Provinciale en gecoöpteerde senatoren	29	42,65	39	57,35
Senaat	56	32,37	117	67,63

De grote helft van de senatoren die actiever zijn dan het gemiddelde zijn provinciale en gecoöpteerde senatoren, terwijl slechts 40 % van de beschouwde senatoren tot die categorieën behoren.

g) *Activiteitsgraad naar cumulatie met gemeentemandaten.*

In de beschouwde populatie waren per 1 januari 40 senatoren burgemeester en 12 schepen van een stad of gemeente van het Rijk. Hoe bedrijvig waren die senatoren in vergelijking met hun collega's ?

Deze verdeling bevestigt wat reeds lang door vele politici en publicisten werd beweerd. In de Senaat is slechts één burgemeester of schepen

TABEL XI

Verdeling t.o.v. het gemiddelde

	Aantal	%	*Boven*	%	*Onder*	%
Burgemeesters	40	23,12	9	22,5	31	77,5
Schepenen	12	6,94	2	16,67	10	83,33
Burgemeester en schepenen .	52	30,06	11	21,25	41	78,85
De andere senatoren . .	121	69,94	45	37,19	76	62,81
Totaal	173	100	56	32,37	117	67,63

op vijf actiever dan het gemiddelde, terwijl meer dan één op drie van de overige senatoren het gemiddelde overschrijdt. Vandaar ook dat de meeste partijen een cumulatieverbod hebben ingesteld tussen een bestuursmandaat in een gemeente van meer dan 30.000 en een parlementair mandaat.

Besluit.

Noch de taal, noch het geslacht, noch de functionele positie beïnvloeden op een significante wijze de activiteitsgraad. Vier factoren schijnen echter de activiteitsgraad wel in ruime mate te beïnvloeden :

— De anciënniteit : nieuw verkozen senatoren presteren gemiddeld heel wat minder dan senatoren die reeds een of meer legislaturen achter de rug hebben. De activiteitsgraad stijgt echter niet meer met de anciënniteit na twee legislaturen.

— De cumulatie met gemeentemandaten : senatoren die cumuleren presteren heel wat minder dan hun collega's. Ofwel zijn de beperkingen op de cumulatie die door de partijbesturen worden opgelegd niet streng genoeg, ofwel worden ze niet strikt genoeg nageleefd.

— De cumulatie met de hoedanigheid van lid van de gemeenschaps- en gewestraad. Deze wettelijk georganiseerde cumulatie bevordert geenszins de parlementaire werkzaamheden. Het is hoog tijd dat de staatshervorming van 1980 wordt afgerond met de hervorming van de Senaat. Uit de resultaten hierboven blijkt duidelijk dat de rechtstreeks verkozen senatoren niet terzelfdertijd hun

taken van nationaal parlementslid in de Senaat en van deelstaatparlementslid optimaal kunnen vervullen.

— De politieke fractie en de parlementaire positie : het verschil in activiteitsgraad tussen de politieke partijen is én een gevolg van de gemiddelde activiteit én van de verhouding tussen de actievere en de minder actieve leden in elke partij. De oppositie is actiever dan de meerderheid, doch één meerderheidsfractie, de CVP, is actiever dan de meeste oppositiepartijen.

De activiteit van de meerderheid ligt vooral in de verslaggeving, terwijl die van de oppositie eerder in de controle op het regeringsbeleid ligt. In die controle zijn de schriftelijke vragen van groot belang.

De traditionele kritiek met betrekking tot het parlementair absenteïsme is vrij ongegrond, aangezien een senaatsmaandaat heel wat activiteiten inhoudt die buiten het halfrond van de openbare vergadering geschieden. Vandaar dat M. Deweerdt niet de aanwezigheid, maar wel de activiteit van de parlementsleden over de zitting 1977-1978 heeft gemeten.

Vier jaar later kunnen dezelfde conclusies worden getrokken, ook al is de activiteit op een andere wijze gemeten.

Dat slechts minder dan een vijfde van de senatoren meer dan de helft van het werk verrichten, lijkt een constante te zijn en die bevinding kan over het zittingsjaar 1982-1983 dan ook niet verklaard worden doordat de parlementaire wetgevende activiteit grotendeels bestond in het behandelen van niet minder dan 75 begrotingen die alle, op 26 na, reeds volledig uitgegeven waren, terwijl de regering op grond van de bijzondere machten in die periode als voornaamste wetgever optrad.

De verklaring moet veeleer gezocht worden in de lacunes van de aangewende methode, die enerzijds bepaalde parlementaire activiteiten moeilijk kan meten en anderzijds niet kwalitatief discrimineert : een senator-Minister van Staat zal wellicht minder het woord voeren, maar naar zijn opmerkingen en redevoeringen zal meer geluisterd worden dan naar die van een nieuwkomer. Verder is er nog het feit dat parlementsleden — en mischien vooral die van de meerderheid — in grote mate ook buiten het parlement actief zijn, nl. door hun dienstbetoon.

Summary : The parliamentary activity of the members of the Belgian Senate.

This research on the rate of activity of the Members of the Belgian Senate is a remake of a study made five years ago by M. Deweerdt,

although the method is different (a global quotation has been used instead of summing up the length of bills, oral and written questions, etc...) the results are nearly the same.

Half of parliamentary work (legislation and control) is performed by less than one fifth of the Members. The directly elected Members, who are also Members of the « Vlaamse Raad » or of the « Conseil de la Communauté française » or of the « Conseil Régional Wallon », seem also less active than their indirectly elected colleagues, which does not plead for the legally organized cumulation of mandates.

The Members in charge of a municipal mandate are also less active than their colleagues. On the contrary, it was impossible to trace any link between language, parliamentary position (membership of majority or opposition), or sex and rate of parliamentary activity.

Het kortstondig bestaan van *De Nieuwe Wereld*, democratisch dagblad

door Jan CEULEERS,

Docent aan de Vrije Universiteit te Brussel.

*

« Een nieuwe partij, nl. de « Union démocratique belge » (UDB), probeerde na 1944 het traditioneel partijleven in België te doorbreken, doch zij ontving reeds de doodsteek bij de eerste parlementsverkiezingen van februari 1946. Over geheel het land kon zij slechts één zetel verwerven, wat nogal potsierlijk aandeed voor een partij, die tussen september 1944 en februari 1946 verschillende ministers in de regering had mogen afvaardigen » (1).

« L'Union démocratique belge » (UDB) werd als travaillistische partij opgericht in oktober 1944. Haar officiële stichting had plaats op haar eerste congres van 16-17 juni 1945. Zij werd sterk beïnvloed door het verzet. De leidende figuren waren Marcel Grégoire, Antoine Delfosse en Jacques Basijn, terwijl de *Cité Nouvelle* onder de hoofdredactie van Jean Bodart, als spreekbuis optrad. Sedert februari 1945 werd deze krant echter vervangen door *Forces Nouvelles*. M. Grégoire en J. Basijn werden op 17 februari 1946 niet verkozen. Bij deze eerste na-oorlogse verkiezingen behaalde de partij over heel het land niet meer dan 51.095 stemmen voor de Kamer en 48.441 voor de Senaat. Paul Lévy (Nijvel) werd als enige UDB'er verkozen » (2).

« ... de UDB, een christelijk geïnspireerde progressistische partij, die te oordelen naar de verkiezingsuitslagen van 1946 totaal onbelangrijk bleek te zijn » (3).

Het zal geen toeval zijn dat het bestaan van een Nederlandstalig partijblad van de « nieuwe travaillistische » (Luykx) « christelijk geïnspireerde

(1) T. LUYKX, *Politieke geschiedenis van België*. Vierde herziene en bijgewerkte uitgave, Amsterdam - Brussel, 1978, blz. 432.

(2) LUYKX, *op. cit.*, blz. 446, noot 4.

(3) E. WITTE, J. CRAEYBECKX, *Politieke geschiedenis van België sinds 1830. Spanningen in een burgerlijke democratie*, Antwerpen, 1981, blz. 278.

progressistische » (Witte-Craeybeckx) partij UDB nauwelijks bekend is. De UDB is als partij immers zelf maar een voorbijgaand verschijnsel gebleken, terwijl het blad *(De Nieuwe Wereld)* gedurende amper twee maanden is verschenen. Dat heeft ongetwijfeld te maken met het feit dat de « Unie der Democratische Belgen », ook nog « Unie der Demokraten van België » geheten (in het Frans : Union Démocratique Belge), afgekort UDB, in het historisch perspectief bekeken inderdaad niet erg veel te betekenen heeft gehad in het Belgisch politiek leven.

Wie de toenmalige dagbladen erop naleest, merkt echter dat het fenomeen UDB ernstiger werd genomen dan het uiteindelijk is geworden ; Van Acker nam, nog vóór de UDB zich voor het eerst aan het oordeel van de kiezer had kunnen onderwerpen, twee leiders van deze partij zonder parlementaire achterban op in zijn tweede bewindsploeg. De politieke wereld was duidelijk beangstigd voor de mogelijke vlucht die deze nieuwe beweging wel eens zou kunnen nemen.

De lectuur van *De Nieuwe Wereld* kan daarom verhelderend werken.

Enkele gegevens.

De Nieuwe Wereld, met als ondertitel *Democratisch Dagblad,* heeft maar een beperkte verschijningsperiode gekend. Het eerste nummer verschijnt op vrijdag 16 november 1945, het laatste op dinsdag 8 januari 1946 ; in totaal rollen er 54 soms dubbele en drievoudige nummers van de pers op nog geen twee maanden tijd.

Redactie, beheer en drukkerij zijn gevestigd in Brussel, Slachthuislaan 9. Verantwoordelijke uitgever is Marcel Christiaens, Lange Lozannastraat 158 in Antwerpen. De advertenties worden geplaatst via het reclameagentschap Van Ypersele, Lombaardvest 34 in Antwerpen.

Directie en hoofdredactie zijn in handen van Jan Ceuleers, privé-secretaris van minister Jacques Basijn (4). De samenstelling van de redactie is niet vermeld, maar bij nader toekijken blijkt de krant voor het grootste gedeelte te drijven op bijdragen van de hoofdredacteur, die zowel het commentaarartikel, als de parlementaire rubriek, met tussendoor nog allerlei literaire stukken (reisverhaal, kerstverhaal) voor zijn rekening neemt, soms ook onder de vrij doorzichtige schuilnaam Lean Scerjeu. Daarnaast verschijnt occasioneel ook de naam van enkele medewerkers en verslaggevers : Joost Vermeer, Hubert Vanparrijs, Dr. F. Van den Branden, C.J.M. Adams, Kurt Grünebaum (later bekend journalist bij *Le Peuple,*

(4) Niet de schrijver van dit artikel.

Neue Zürcher Zeitung en thans nog bij *Grenz Echo*), prof. G. Magnel (met wereldrenommée wegens zijn spanbetonstudies), Riest Wouters en F. Biebuyck.

Blijkens de mededelingen in het blad hebben zitting in het partijbestuur van de UDB :

- Senator Antoine Delfosse, nationaal voorzitter ;
- Jacques Basijn, minister van oorlogsschade ;
- Marcel Grégoire, minister van justitie ;
- Roger Clerdent, ondervoorzitter (de latere Luikse provinciegouverneur) ;
- Vital Bosschaerts, ondervoorzitter ;
- Jean Nysthoven, algemeen secretaris ;
- Jan Ceuleers, lid van het nationaal comité ;
- Gustaaf Ghijsen, lid van het nationaal comité ;
- Dr. Van der Ghinst, lid van het nationaal comité ;
- William Ugeux, lid van het nationaal comité (de latere directeur van Inbel).

De inhoud.

In het eerste nummer, verschenen op vrijdag 16 november 1945, dag van het bezoek aan Brussel van de Britse eerste-minister Winston Churchill, staat in de verantwoording te lezen :

« *De Nieuwe Wereld* is een blad uitgegeven door een ploeg jonge mensen voortgesproten uit de meest verscheiden politieke kampen, jonge idealisten, die elkaar vroeger bestreden hebben, maar die elkaar tijdens de verschrikkelijke oorlogstijd de hand gereikt hebben, jonge Belgen die begaan met het lot van hun land, *ingezien hebben dat er in België iets veranderen moet,* en die in geen geval weer de wantoestanden kunnen dulden die ons openbaar leven vóór 1940 verpestten ».

De UDB en het blad *De Nieuwe Wereld* zijn scheppingen van voormalige verzetslieden, die menen de eendracht die ze tijdens de oorlog hebben gesmeed boven de traditionele politieke formaties, na de bevrijding in een nieuwe partij te kunnen bestendigen.

De politieke commentaren, voor de grote meerderheid van de hand van de hoofdredacteur (van socialistische afkomst), propageren hoofdzakelijk de politieke samenwerking van alle democraten, die elkaar, boven religieuze en vroegere partijpolitieke scheidingen, tijdens de oorlogsjaren in het verzet hebben leren waarderen. De traditionele partijen worden voor-

bijgestreefd geacht en hard aangepakt, vooral de CVP-PSC en de liberale partij. Het blad prijst de UDB aan als nieuwe jonge dynamische politieke formatie die schoon schip maakt met de oude politieke en filosofische scheidsmuren.

« Zij wil niet-confessioneel zijn, de CVP, maar toch behoudt zij het adjectief 'Christelijk' in haar naam. Waarom, in godsnaam, als er in België buiten de katholieken haast geen gelovigen zijn ? Zij zijn stuurloos, de heren, zij beseffen dat de tijd van het clericalisme voor goed voorbij is, daarom wenden zij non-confessionalisme voor, maar tevens kunnen zij van de troef, waarmee zij in de goede oude tijd zoveel slagen gehaald hebben, geen afstand doen. Van haar herdoop af steunt dit, in een andere schotel opgediende maar hopeloos oudbakken goedje op een in het oog springende dubbelzinnigheid, en dat moest zich vroeg of laat wreken : iedereen zal moeten erkennen dat een politieke partij, die maar op één punt — in dit geval de Koningskwestie — eensgezindheid onder haar leden bereiken kan, wel op een zeer smalle basis berust » (5).

En over de Liberale Partij heet het :

« Wat denken zij over de sociale wetgeving ? Wat over de nationalisatie van zekere bedrijven ? Wat over de heraanpassing van onze parlementaire instellingen ? Weten zij daar dan waarlijk niets over te vertellen ? Dat bewijst dat zij politiek hopeloos ten achter zijn. Of durven zij niet, uit vrees hun innerlijke verdeeldheid bloot te leggen ? Dan bewijzen zij de totale overbodigheid van de liberale partij als politieke formatie, waarin de conservatieve en de democratische vleugel het overigens nooit eens zullen kunnen worden over een programma van sociale vooruitgang. Wat houdt die tegengestelde elementen bij elkaar ? Een wel zeer aftands begrip van vrijheid, ook op economisch gebied, en wel de kapitalistische vrijheid, die de sterke toelaat de zwakke te verpletteren uit naam der vrijheid » (6).

De Belgische Socialistische Partij (waarmee de UDB coalitie vormt) mag op meer mildheid rekenen. Nadat de commentator het handvest van Quaregnon, hoe belangrijk ook vanuit historisch oogpunt, bestempeld heeft als een document dat « onmogelijk nog aan de behoeften van onze tijd kan voldoen », schrijft hij :

« Sindsdien (d.w.z. sinds haar vorig congres, waarop het handvest werd bevestigd) heeft de BSP zich hervat. Wij twijfelen er niet aan dat A. Delattre en Anseele jr. tot die socialisten behoren, welke het programma

---

(5) Eerste jaargang, nr. 20, 5 december 1945. De citaten zijn in de huidige voorkeurspelling omgezet.

(6) Eerste jaargang, nr. 14, 29 november 1945.

van Quaregnon wel kennen ; vast staat het eveneens dat zij het zó goed kennen, dat zij de voze plekken, welke de tijd er in gevreten heeft, er duidelijk van gemerkt hebben en dat ook zij het waarderen in ZIJN maar niet meer in ONZE tijd. Wij vinden niets meer terug van de oude dogma's van de klassenstrijd. Ook wat de economische politiek betreft, laat de socialistische resolutie (van de algemene partijraad, n.v.d.r.) niets aan duidelijkheid te wensen over » (7).

Herhaaldelijk wordt de nadruk gelegd op het pluralistische karakter van de UDB. Gelovigen en vrijzinnigen, stammend uit de diverse vooroorlogse partijen, samengebracht rond het ideaal : een democratisch België ; dit thema komt voortdurend terug in de commentaarartikels.

Er wordt dan ook fel gereageerd tegen de aanvallen die in de christen-democratische, en in mindere mate de socialistische kranten, tegen de UDB worden gevoerd. In christen-democratische kringen wordt de UDB afgeschilderd als een groepje dat de christelijke eenheid verbreekt ; de socialistische pers noemt de UDB een katholieke splinterpartij. De hoofdredacteur wijst die beweringen een paar keer van de hand door te verwijzen naar de ideologische filosofische horizon waarvan hijzelf afkomstig is : socialistisch-vrijzinnig, maar toch « privé-secretaris van een gelovige minister » (Basijn).

« De UDB is geen confessionele partij, de UDB is geen katholieke partij, de UDB is zelfs formeel gekant tegen het bestaan van welke partij ook, die overwegingen van godsdienstige aard tracht uit te buiten met politieke bijbedoelingen » (8).

De Franse MRP (Mouvement Républicain Populaire) van Maurice Schumann wordt als zusterpartij beschouwd en wordt in de verslaggeving extra in het zonnetje gezet. Op het tweede congres van de UDB op 23 december 1945 is die partij trouwens vertegenwoordigd ondermeer door de Franse minister van Justitie Teitgen, die er het woord voert. Ook de Britse Labour-minister, Sir James Hynd, is daarop aanwezig.

Steeds terugkerende thema's in het blad zijn verder de noodzaak aan een degelijke repressie en epuratie (deze commentaren zijn haast symbolisch ondertekend met « RECHT ») en de erkenning van de verdiensten van het verzet.

Het blad betrekt zijn binnenlandse en buitenlandse informatie klaarblijkelijk van de persagentschappen. Eigen redacteurs schijnt de krant slechts

(7) Eerste jaargang, nr. 21, 6 december 1945.
(8) Eerste jaargang, nr. 33, 18 december 1945.

minimaal te bezitten, wel meer plaatselijke correspondenten. De sportpagina's zijn behoorlijk gestoffeerd. Reclame ligt aan de lage kant. Vrij snel begint het blad met de publikatie van een stripverhaal (« Knolleke »).

Het einde.

Na een kortstondig leven verdwijnt het blad plotseling, zonder dat er tevoren sporen te merken zijn van moeilijkheden van welke aard ook.

Het laatste nummer verschijnt op 8 januari 1946, een goede maand voor de parlementsverkiezingen van 17 februari 1946, net op het moment dus dat de verkiezingscampagne van start gaat. Op de eerste pagina, maar totaal onopvallend, staat deze mededeling :

« Het dagblad *De Nieuwe Wereld* zal om redenen van technische aard vandaag ophouden als dagblad te verschijnen en eerlang de vorm van weekblad aannemen. De abonnementen zullen aldus hun rechten vergoed zien ».

Vermoedelijk hebben financiële overwegingen gespeeld (9). De UDB is nooit een grote partij geweest, is vrij snel van het politiek toneel verdwenen, zodat mag worden aangenomen dat het lezersbestand van het blad beperkt is gebleven. De oplagecijfers zijn trouwens onbekend. Bovendien ligt de reclameinbreng vrij laag. Komt daarbij dat het papier in die tijd schaars en dus erg duur is. Daarnaast valt het op dat de hoofdredacteur voor het laatst in het nummer van 26 december 1945 een hoofdartikel heeft geschreven. In de volgende nummers, tot aan het verdwijnen van het blad, staan geen bijdragen van zijn hand. Wellicht heeft dit stilzwijgen te maken met zijn rapportage over « de UDB en de arbeidersklasse » op het tweede partijcongres, waarin hij, blijkens een commentaarartikel in een later nummer, afstand had genomen van het kapitalistisch systeem en de woorden « nationalisatie » en « revolutie » in de mond had genomen.

Blijkbaar opgeschrikt haast een anonieme gelegenheidscommentator zich (10) zalvende woorden te schrijven. Revolutie, ja, maar opbouwend en met mate. « Wij bouwen een revolutie. Doch behoort het de bouwer wel af te breken, behoort het hem met stenen te gooien ? (...) Wij bouwen aan een revolutie doch onze revolutie schept een nieuwe wereld, geen

---

(9) Over de besprekingen omtrent en de behandeling van de krant intern in de partij zie W. BEERTEN, *Union démocratique belge. Een aanzet tot een travaillistische partij 1944-1947*, Leuven, 1984, blz. 250-251.

(10) Eerste jaargang, nr. 42, 27 december 1945.

puin maar een kunstwerk van architectuur, van grootheid, van schoonheid, van harmonie, van mate. »

Hoe dan ook, amper veertien dagen na het tweede partijcongres houdt het blad op met verschijnen. Overigens is het aangekondigde weekblad nooit van de pers gekomen.

Summary : « De Nieuwe Wereld », a Flemish Newspaper published and edited by the UDB.

From November 16, 1945 till January 8, 1946, the Flemish wing of the UDB (Unie der Democratische Belgen ; Fr. : Union Démocratique belge ; E. : Union of Democratic Belgians), a newly founded political party, published a newspaper in Dutch « De Nieuwe Wereld ».

An analysis of articles and columns indicates the options the UDB intended to follow : rather leftist but rejecting the traditional party system and religious adherence as a lawful issue for political discussion and action, solliciting people's union as an acquisition earned during World War II by opposing the German occupation.

Presumably due to financial shortcoming, the newspaper subsisted only two months.

★

De evolutie van de uitgaven van de Belgische gemeenten sinds 1974

Analyse in functie van het inwonersaantal en van de regionale ligging

door Johan COENS,

Medewerker bij de Afdeling Bestuurswetenschap, Katholieke Universiteit Leuven.

*

Inleiding.

Het gemeentewezen staat momenteel, net zoals een achttal jaar geleden, centraal in de belangstelling.

In 1976 vormden de historische fusie-operatie en de verkiezingen die voor het eerst op de schaal van de nieuw gecreëerde entiteiten plaatsgrepen daartoe de aanleiding. In 1982 vonden er opnieuw gemeenteraadsverkiezingen plaats, maar aan de oorsprong van de buitengewone aandacht die het « ondergeschikte bestuursniveau » (1) momenteel blijvend « geniet » ligt niet zozeer de verwerking van die eerste legislatuur dan wel de penibele financiële toestand. Zowel op wetenschappelijk als op journalistiek en politiek niveau resulteerde een en ander in belangwekkende verklaringen, rapporten, (al dan niet koninklijke) besluiten, protestacties en stellingnamen allerhande (2). Men kan

(1) Deze term wordt door de lokale besturen omwille van zijn denigrerende aard principieel afgewezen. Onder hun druk werd alvast de titel van de betrokken Minister van het Vlaamse Gewest omgevormd tot Gemeenschapsminister van Vlaamse Binnenlandse Aangelegenheden.

(2) Cfr. de talloze publikaties van partijpolitieke en andere betrokken instanties zoals de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten en het Gemeentekrediet van België. Verder kan o m verwezen worden naar :

— Politologisch Instituut, « De fusie van gemeenten in België. Een evaluatie na vijf jaar », Verslagboek van het Tweede Congres, in *Res Publica,* 1982, nr. 3-4, blz. 407-741.

— W. MOESSEN en J. VANNESTE, *Gemeentelijke uitgaven en bureaucratische kosten,* Rapport 82/132, Seso, UFSIA, 1982.

— E. VAN HECKE en C. CARDIJN, « Uitgaven en ontvangsten van de Belgische gemeenten. Een geografische verkenning », in *Driemaandelijks Tijdschrift van het Gemeentekrediet van België,* 1984, nr. 148 en nr. 149.

inderdaad niet langer om de problemen heen wanneer men vaststelt dat anno 1981 slechts 58 van de 596 gemeenten erin slaagden een voor het eigen dienstjaar niet-deficitaire begroting in te dienen (3). In 1982 was die toestand nauwelijks verbeterd (69 sluitende begrotingen), terwijl de cijfers voor 1983 aangeven dat maatregelen zoals de saneringslening e.d.m. slechts ten dele aan het probleem tegemoet komen (4).

Veeleer dan het aanreiken van pasklare oplossingen voor dit probleem, bestaat het oogmerk van deze bijdrage in het zoeken naar een beter begrip van de oorzaken ervan. Ter verklaring van het onrustwekkend fenomeen worden vaak argumenten aangehaald die zoniet uitsluitend dan toch hoofdzakelijk de ontvangstenzijde betreffen. Beschouwingen omtrent de uitgaven reiken veelal niet verder dan het al te vage verwijt van « slecht beheer » door de lokale bestuurders. Een serene discussie vereist op de eerste plaats juiste en volledige informatie. Deze analyse van de gemeentelijke uitgaven kan daartoe in zekere mate bijdragen. Voor de periode 1974 t.e.m. 1980 wordt gewerkt met de geglobaliseerde rekeningen van de Belgische gemeenten ; voor de jaren 1981 en 1982 waren vooralsnog enkel begrotingscijfers voorhanden terwijl voor 1983 nog niet alle gegevens beschikbaar waren.

In een eerste punt wordt de evolutie van het functioneel bestedingspatroon onderzocht. Omwille van de overzichtelijkheid werden de verwante posten uit de 28 rubrieken zoals deze in de gestandaardiseerde begrotingstabellen voorkomen samengevoegd zodat er uiteindelijk twaalf functionele categorieën overbleven (5).

In een tweede fase wordt het aantal inwoners per gemeente in de analyse betrokken. Op basis van dit bevolkingscijfer werden een achttal categorieën behouden, gaande van minder dan 5.000 tot meer dan 200.000 inwoners per gemeente. Vervolgens worden deze twee variabelen — inwonersaantal en functionele bestemming — onderling gerelateerd.

---

(3) Het begrotingsevenwicht werd inmiddels vanaf uiterlijk 1988 verplichtend opgelegd middels de zogenaamde K.B.'s-Nothomb nrs 110 en 145, *Belgisch Staatsblad*, 13 december 1982 en 30 december 1982.

(4) In 1982 waren er slechts 14 % van de gemeenten met een boni voor het eigen dienstjaar. Uit de gegevens, verstrekt tijdens de algemene vergadering van de Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten op 28 oktober 1983 blijkt dat in 1983 ongeveer 40 % van de gemeenten de begroting van het eigen dienstjaar met een boni afsluiten. Het eigenaardige is wel dat het aantal gemeenten met een gecumuleerd boni in 1983 afneemt t.o.v. 1982 of dat het aantal tekortsluitende begrotingen met inbegrip der vorige dienstjaren verder toeneemt.

(5) In bijlage wordt aangegeven hoe de 28 begrotingsposten die in de geglobaliseerde rekeningen voorkomen, gereduceerd werden tot de 12 weerhouden functies.

In een vierde punt wordt dan de geografische ligging als variabele ingebracht ; er werd meer bepaald een onderscheid gemaakt naargelang een gemeente tot het Vlaamse dan wel tot het Waalse of het Brusselse gewest behoort.

Tenslotte wordt op beknopte wijze de economische bestemming van de gemeentelijke uitgaven besproken. Deze worden eveneens geventileerd naar inwonersaantal en geografische ligging. Hiervoor moest noodzakelijkerwijze gewerkt worden met begrotingscijfers daar de geglobaliseerde rekeningen daarover geen informatie bevatten.

Uit deze omschrijving blijkt dat het opzet van deze bijdrage vooral beschrijvend is. In functie van een maximale aanschouwelijkheid en vergelijkbaarheid wordt overigens veelal gewerkt met « waarden per inwoner ».

Er wordt weliswaar ook gepeild naar de mogelijke invloed van bepaalde variabelen — inwonersaantal en ligging —, maar naar de conclusies toe is hier voorzichtigheid geboden. Van bewezen causale verbanden kan zeker geen sprake zijn ; de eventueel vastgestelde correlaties vereisen immers verdere uitdieping, dit zowel m.b.t. de statistische significantie als wat de verklarende duiding betreft. Inzake het gewicht van de verschillende determinerende factoren der gemeentelijke uitgaven bestaat er in de vakliteratuur overigens lang geen consensus (6). Hier worden slechts een tweetal potentieel beïnvloedende factoren onderzocht. Verdere exploratie daarvan en het betrekken van andere factoren was niet mogelijk binnen het bestek van deze bijdrage.

Hetzelfde voorbehoud dient aangetekend m.b.t. de invloed van de in 1976 doorgevoerde samenvoegingsoperatie op de gemeentefinanciën. Daarvoor is een globale evaluatiestudie van de fusies onontbeerlijk ; een analyse van de bestemming van de gemeentegelden vóór en na de herindeling is daar slechts één aspect van.

Een aantal andere contraintes inherent aan het bescheiden opzet van dit artikel mogen evenmin uit het oog worden verloren.

- Er werd steeds gewerkt met geglobaliseerde gegevens, hetgeen impliceert dat de aangehaalde cijfers telkens gemiddelden betreffen. Binnen één en dezelfde categorie gemeenten kunnen dus aanzienlijke variaties optreden.
- Er is een onvermijdelijke discontinuïteit in de aard der verwerkte gegevens : voor de periode van 1974 t.e.m. 1980 betreft het cijfers

(6) Cfr. W. MOESEN en J. VANNESTE, *Determinanten van de gemeentelijke uitgaven*, UFSIA, 1980, 29 blz. Zie ook R. JURION, *Contributions à l'économie publique locale*. Doctoraatsthesis, Luik, 1980, 315 + 22 pages.

uit de rekeningen, terwijl voor 1981 en 1982 vooralsnog slechts begrotingscijfers beschikbaar waren. De ervaring leert dat deze laatste cijfers, die uiteindelijk slechts intenties en ramingen weerspiegelen, bijwijlen aanzienlijk kunnen afwijken van de uiteindelijke rekeningen. Niettemin kan in dit verband nu reeds gesteld worden dat de financiële toestand van de gemeenten er in de jaren 1981 en 1982 in versneld tempo op achteruit is gegaan ; welke proporties deze negatieve tendens precies heeft aangenomen kan op basis van de momenteel beschikbare gegevens niet uitgemaakt worden.

— De cijfergegevens betreffen steeds het eigen dienstjaar en enkel de gewone dienst ; dit is evenwel de meest accurate manier om de financiële gevolgen van het gevoerde beleid voor te stellen (7).

— Het bedrag dat aan een bepaalde functie werd besteed is slechts één indicator van het op dat domein gevoerde beleid ; lapidair uitgedrukt : eenzelfde som kan kwalitatief sterk uiteenlopende beleidsoutputs dekken. Om aan deze handicap te verhelpen is een kwalitatieve analyse onontbeerlijk, maar dat behoorde evenmin tot de mogelijkheden.

Ondanks deze beperkingen hopen we op deze wijze een aantal feitelijkheden waaraan al te vaak weinig of geen aandacht wordt besteed, te belichten.

I. Functionele bestemming van de uitgaven tijdens de periode 1974-1980.

In tabel I wordt het aandeel van de 12 weerhouden functies in de totale gemeentelijke uitgaven voorgesteld, dit zowel voor 1974 als voor 1980. Om de vergelijkbaarheid te bevorderen werden naast de absolute cijfers (steeds per inwoner) ook het procentuele aandeel en de rangorde van de onderscheiden posten weergegeven.

Een eerste opmerkelijke vaststelling betreft de globale evolutie tussen 1974 en 1980. In zes jaar tijd zijn de totale uitgaven van de Belgische gemeenten verdubbeld : waar in 1974 per inwoner gemiddeld 9.617 F werd uitgegeven, liep dit in 1980 op tot 19.463 F. Het spreekt voor zich dat het incalculeren van de inflatie een even belangrijke als noodzakelijke correctie op dit cijfer zal impliceren (tabel II).

---

(7) Cfr. A. VAN DROMME, *De functioneel-economische inkleding van de gemeentecomptabiliteit* (3de bijgewerkte uitgave), Brugge, 1980.

TABEL I

Functionele bestemming van de uitgaven der Belgische gemeenten. Rekeningen 1974 en 1980. Eigen dienstjaar - gewone dienst. Waarden per inwoner

Functie	1974			1980		
	Absolute cijfers	%	Rangorde	Absolute cijfers	%	Rangorde
Niet aanrekenbare uitgaven	629	6,5	7	1.415	7,3	6
Algemene administratie	1.410	14,7	3	2.822	14,5	3
Collectieve veiligheid	1.065	11,1	4	2.065	10,6	4
Verkeer	1.697	17,6	2	3.314	17,0	2
Handel en Nijverheid	162	1,7	10	243	1,2	11
Landbouw	24	0,2	12	48	0,2	12
Onderwijs	2.228	23,2	1	4.130	21,2	1
Cultuur	704	7,3	5	1.828	9,4	5
Sociale Zaken	674	7,0	6	1.412	7,3	7
Gezondheidszorg	342	3,6	9	629	3,2	9
Milieu	533	5,5	8	1.236	6,4	8
Ruimtelijke Ordening	137	1,4	11	311	1,6	10
Totaal	9.617	100		19.463	100	

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen*.

* T.g.v. het gebruik van (door de computer automatisch) afgeronde data, komen in deze tabellen soms kleine onnauwkeurigheden voor.

TABEL II

Evolutie van de uitgaven per functie van de Belgische gemeenten tussen 1974 en 1980. Nominale en reële groeipercentages

Functie	Uitgaven per Inwoner			Procentuele stijging 1980-1974	
	1974 (prijzen 1974)	1980 (prijzen 1980)	1980 (prijzen 1974)	Nominaal	Reëel
Niet aanrekenbare uitgaven	629	1.415	922,1	125,0	46,6
Algemene administratie	1.410	2.822	1.838,9	100,1	30,4
Collectieve veiligheid	1.065	2.065	1.345,6	93,9	26,3
Verkeer	1.697	3.314	2.159,5	95,3	27,3
Handel en Nijverheid	162	243	158,3	50,0	— 2,3
Landbouw	24	48	31,3	100,0	31,3
Onderwijs	2.228	4.130	2.691,0	85,4	20,8
Cultuur	704	1.828	1.191,2	159,7	69,2
Sociale Zaken	674	1.412	920,1	109,5	36,5
Gezondheidszorg	342	629	409,9	83,9	19,9
Milieu	533	1.236	805,4	131,9	51,1
Ruimtelijke Ordening	137	311	202,7	127,0	48,0
Totaal	9.617	19.463	12.676	102,4	31,81

Bron : Eigen berekeningen.

Een blik op het procentueel aandeel van het bestedingspatroon anno 1980 leert ons dat ruim één frank op vijf naar onderwijsdoeleinden gaat : deze 21,2 % betekent meteen de belangrijkste uitgavenpost. Er zij evenwel opgemerkt dat ca. 70 % van die onderwijsuitgaven gedekt worden door overeenkomstige staatstoelagen voor wedden en werkingskosten (8). Andere geldopslorpende functies zijn vooral verkeer (17,0 %) en algemene administratie (14,5 %), terwijl de posten gezondheidszorg, ruimtelijke ordening, handel en nijverheid en landbouw kwantitatief onbelangrijk tot bijna verwaarloosbaar blijken.

De vergelijking met het aandeel van deze posten in 1974 leert ons dat er ter zake een vrij grote stabiliteit heerst. De onderlinge hiërarchie bleef inderdaad quasi ongewijzigd. Alleen nam het belang van de zogenaamde niet-aanrekenbare uitgaven zo sterk toe — per inwoner 786 F meerkost in 1980 t.o.v. 1974 — dat deze functie meer ging opslorpen dan de post sociale zaken. De andere uitzondering betreft het voorbijsteken van de relatief sterk dalende post handel en nijverheid door de functie ruimtelijke ordening.

Meer preciese aanduidingen betreffende de evolutie van het belang van de diverse functies kan men afleiden uit de verschuivingen inzake het procentueel aandeel. Het feit dat voor acht van de twaalf functies geldt dat het verschil minder dan 0,6 % bedraagt, bevestigt de stelling van de grote stabiliteit. Het grootst was de beweging waarbij culturele zaken aan belang wint (+ 2,1 %) enerzijds, en, in omgekeerde richting, m.b.t. onderwijs (— 2,0 %). Opmerkelijk is verder de significante toename voor de functies niet aanrekenbare uitgaven (+ 0,8 %) en, meer nog, inzake milieu-aangelegenheden (+ 0,9 %). Minder spectaculair, maar toch nog belangrijk zijn anderzijds de teruggang voor verkeersuitgaven (— 0,6 %), collectieve veiligheid en handel-nijverheid (beiden — 0,5 %) en gezondheidszorg (— 0,4 %).

Zoals reeds eerder werd aangegeven, hangen bovenvermelde cijfers een enigszins vertekend beeld op : de inflatie brengt met zich mee dat de groeicijfers, uitgedrukt in nominale bedragen, kunstmatig worden opgedreven. Om het aandeel van deze inflatoire invloed uit te snijden, werden de bedragen die in 1980 aan de diverse functies werden besteed omgezet in prijzen van 1974.

Het resultaat van deze operatie kan men aflezen in tabel II, waarin zowel de procentuele stijging in nominale bedragen als de reële procentuele stijging per functie zijn opgenomen (9).

---

(8) Gemeentekrediet van België. *Jaarverslag 1982*, blz. 7.

(9) Wanneer men de bedragen van 1974 met basis 100 gelijkstelt, dan moeten de bedragen van 1980 — rekening houdende met de inflatie, hier gemeten aan de stijging

Hoewel ca. 2/3 van de nominale méér-uitgave toe te schrijven is aan de inflatie, zijn de totale gemeentelijke uitgaven tussen 1974 en 1980 reëel toegenomen met 31,8 %. Ter relativering van deze « aanwas » der gemeentelijke uitgaven moet hier aan toegevoegd worden dat de vergelijking met de evolutie van de uitgaven van de andere overheidsniveaus voor de gemeenten gunstig uitvalt.

Tabel III spreekt in dit opzicht voor zich.

TABEL III

Vergelijking tussen de evolutie van de staats- en de gemeentelijke uitgaven. 1974-1980. Lopende uitgaven (in miljarden fr.). Begrotingscijfers

Jaar	*Staatsuitgaven*	*Indexcijfer (1974 = 100)*	*Gemeentelijke uitgaven*	*Indexcijfer (1974 = 100)*
1974	523,2	100	102,6	100
1975	662,8	127	124,7	122
1976	762,7	146	145,2	142
1977	873,1	167	154,0	150
1978	972,2	187	172,3	168
1979	1.064,5	203	182,1	177

Bron : Vereniging van Belgische Steden en Gemeenten. Jaarverslag 1981, blz. 23.

Het aandeel van gemeentelijke uitgaven in de totaliteit van de publieke uitgaven is in ons land overigens gestadig aan het dalen : waar dit in 1950 nog 24,5 % bedroeg, was dit in 1978 nog slechts 16,4 %. Vanuit decentralisatieoogpunt scoort België daarmee in Europees perspectief overigens erg laag... (10). Blijkbaar heeft de fusie-operatie deze centraliseringstendens niet afgebroken. Dit kon overigens bezwaarlijk verwacht worden, gezien de doorgevoerde schaalvergroting niet gepaard ging met een herverdeling van de bevoegdheden. Daarenboven heeft zich sindsdien — mede t.g.v. het staatshervormingsproces — een verdere uitholling van de bestuurskracht van de gedecentraliseerde besturen gemanifesteerd ; de in 1970 grondwettelijk aangekondigde decentralisering is dan ook vooralsnog op zijn zachtst gezegd dode letter gebleven (11).

Uit tabel II onthouden we verder dat voor alle functies een reële stijging werd genoteerd, op de relatief onbelangrijke post handel en nijverheid na. Er komt evenwel ook tot uiting dat er inzake de hoogte

---

van de index der consumptieprijzen — gelijkgesteld worden met basis 153,46. De omrekening van de bedragen van 1980 gebeurde aldus door rekening te houden met het inflatieaandeel van 53,46 %.

(10) Cfr. S. LAUWERIJSEN en H. WUYTS, *Een bestuurswetenschappelijke analyse van de plaatselijke besturen in West-Europa,* Leuven, 1981, 620 blz.

(11) Cfr R. MAES, « De staatshervorming en de gemeenten », in *Tijdschrift voor Bestuurswetenschappen en Publiekrecht,* 1983, 5, blz. 349-359.

van de reële groeipercentages niet onbelangrijke verschillen optreden tussen de functies onderling. Waar de groei voor onderwijsuitgaven beperkt bleef tot 20,8 %, overschreed dit percentage voor functies als sociale zaken, niet aanrekenbare uitgaven en ruimtelijke ordening ruimschoots de 30 %. De absolute koplopers vormen evenwel de culturele uitgaven : in 1974 werd daarvoor gemiddeld 704 F per inwoner uitgegeven, wat — nominaal en absoluut —1.124 F of — reëel en relatief — 69,2 % minder was dan in 1980 !

In wat voorafging werden enkel de cijfers m.b.t. begin- en eindpunt van de onderzochte periode — respectievelijk 1974 en 1980 — aangewend. Om een zicht te verwerven op de evolutie in de tussenliggende jaren werd de evolutie van het procentueel aandeel van de diverse functies per jaar berekend.

In tabel IV vindt men daarvan de weerslag ; daarin zijn tevens de (begrotings)-cijfers voor 1981 en 1982 opgenomen, evenals de gemiddelden van de pre- en post-fusieperiode (resp. 1974 t.e.m. 1976 en 1977 t.e.m. 1980).

Blijkbaar verloopt de evolutie van het relatief aandeel per post volgens uiteenlopende patronen.

Zo nam het aandeel van de functies onderwijs en handel-nijverheid van jaar tot jaar gestadig af ; ook t.a.v. cultuur, milieu en ruimtelijke ordening constateren we een vrij rechtlijnige tendens, zij het in omgekeerde richting. In andere gevallen liep dit aandeel terug, na eerst te zijn toegenomen (vb. sociale zaken) of vice versa (vb. verkeer). De begrotingscijfers voor 1981 en 1982 geven voeding aan de veronderstelling dat de vastgestelde trends zich, grosso modo, in het begin der jaren 1980 hebben doorgezet. De functies « niet-aanrekenbare uitgaven » en « gezondheidszorg » bleven aan belang winnen. De verklaring daarvoor dient gezocht in de evolutie van respectievelijk de algemene schuldkost en de tekorten van de openbare ziekenhuizen, waarvoor de gemeenten verplicht zijn tussen te komen. De dalende trend inzake algemene administratie, collectieve veiligheids-, verkeers- en onderwijsuitgaven zet zich door, steeds met dien verstande dat het hier om een relatieve daling gaat : de omvang van de totale uitgaven impliceert dat in absolute bedragen voor alle functies een méér-uitgave werd genoteerd.

Stippen we tenslotte nog aan dat het aandeel van de uitgaven voor cultuur in 1982 voor het eerst een terugloop kende (Hetzelfde kan overigens gezegd worden voor de functies milieu, terwijl ook t.a.v. de ruimtelijke ordening de crisis zich vanaf 1981 liet voelen...). Wat de post cultuur betreft is de verwachting overigens dat in 1983 vooral dáár

TABEL IV

Procentueel aandeel van de functies in de gemeentelijke uitgaven. Gewone dienst - Eigen dienstjaar - Rekeningen (1974 t.e.m. 1980) - Begrotingen (1981 en 1982)

Functie	*Procentueel aandeel (rekeningen)*							*Gemiddeld %*		*% aandeel (begroting)*	
	1974	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*	*$\bar{X}$ voor fusie*	*$\bar{Y}$ na fusie*	*1981*	*1982*
Niet aanrekenbare uitgaven	6,5	6,5	6,6	6,7	6,9	6,7	7,3	6,5	6,9	7,4	8,0
Algemene administratie	14,7	14,7	14,5	14,6	14,7	14,6	14,5	14,7	14,6	14,2	14,2
Collectieve veiligheid	11,1	11,3	11,4	10,9	10,9	10,8	10,6	11,3	10,8	10,4	10,2
Verkeer	17,6	17,2	16,9	16,6	16,1	17,3	17,0	17,2	16,8	16,4	15,9
Handel - Nijverheid	1,7	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3	1,2	1,5	1,3	1,2	1,5
Landbouw	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	
Onderwijs	23,2	23,2	23,0	22,4	22,3	21,6	21,2	23,2	21,9	20,4	19,9
Cultuur	7,3	7,5	8,1	8,4	8,5	9,0	9,4	7,6	8,8	9,7	9,6
Sociale Zaken	7,0	7,2	7,6	8,3	8,0	7,6	7,3	7,3	7,8	7,6	7,6
Gezondheidszorg	3,6	3,7	3,3	3,4	3,2	3,2	3,2	3,5	3,3	3,8	4,6
Milieu	5,5	5,3	5,6	5,8	6,0	6,2	6,4	5,5	6,1	7,0	6,9
Ruimtelijke Ordening	1,4	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6	1,4	1,5	1,4	1,3
Totale uitgaven (absoluut) Waarden per inwoner	9.617	11.340	12.550	14.706	15.742	17.559	19.463	11.169	16.867,5	21.927	24.308

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

de besparingshakbijl zou gevallen zijn ; de vooruitzichten zijn hoe dan ook weinig rooskleurig.

De vraag naar een verklaring van de vastgestelde tendenzen is niet altijd even gemakkelijk te beantwoorden. Hier speelt duidelijk een complex geheel van — onderling soms afhankelijke — factoren een rol. Om op een wetenschappelijk verantwoorde manier het gewicht te bepalen van bvb. verschuivingen inzake de algemeen maatschappelijke prioriteiten, van concrete wijzigingen in het wettelijk of reglementair kader, van demografische factoren, van de financiële armslag e.a. potentieel beïnvloedende factoren is verder onderzoek onontbeerlijk. Wat de invloed van de schaalvergroting betreft is voorzichtigheid geboden. Uit tabel IV blijkt alvast dat er zich n.a.v. het doorvoeren van de hervorming (per 1 januari 1977) geen duidelijke scheidingslijn aftekent op dit vlak. Een vergelijking van het gemiddelde aandeel per functie vóór de fusie (1974 t.e.m. 1976) met het gemiddelde procent vanaf 1976 t.e.m. 1980 geeft evenmin aanleiding tot dergelijke conclusies : de grote tendenzen die al werden vastgesteld bij de bespreking van de tabellen I en II worden, zij het in logischerwijze afgezwakte vorm, bevestigd.

Als voorlopige conclusie kunnen slechts volgende vaststellingen worden geponeerd :

— de globale uitgaven der gemeenten kenden nominaal een verdubbeling tussen 1974 en 1980 ; dit komt overeen met een reële stijging van ca. 32 % ;

— voor alle functies apart (behoudens handel en nijverheid) werd eveneens een reële groei waargenomen, hoewel de omvang daarvan nogal uiteenliep ;

— het functioneel bestedingspatroon bleef — gemeten aan de verschuivingen in het procentueel aandeel der diverse posten — desalniettemin globaal genomen vrij stabiel ;

— de belangrijkste verschuivingen betreffen de relatieve daling van de post onderwijs en de vrij spectaculaire meeruitgave voor culturele zaken ;

— hoewel de crisis zich in het begin der jaren 1980 steeds krachtiger ging manifesteren, bleven de absolute uitgaven voor alle posten stijgen ; de opwaartse trend inzake het relatief belang van functies als cultuur, milieu en ruimtelijke ordening werd evenwel afgebroken ;

— de verklaring van deze vaststellingen vergt verder onderzoek.

II. Uitgaven per inwoner volgens bevolkingscategorieën.

De empirie wijst uit dat de hoogte van de gemeentelijke uitgaven in niet onbelangrijke mate beïnvloed wordt door het aantal inwoners.

Theoretische verklaringsgronden dienen ondermeer gezocht in de evident grotere takenpaketten van stedelijke entiteiten ; in urbane gebieden spelen daarenboven ook de specifieke aard van de bevolkingsstructuur en de consequenties van de tewerkstellingsfunctie een rol (12).

Hoe die onderlinge verhouding tussen inwonersaantal en uitgavenhoogte zich tussen 1974 en 1981 precies heeft gemanifesteerd, kan worden afgelezen in tabel VI ; daarin wordt een overzicht gegeven van het gemiddeld bedrag — steeds per inwoner — dat per categorie van gemeenten (naar inwonersaantal opgedeeld) werd uitgegeven.

Vooraleer daar verder op in te gaan past het hier het essentiële belang van de per 1 januari 1977 doorgevoerde schaalvergroting nog eens in reliëf te brengen. Door die bestuurlijke hervorming werd het aantal gemeenten in België teruggevoerd van 2.359 tot 596 ; meteen werd ook de spreiding over de categorieën volgens inwonerstal drastisch gewijzigd (13). De draagwijdte daarvan wordt in onderstaande tabel cijfermatig voorgesteld.

TABEL V

Spreiding van het aantal gemeenten en inwoners per categorie gemeenten vóór (1976) en na (1980) de fusie

Categorie gemeenten per inwonersaantal	Aantal gemeenten				Aantal inwoners			
	1976		1980		1976		1980	
	Absolute cijfers	%	Absolute cijfers	%	Absolute cijfers	%	Absolute cijfers	%
— 4.999	1.898	80,4	105	17,6	2.790.634	28,4	334.547	3,4
5.000 - 9.999	251	10,6	183	30,7	1.729.472	17,6	1.352.793	13,7
10.000 - 19.999	128	5,4	183	30,7	1.719.688	17,5	2.548.792	25,8
20.000 - 29.999	39	1,7	59	9,9	942.190	9,6	1.447.808	14,7
30.000 - 49.999	26	1,1	37	6,2	1.002.524	10,2	1.347.207	13,7
50.000 - 99.999	11	0,5	21	3,6	771.999	7,9	1.496.849	15,2
100.000 - 199.999	5	0,2	5	0,8	660.009	6,7	659.871	6,7
200.000 +	1	0,0	3	0,5	206.786	2,1	675.507	6,8
Totaal . . .	2.359	100	596	100	9.823.302	100	9.863.374	100

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

(12) Cfr. o.a. M. THOULEN, « Les finances de la ville », in *Demain les villes*, Fondation Roi Baudouin, Bruxelles, 1983, pp. 122-126.

(13) Zie L. MALVOZ en C. VERBIST, *Een België van 589 gemeenten*, Gemeentekrediet van België, 1981, 32 blz.

Waar vóór de fusie 80,4 % der gemeenten minder dan 5.000 inwoners telden, geldt dit anno 1980 nog slechts voor 17,6 %. Tegenover de 4,9 % van de bevolking die in 1976 in steden met meer dan 50.000 inwoners woonden, staat 28,8 % voor 1980... Deze 2 voorbeelden illustreren het ingrijpend karakter van deze hervorming waardoor het gemiddeld aantal inwoners overigens opliep van 4.164 vóór tot 16.678 nà de samenvoeging. Dat een en ander van cruciaal belang is naar de interpretatie van de financiële draagkracht en de beleidsmogelijkheden van de gemeenten toe, spreekt voor zich.

TABEL VI

Gemiddelde gemeentelijke uitgaven volgens inwonerscategorieën 1974-1981. Gewone dienst - Eigen dienstjaar - Waarden per inwoner - Rekeningen

Categorieën	*1974*	*1975*	*1976*	*1977*	*1978*	*1979*	*1980*	*1981**
— 4.999	5.052	5.840	6.642	9.543	10.726	11.942	13.298	16.823
5.000 - 9.999	5.445	6.367	7.330	7.742	8.631	9.567	10.681	13.305
10.000 - 19.999	7.014	8.190	9.348	8.282	9.133	10.047	11.252	13.656
20.000 - 29.999	8.751	10.661	12.626	10.497	11.467	12.506	13.957	16.834
30.000 - 49.999	10.212	12.010	13.180	11.596	13.061	13.889	15.510	18.354
50.000 - 99.999	12.647	15.449	17.245	16.145	17.570	18.963	20.941	23.526
100.000 - 199.999	25.322	30.376	37.049	28.864	46.257	55.951	61.332	59.665
200.000 +	57.969	68.165	78.103	45.682	36.302	41.237	46.595	50.573
Totaal . . .	9.617	11.340	12.858	14.706	15.742	17.559	19.463	21.927

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken (* Begrotingen).

Voor de gehele onderzochte periode geldt dat in de gemeenten met minder dan 30.000 inwoners minder werd uitgegeven dan het nationaal gemiddelde. Vanaf 1977 geldt dit overigens ook voor de gemeenten met 30.000 à 50.000 inwoners. Een andere constante is dat de gemeenten met meer dan 50.000 inwoners dit gemiddelde overstijgen. De uitgaven zijn het laagst in de gemeenten met minder dan 10.000 inwoners. Bij een verdere uitsplitsing van deze categorie — met 5.000 inwoners als scheidingslijn — blijkt 1977 terug een keerpunt te zijn : voor 1977 gaven de minst bevolkte gemeenten ook het minste geld uit, terwijl dit vanaf 1977 de categorie met 5.000 à 10.000 inwoners blijkt te zijn.

Er zij tevens opgemerkt dat vanaf 1977 de uitgaven in de categorie van 10.000 tot 20.000 inwoners beneden het peil van de minst bevolkte gemeenten bleven, hetgeen manifest niet zo was vóór 1977.

De tendens is verder dat de uitgaven toenemen naarmate het inwonersaantal stijgt. Daarbij is het evenwel duidelijk dat het hier niet om een lineair verband gaat. Waar het verschil tussen de categorieën 20.000-30.000 en 30.000-50.000 maximaal 1.594 F bedraagt, loopt dit bedrag bij de vergelijking tussen de categorieën 50.000-99.999 en 100.000-199.999 op

tot 40.351 F. Deze nuanceringen in acht genomen, kunnen we dus besluiten dat de stelregel « hoe meer inwoners een gemeente telt, hoe meer ze per inwoner uitgeeft » grotendeels opgaat. Twee belangrijke uitzonderingen moeten nochtans vermeld worden. Er werd reeds aangegeven dat de minst bevolkte gemeenten sinds 1977 niet meer de laagste uitgaven kennen. Daarenboven blijft het bedrag van de meest bevolkte entiteiten (+ 200.000 inwoners) sinds 1978 aanzienlijk en in toenemende mate beneden het peil van de steden met 100.000 à 200.000 inwoners. Verder stellen we vast dat de kloof tussen de categorie met de hoogste uitgaven en de zuinigste categorie in de onderzochte periode varieert tussen 37.626 F (in 1978) en 62.325 F (1976). Het feit dat de ene (categorie van) gemeente(n) tienduizenden franken per inwoner meer uitgeeft dan de andere, laat zich ondermeer verklaren door de zogenaamde « oversijpelende takenpaketten » van deze grotere entiteiten. De kloof tussen de twee extreme categorieën — gemiddeld ca. 50.000 F — is overigens tussen 1974 en 1980 vernauwd van een verhouding 1 tot 11,5 tot een spanning van 1 tot 5,7. De voor 1981 vooropgezette gegevens houden geen noemenswaardige wijzigingen in m.b.t. deze globale vaststellingen.

TABEL VII

Evolutie van de gemeentelijke uitgaven per inwoner volgens inwonerscategorieën 1974-1980. Gewone dienst - Eigen dienstjaar - Rekeningen

Categorieën per Inwonersaantal	*Uitgaven*		*Groeipercentage 1980/1974*	*Uitgaven*		*Groeipercentage* $\bar{Y}$ / $\bar{X}$
	1974	*1980*		$\bar{X}$ *(1974-1975-1976)*	$\bar{Y}$ *(1977-1978-1979-1980)*	
— 4.999	5.052	13.298	163,2	5.845	11.377	94,7
5.000 - 9.999	5.445	10.681	96,2	6.381	9.155	43,5
10.000 - 19.999	7.014	11.252	60,4	8.184	9.679	18,3
20.000 - 29.999	8.751	13.957	59,5	10.679	12.107	13,4
30.000 - 49.999	10.212	15.510	51,9	11.801	13.514	14,5
50.000 - 99.999	12.647	20.941	65,6	15.114	18.405	21,8
100.000 - 199.999	25.322	61.332	142,2	30.916	48.101	55,6
200.000 +	57.969	46.595	— 19,6	68.079	42.454	— 37,6
Totaal . . .	9.617	19.463	102,4	11.272	16.868	49,6

Bron : eigen berekeningen.

Meer gegevens m.b.t. de evolutie van de uitgaven per categorie zijn terug te vinden in tabel VII. Daarin zijn de groeipercentages op basis van begin- en eindpunt opgenomen ; tevens wordt er op basis van gemiddelden een vergelijking gemaakt tussen de pre-fusie- en de post-fusieperiode.

Opvallend is de grote discrepantie tussen de kleinste en tevens snelstgroeiende categorie (+ 163,2 %) en de grootste categorie (— 19,6 %). De gemeenten met 10.000 tot 100.000 inwoners kenden een aanzienlijk minder snelle stijging van hun uitgaven dan het nationale gemiddelde (50 à 65 % t.o.v. 102,4 %). Om de potentiële invloed van de samenvoegingsoperatie op het spoor te komen werd de gemiddelde uitgave van de drie jaren vóór de fusie terug naast het gemiddelde van de vier post-fusiejaren geplaatst. We stellen grosso modo dezelfde tendensen vast, zij het dat de groeipercentages minder hoog oplopen (d.i. overigens logisch, gezien de continu-stijgende trend der uitgaven).

Ter verklaring van deze uiteenlopende evoluties kunnen hier slechts enkele voorzichtige hypotheses worden geopperd.

Zo kan men in de sterke toename van de uitgaven van de kleine gemeenten (d.i. deze met minder dan 5.000 inwoners en tot op zekere hoogte ook deze met vijf- à tienduizend inwoners) een indirecte bevestiging zien van de noodzaak van de schaalvergrotingsoperatie : deze gemeenten werden steeds « duurder », terwijl hun beleidsmogelijkheden t.g.v. de blijvend beperkte omvang van hun budget hoe dan ook gering blijven. De entiteiten met 10.000 à 100.000 inwoners — d.i. sinds de fusie zowat de helft van onze gemeenten t.o.v. nog geen 10 % voordien — omvatten het gros van de nieuwgevormde gemeenten. Het feit dat daar de traagste groei werd vastgesteld kan een indicatie zijn van een « voorzichtig » beleid in de inrijperiode.

Rest dan nog de merkwaardige discrepantie tussen de zes steden met 100.000 à 200.000 inwoners en de drie super-grote steden met meer dan 200.000 mensen. In de jaren 1974 t.e.m. 1976 gaven de grootste steden gemiddeld meer dan het dubbele uit dan de zes qua inwonersaantal daarop volgende steden. T.g.v. de tegengestelde evolutie (— 37,6 % t.o.v. + 55,6 %) werd die verhouding omgekeerd : na de fusie gaven de 3 « grootsten » gemiddeld 5.647 F minder uit dan de vijf « grote steden ».

Het vermoeden bestaat evenwel dat hier niet zozeer de fusie-operatie, maar wel de agglomeratieproblematiek in het algemeen een overwegende invloed heeft uitgeoefend. Zo behoren drie van de vijf gemeenten met 100.000 à 200.000 inwoners tot de negentien Brusselse gemeenten (nl. Anderlecht, Schaarbeek en Brussel) met hun zeer specifieke problematiek. Een vierde stad — Brugge — was evenmin bij de operatie van 1976 betrokken, maar onderging wel reeds een samenvoeging met de randgemeenten in 1970. Alleen Namen werd dus in 1976 gefusioneerd, nl. met 24 randgemeenten.

Meer nog dan deze vijf gemeenten kennen de agglomeratiesteden Gent, Luik, Charleroi en sinds 1983 ook Antwerpen, specifieke problemen die voortvloeien uit hun grootschaligheid. De beheersproblemen van deze

zogenaamde agglomeraties — over de preciese inhoud van dit begrip bestaat discussie — werden in ons land op zeer diffuse en — daarover bestaat wel consensus — onbevredigende wijze geregeld (14).

Als voornaamste conclusies m.b.t. de relatie inwonersaantal — uitgavenhoogte onthouden we :

— naarmate een gemeente meer inwoners telt, wordt er per inwoner meer uitgegeven ; die relatie is evenwel niet altijd rechtlijnig en er zijn twee belangrijke uitzonderingen (nl. m.b.t. de minst en de meest bevolkte categorie);

— naargelang de categorie wordt per inwoner soms tot enkele tienduizenden frank min of meer gespendeerd ;

— ook het groeipercentage der uitgaven varieërt sterk i.f.v. het inwonersaantal ; de kleinste gemeenten kenden een aanzienlijk grotere groei dan het gemiddelde ; voor de middelgrote gemeenten noteerden we een kleinere meer-uitgave terwijl de allergrootste steden minder per inwoner spendeerden ;

— tegen de achtergrond van deze resultaten is de fusie-operatie van 1976 zeer belangrijk : daardoor werd de spreiding van de gemeenten over de diverse categorieën immers drastisch gewijzigd.

III. **Functionele bestemming der uitgaven.**

Niet alleen op de hoogte van de uitgaven maar ook op de functionele bestemming ervan heeft het inwonersaantal van een gemeente een belangrijke invloed. Een en ander blijkt uit tabel VIII waarin het procentueel aandeel van de 12 functies volgens de categorieën gemeenten naar inwonersaantal wordt voorgesteld, dit voor het jaar 1980.

Bemerk evenwel dat in deze tabel met procentuele cijfers wordt gewerkt. Dit betekent bijvoorbeeld dat hoewel voor de functie gezondheidszorg relatief minder wordt uitgegeven door de gemeenten met 100.000 tot 200.000 inwoners dan in de categorie 5.000 tot 10.000 inwoners — respectievelijk 2,1 en 4,9 % — de verhouding in reële cijfers omgekeerd is : 1.288 F per inwoner in de grotere t.o.v. 484 F in de kleinere gemeenten.

Voor alle functies varieert het aandeel naargelang de categorie van gemeenten, waarbij zowel de variatiebreedte als de aard van de samenhang

(14) R. MAES, « Les grandes agglomérations et les réformes institutionnelles et administratives en Belgique », in *Administration Publique*, 1983, 2, pp. 124-141.

TABEL VIII

Procentueel aandeel der begrotingsposten naargelang het aantal inwoners per gemeente anno 1980. Rekeningen - gewone dienst - eigen dienstjaar

Begrotingspost	Categorieën gemeenten naar inwonersaantal								Totaal
	' — 4.999	5.000 — 9.999	10.000 — 19.999	20.000 — 29.999	30.000 — 49.999	50.000 — 99.9999	100.000 — 199.999	200.000 — +	
Niet aanrekenbare uitgaven	1,3	1,3	1,4	2,3	2,6	3,7	15,9	15,0	7,3
Algemene administratie	14,9	14,8	13,8	13,7	16,2	15,9	11,8	16,4	14,5
Brandweer - justitie - politie	6,0	7,2	8,2	10,1	10,9	12,5	12,2	11,2	10,6
Verkeer - wegen - waterlopen . . .	32,0	29,5	25,1	19,0	14,2	10,5	19,2	6,1	17,0
Handel - nijverheid .	0,7	1,8	1,4	1,5	1,3	1,3	1,1	0,9	1,2
Landbouw	2,6	1,1	0,3	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,2
Onderwijs . . .	18,7	17,2	18,8	19,6	20,4	24,1	19,3	26,8	21,2
Cultuur	7,5	9,0	10,4	10,8	10,8	9,9	7,6	8,9	9,4
Sociale Zaken . .	3,3	5,0	6,6	8,7	9,3	9,2	5,8	6,9	7,3
Gezondheidszorg . .	6,7	4,9	4,3	3,5	3,5	3,6	2,1	1,8	3,2
Milieu	5,6	7,2	8,5	8,8	8,1	6,4	3,7	4,9	6,4
Huisvesting - stedebouw	0,8	0,9	1,2	1,7	2,6	2,4	1,3	1,1	1,6
Totaal	13.298	10.681	11.252	13.957	15.510	20.941	61.332	46.595	19.463

nogal uiteenlopend zijn. Een en ander laat zich illustreren d.m.v. de volgende markante voorbeelden. De uitgaven voor de functie niet aanrekenbare uitgaven variëren van 1,3 à 3,7 % (beneden de 100.000 inwoners) tot meer dan 15 % (in de steden met minimaal 100.000 inwoners). De oorzaak daarvan dient gezocht in de last van de algemene schuld die in de grote steden veel zwaarder doorweegt.

T.a.v. de functie collectieve veiligheid varieert het aandeel van 6 % bij de minst bevolkte gemeenten tot ca. het dubbele bij de grotere steden. De variatiebreedte voor de post verkeer is nog veel groter, maar de relatie is omgekeerd: de kleinste gemeenten besteden er 32,0 % aan t.o.v. 6,1 % voor de grootste. Dit heeft te maken met het aantal km wegen dat in de weinig bevolkte maar territoriaal uitgestrekte gemeenten relatief veel hoger zal liggen.

Opmerkelijk is ook dat in de drie grootsteden meer dan één frank op vier naar onderwijs gaat. Voor de andere categorieën — met uitzondering van deze met 50.000 à 100.000 inwoners (24,1 %) — bedraagt dit aandeel 17 tot 20 %. Aan de functies cultuur en milieubescherming wordt het meest aandacht geschonken in de gemeenten die tussen de 10.000 en de 50.000 inwoners tellen en het aandeel dat aan gezondheidszorg wordt besteed blijkt om-

gekeerd evenredig met het inwonersaantal. Het aandeel van de sociale uitgaven loopt dan weer op van 3,3 % in de minst bevolkte gemeenten tot boven de 9 % in de gemeenten met 30.000 à 100.000 inwoners...

Uit dit alles blijkt dat het uitgavenpatroon van de gemeenten in belangrijke mate wordt beïnvloed door het aantal mensen dat er woont. Niet alle functies zijn daaraan even onderhevig en naast de intensiteit hangt ook de richting en de rechtlijnigheid van de relatie af van de bestemming. Het is duidelijk dat de beleidsruimte van een stad die 15 % van haar budget ziet afvloeien naar niet aanrekenbare uitgaven (hetgeen dus vooral schulddelging t.g.v. vroeger genomen beleidsbeslissingen impliceert) en nog eens 16,4 % naar administratiekosten ziet afvloeien, daardoor reeds sterk gerelativeerd is. Een kleine gemeente zit t.a.v. deze twee functies dan wel in een veel gunstiger positie, maar beschikt globaal genomen over een veel beperkter budget zodat de beleidsruimte hier sowieso beperkt is. Het zou overigens interessant zijn om de uitgaven per functie op te splitsen in verplichte dan wel facultatieve uitgaven. Hoewel sommige verplichte uitgaven *in se* voortvloeien uit autonome beslissingen van het gemeentebestuur (vb. afbetalingen op investeringskosten), zou daaruit blijken dat de facultatieve uitgaven slechts een klein deel van de totale bestedingen vertegenwoordigen (15). Met deze redenering komen we uiteindelijk tot het kernprobleem van de draagwijdte of de zin (of zinledigheid) van het begrip gemeentelijke autonomie.

Er zij verder opgemerkt dat in de mate dat de fusie-operatie de spreiding van de gemeenten over de diverse categorieën veranderd heeft, de beleidsoutput van die gemeenten — waarvan het functioneel bestedingspatroon al bij al een getrouwe indicator is — ook gewijzigd is geworden.

IV. De uitgaven per gewest.

We hebben tevens onderzocht in welke mate de uitgaven en het bestedingspatroon van de Vlaamse gemeenten afwijken t.o.v. de cijfers terzake van de Waalse en Brusselse gemeenten.

Er werd reeds op gewezen dat uiterste voorzichtigheid is geboden bij de interpretatie van deze gegevens. Het is immers vooralsnog niet uit-

---

(15) Die facultatieve uitgaven werden voor een beperkt aantal gemeenten geschat op minder dan 5 %, cfr. de studie van de intercommunale vereniging LAND VAN WAAS. « De begrotingen van de Wase gemeenten », in *Regionaal in Waas perspectief*, 8 (1982), 2, blz 38 e.v.

Zie ook : C PREUDHOMME en G. VAN DAELE, *Financiële toestand en fiscaliteit der gemeenten*, Gemeentekrediet van België, 1982.

gemaakt of de ligging van een gemeente in een bepaald gewest een invloed uitoefent omwille van een aantal onwrikbare, neutrale gegevenheden (als daar zijn oppervlakte, welvaartspeil van de bevolking, economische activiteit...) dan wel omwille van bijvoorbeeld politieke factoren. Anders uitgedrukt : het is niet duidelijk in welke mate de ligging een « autonoom » beïnvloedende factor dan wel een symptoom van dieperliggende kenmerken is. Ongetwijfeld spelen hier een hele reeks factoren, maar hun preciese identiteit, aantal en gewicht staan vooralsnog ter discussie. Uit tabel IX blijkt alvast dat er qua uitgavenniveau aanzienlijke interregionale differentiatie optreedt.

TABEL IX

Gemeentelijke uitgaven per inwoner per gewest in de periode 1974-1981. Rekeningen - gewone dienst - eigen dienstjaar - bedragen per inwoner

Jaartal	*Gebied*			
	België	*Vlaanderen*	*Wallonië*	*Brussel*
1974	9.617	8.661	9.285	15.638
1975	11.340	10.130	10.979	18.837
1976	12.550	11.503	11.561	21.193
1977	14.706	13.033	14.566	24.220
1978	15.742	13.767	16.235	25.074
1979	17.559	15.651	18.100	26.456
1980	19.463	17.293	20.367	28.769
1981*	21.912	19.411	23.306	31.648
Stijging 1980/1974 (in %) .	102,4	99,7	119,4	84,0

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen (* Begrotingen).

In vergelijking met de gemiddelde uitgave van de Vlaamse gemeenten bedroeg anno 1980 de méér-uitgave per inwoner in Wallonië en Brussel respectievelijk ruim 3.000 en nagenoeg 11.500 frank. Deze situatie is overigens niet nieuw : reeds in 1974 werd door de Brusselse gemeenten 6.353 F per inwoner meer uitgegeven dan door de Waalse gemeenten en een kleine 7.000 F meer dan in Vlaanderen. De onderscheiden groeipercentages — 119,4 voor Wallonië, 99,7 voor Vlaanderen en 84,0 voor Brussel — tonen aan dat de « voorsprong » van Wallonië t.a.v. Vlaanderen nog is toegenomen en dat de uitgaven in de Brusselse gemeenten minder snel zijn gestegen. Het is evident dat deze vergelijking een zekere vertekening in zich draagt t.g.v. de uiteenlopende spreiding van de gemeenten uit de respectieve regio's over de onderscheiden categorieën naar inwonersaantal. Daarom wordt in tabel X een vergelijking gemaakt tussen de uitgaven per gewest, verder opgesplitst naar het aantal inwoners. Bemerk dat voor het Brusselse gewest

TABEL X

Uitgaven per inwoner in de diverse categorieën van gemeenten, naar inwonersaantal opgedeeld per gewest (1980). Rekeningen - eigen dienstjaar - gewone dienst - waarden per inwoner

Categorieën gemeenten naar inwonersaantal	Aantal gemeenten				Uitgaven per inwoner			
	België	Vlaanderen	Wallonië	Brussel	België	Vlaanderen	Wallonië	Brussel
— 4.999	105	14	91	—	13.298	9.448	13.824	—
5.000 - 9.999	183	101	82	—	10.681	9.267	12.580	—
10.000 - 19.999	183	126	55	2	11.252	10.267	13.269	16.385
20.000 - 29.999	55	33	22	4	13.957	12.264	14.652	24.426
30.000 - 49.999	37	28	3	6	15.510	13.567	17.473	22.328
50.000 - 99.999	21	10	6	5	20.941	18.634	22.815	23.278
100.000 - 199.999	5	2	1	2	61.332	86.787	19.660	46.685
200.000+	3	1	2	—	46.595	34.873	53.054	—
Totaal . .	596	315	262	19	19.463	17.293	20.367	28.769

in een drietal categorieën geen enkele gemeente voorkomt. Verder is voorzichtigheid geboden bij het vergelijken van categorieën waarin slechts enkele gemeenten voorkomen ; de invloed van bepaalde heel specifiek-plaatselijke toestanden wordt immers rechtstreeks tot uiting gebracht in deze algemene tabel (waarin voor cellen met talrijke cases de extremen d.m.v. gemiddelden worden afgezwakt).

De vaststellingen die m.b.t. de totaliteit der Vlaamse, Waalse en Brusselse gemeenten werden gedaan, gaan ook op voor de afzonderlijke categorieën naar inwonersaantal. Concreet : de Vlaamse gemeenten geven gemiddeld minder uit dan het nationale gemiddelde, de Waalse gemeenten blijven daar iets boven en de Brusselse gemeenten geven veel meer uit. De vijf steden met 100.000 tot 200.000 inwoners vormen de enige uitzondering op de regel. Voor 99 % der gemeenten werd dus vastgesteld dat er — althans op basis van gemiddelden — een correlatie bestaat tussen de hoogte van de uitgaven en de regionale ligging.

Dat het gemeentewezen in niet onbelangrijke mate een andere realiteit dekt naargelang de regio blijkt overigens ten overvloede uit onderstaande tabel waarin naast de uitgaven ook de ontvangsten en de saldi per gewest zijn opgenomen.

De conclusie uit deze frappante vergelijking kan enkel zijn dat er in de Waalse gemeenten — ondanks de hogere ontvangsten — grotere deficits werden gemaakt (16). Dit paradoxale gegeven dat door sommigen

(16) Gezien de erg specifieke kenmerken van de 19 Brusselse gemeenten, spitsen we onze aandacht hier toe op de Vlaams-Waalse vergelijking.

TABEL XI

Evolutie der globale gemeentefinanciën per regio op basis van Rekeningen 1976-1978-1980. Waarden per inwoner. Eigen dienstjaar - Gewone dienst

Jaar		*Vlaanderen*	*Wallonië*	*Brussel*	*Rijk*
1976	Ontvangsten . . .	11.336	11.239	21.349	12.366
	Uitgaven	11.503	11.561	21.193	12.550
	Saldo	— 167	— 322	156	— 184
1978	Ontvangsten . . .	13.746	16.036	24.493	15.606
	Uitgaven	13.767	16.235	25.074	15.742
	Saldo	— 21	— 199	— 581	— 136
1980	Ontvangsten . . .	15.945	17.992	25.361	17.570
	Uitgaven	17.293	20.367	28.769	19.463
	Saldo	— 1.348	— 2.375	— 3.408	— 1.893

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

als bruut argument wordt aangewend in communautaire discussies en door anderen wordt doodgezwegen, werd vooralsnog onvoldoende uitgediept.

Ook hier zullen overigens slechts enkele elementen aangehaald worden die hoogstens een partiële verklaring kunnen inhouden.

Zo werd de mogelijkheid tot regionale differentiatie ongetwijfeld in de hand gewerkt door het regionaliseringsproces *sensu lato*. Voor de gemeenten betekende de hervorming van het Gemeentefonds een eerste structurele factor in die richting ; vanaf 1977 trad immers een mechanisme in werking waardoor aan Wallonië jaar na jaar relatief meer geld werd toegespeeld (17). Deze factor betreft evenwel enkel (een deel van) de gemeentelijke ontvangsten. Dat er binnen het Waalse gewest andere interne verdelingscriteria werden ontworpen dan in Vlaanderen, kan op zijn beurt enkel van invloed zijn geweest t.a.v. de hoogte van de uitgaven per categorie gemeenten naar inwonersaantal binnen één gewest.

Een (minstens potentieel) belangrijker factor met het oog op de verklaring van de inter-regionale differentiatie qua uitgavenniveau is de vanaf 1980 gewijzigde toezichtsregeling : sindsdien behoort het toezicht over de gedecentraliseerde besturen grotendeels tot de bevoegdheid van de gewesten, hetgeen inderdaad kan resulteren in eigen beleidsopties. Over het gewicht van deze en andere factoren tast men evenwel nog in het duister. Zo worden in de (vooral in het buitenland) doorgevoerde studies naar de mogelijke invloed van ideologische factoren op

(17) Het Waalse aandeel in het Gemeentefonds steeg van 34,34 % in 1977 tot 39,35 % in 1982, dit vooral ten nadele van het Brusselse gewest ; Vlaanderen kreeg in 1982 immers 52,54 % hetgeen 1,74 % meer is dan in 1977.

het (financiële) beleid van de lokale besturen uiteenlopende stellingen geponeerd (18). Evenmin is uitgemaakt in welke mate de algemene economische toestand van een streek het uitgavenpatroon van de toebehorende entiteiten « sociaal-wetmatig » determineert (19). Gezien de Belgische situatie zijn alvast deze beide hypothesen voor verder onderzoek vatbaar.

Wetenschappelijk onderzoek is overigens hoe dan ook broodnodig, want als er één conclusie uit voorgaande bedenkingen naar voor treedt, dan is het wel dat het laatste woord i.v.m. deze feitelijke vaststellingen nog niet gezegd is ; de vraag waarom een Waalse gemeente met evenveel inwoners als een Vlaamse systematisch méér uitgeeft wacht m.a.w. vooralsnog op een afdoende verklaring.

Er is overigens meer. Uit tabel XII blijkt dat het aandeel dat aan de onderscheiden begrotingsposten wordt besteed eveneens varieert i.f.v. de regionale ligging.

TABEL XII

Functioneel bestedingspatroon van de Belgische gemeenten per regio. Rekeningen 1980. Waarden per inwoner. Gewone dienst. Eigen dienstjaar

Uitgaven Begrotingspost	*Absolute cijfers*			*Procentueel aandeel*			*Hiërarchie*		
	Vlaanderen	*Wallonië*	*Brussel*	*Vlaanderen*	*Wallonië*	*Brussel*	*Vlaanderen*	*Wallonië*	*Brussel*
Niet aanrekenbare uitgaven	1.228	1.643	1.736	7,1	8,1	6,0	7	6	6
Algemene administratie .	2.229	3.305	4.599	12,9	16,2	16,0	3	2	2
Collectieve veiligheid .	1.795	1.949	3.956	10,4	9,6	13,8	5	4	3
Verkeer	3.842	2.983	1.408	22,2	14,6	4,9	1	3	7
Handel - Nijverheid . .	246	184	412	1,4	0,9	1,4	11	11	11
Landbouw	29	96	1	0,2	0,5	0,0	12	12	12
Onderwijs	2.889	4.819	8.890	16,7	23,7	30,9	2	1	1
Cultuur	1.880	1.736	1.834	10,9	8,5	6,4	4	5	5
Sociale Zaken . . .	1.055	1.486	3.178	6,1	7,3	11,0	8	7	4
Gezondheidszorg . . .	526	758	794	3,0	3,7	2,8	9	9	9
Milieu	1.298	1.144	1.197	7,5	5,6	4,2	6	8	8
Ruimtelijke ordening . .	265	253	754	1,5	1,2	2,6	10	10	10
Totaal	17.293	20.367	28.769	100	100	100			

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

Gezien de grote verschillen tussen de drie regio's qua totale uitgaven, zou men verwachten dat zeker in absolute cijfers de « hiërarchie » Brus-

(18) Voor ons land kan ondermeer verwezen worden naar V. GINSBURGH en P. PESTIAU, « Politique et Budgets Communaux », in *Courrier Hebdomadaire,* CRISP, nr. 879, 1980, 45 pages.

(19) Zie o.a. M. AIKEN en R. DEPRE, « Policy and Politics in Belgian cities », in *Policy and Politics,* 1980, I, pp. 73-106.

sel-Wallonië-Vlaanderen voor elke post afzonderlijk intact zou blijven. In een aantal gevallen is dit evenwel manifest niet zo.

Voor de functie verkeer bijvoorbeeld geeft Vlaanderen 950 F meer uit dan Wallonië en 2.434 F meer dan Brussel. Ook voor de functies cultuur en milieu geldt de omgekeerde hiërarchie, terwijl in Wallonië aan ruimtelijke ordening minder geld wordt besteed dan in Vlaanderen.

Een duidelijker beeld van de uiteenlopende prioriteiten wordt verkregen door het procentueel aandeel van de functies per regio naast elkaar te plaatsen.

Daarbij valt op dat in Vlaanderen ruim 3 % minder wordt besteed aan algemene administratie dan in Wallonië en Brussel. Collectieve veiligheid slorpt aanzienlijk meer geld op in Brussel dan in Vlaanderen en Wallonië.

De meest spectaculaire verschillen worden opgetekend t.a.v. de functies verkeer enerzijds en onderwijs anderzijds. De post verkeer slorpt in Vlaanderen 22,2 % der uitgaven op t.o.v. 14,6 % in Wallonië en 4,9 % in Brussel ; naar onderwijs echter gaat in Brussel 30,9 % der gelden t.o.v. 23,7 % in Wallonië en 16,7 % in Vlaanderen.

Ook m.b.t. de functie cultuur bestaat een opmerkelijk verschil : Vlaanderen spant de kroon met 10,9 % wat 1,4 % meer is dan in Wallonië en 3,5 % meer dan in Brussel. Voor sociale zaken geldt dan weer de omgekeerde hiërarchie.

In Vlaanderen zijn de drie belangrijkste functies : verkeer (22,2 %), onderwijs (16,7 %), algemene administratie (12,9 %). In Wallonië en Brussel bekleedt onderwijs de eerste plaats (respectievelijk 23,7 en 30,9 %) en algemene administratie de tweede (16,2 en 16,0 %). In Wallonië volgt dan verkeer (14,6 %), maar in Brussel is dit collectieve veiligheid (13,8 %).

Als voornaamste conclusies uit deze beknopte analyse van de uitgaven per inwoner in de drie gewesten weerhouden we volgende vaststellingen :

— voor de hele onderzochte periode geldt dat de uitgaven in Brussel aanzienlijk hoger lagen dan in Wallonië ; in Vlaanderen gaven de gemeenten nog een stukje minder uit dan in het Waalse landsgedeelte ;

— tussen 1974 en 1980 was de aangroei het grootst in Wallonië en het kleinst in Brussel ;

— voor 7 van de 8 categorieën gemeenten, opgedeeld naar het inwonersaantal, waren de gemiddelde uitgaven hoger in Brussel dan in respectievelijk Wallonië en Vlaanderen ; dit geldt evenwel niet voor de 5 steden met 100.000 à 200.000 inwoners ;

— ook het bestedingspatroon verschilt in belangrijke mate per regio, zodanig zelfs dat de hiërarchie van het aandeel der diverse uitgavenposten op diverse punten verschilt van gewest tot gewest ;

— een verklaring van deze opmerkelijke verschillen vergt een uitgewerkte theorie omtrent de determinanten van de gemeentelijke uitgaven ; daarover is echter nog geen consensus bereikt.

V. De uitgaven naar economische bestemming.

In dit vijfde en laatste punt worden — heel beknopt (20) — de uitgaven per economische groep besproken. Daartoe werden de begrotingscijfers van de post-fusieperiode geanalyseerd (21). In onderstaande tabel kan de evolutie van de uitgaven volgens economische bestemming worden afgelezen.

TABEL XIII

De gemeentelijke uitgaven per economische functie 1976-1982. Begrotingen - Eigen dienstjaar - Gewone dienst - Miljoenen fr.

Jaar	*Personeel (%)*	*Werking (%)*	*Overdrachten (%)*	*Schuld (%)*	*Totaal*
1976	50,4	13,7	9,0	26,9	132.809
1977	49,3	14,0	9,3	27,4	154.048
1978	48,8	13,9	9,9	27,4	172.287
1979	48,4	14,1	10,0	27,5	182.088
1980	48,4	14,2	9,8	27,6	196.093
1981	47,6	13,5	10,1	28,8	216.133
1982	47,3	12,8	10,7	29,2	239.601
1983	46,0	12,3	10,6	31,1	244.552
1984*	45,2	12,7	11,5	30,6	

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

* Schatting gebaseerd op een enquête van het Gemeentekrediet.

Opmerkelijk is dat het relatief aandeel der personeelslasten de jongste zeven jaar daalde van 50,4 % in 1976 tot 46 % in 1983. Nochtans nam het personeelsbestand in die periode met 23 % toe : van 78.188 in 1976 tot 96.141 (eind 1981). Dat de personeelslast desondanks relatief is gedaald wijst er dus op dat de uitgaven voor de andere economische functies in absolute termen nog sterker zijn toegenomen.

(20) Op deze materie wordt dieper ingegaan door L. PREUDHOMME en G. VANDAELE, *Financiële toestand en fiscaliteit der gemeenten,* Gemeentekrediet van België, 1982, blz. 5-41.

(21) Uit de geglobaliseerde rekeningen kunnen deze gegevens immers niet gedistilleerd worden.

Het aandeel van de werkingsuitgaven steeg in de eerste vijf jaren na de fusie van 13,7 tot 14,2 % ; sindsdien is hier evenwel een daling waarneembaar.

De verklaring daarvoor dient gezocht in het feit dat zich in deze categorie de meest inkrimpbare uitgaven situeren ; gezien de crisis zich hardnekkig doorzet ligt een verdere daling in de lijn der vewachtingen, hoewel ook hier de besnoeiingsmogelijkheden niet onuitputtelijk zijn.

De overdrachten kenden relatief een lichte stijging ; wellicht is de stijgende OCMW-vraag daarvoor grotendeels verantwoordelijk. Tenslotte is er de evidente toename van de schuldenlast, die kan gezien worden als de consequentie van de gedane investeringen (22).

In welke zin en mate het inwonersaantal in deze een invloed uitoefent, kan afgelezen worden in tabel XIV.

TABEL XIV

Gemeentelijke uitgaven per economische bestemming volgens het inwonersaantal. Begrotingen 1981. Eigen dienstjaar - Gewone dienst. Waarden per inwoner

Aantal Inwoners	*Personeel*		*Werking*		*Overdrachten*		*Schuld*		*Totaal*
	Absolute cijfers	*%*	*Absolute cijfers*	*%*	*Absolute cijfers*	*%*	*Absolute cijfers*	*%*	*Absolute cijfers*
— 5.000	5.717	34,0	3.885	23,1	1.593	9,5	5.627	33,4	16.823
5.000 - 9.999	4.622	34,7	2.505	18,8	1.390	10,4	4.786	36,0	13.305
10.000 - 19.999	5.221	38,2	2.323	17,0	1.484	10,9	4.626	33,9	13.656
20.000 - 29.999	7.218	42,9	2.392	14,2	1.870	11,1	5.352	31,8	16.834
30.000 - 49.999	8.855	48,2	2.222	12,1	2.151	11,7	5.152	28,1	18.354
50.000 - 69.999	11.830	52,1	2.659	11,7	2.328	10,2	5.870	25,9	12.688
70.000 - 99.999	13.718	56,9	2.608	10,8	2.399	10,0	5.376	22,3	24.103
100.000 - 149.999	21.718	58,7	4.466	12,1	4.669	12,6	6.116	16,5	36.971
150.000 - 199.999	58.318	50,5	12.835	11,1	7.418	6,4	36.945	32,0	115.518
200.000 +	27.169	54,0	5.389	10,7	4.222	8,4	13.570	27,0	50.351
Totaal . .	10.432	47,6	2.959	13,5	2.211	10,1	6.309	28,8	21.912

Bron : Ministerie van Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

Wat de personeelsuitgaven betreft is er een enorme discrepantie waarneembaar ; in de categorie met 150.000 tot 200.000 inwoners wordt daarvoor ruim 12 keer zoveel uitgegeven als in de categorie met vijf tot tienduizend inwoners. Deze twee extremen buiten beschouwing gelaten

(22) Het betreft hier de schuld « sensu lato ». Voor een technische ontleding van deze complexe materie kan o a. verwezen worden naar het eerder geciteerde werk van VAN DROMME. Zie ook : C. PREUDHOMME, « De schuld der plaatselijke besturen eind 1981 », in *Driemaandelijks tijdschrift van het Gemeentekrediet van België*, juli 1982, blz. 236 e.v.

geldt als stelregel dat de personeelsuitgaven positief correleren met het inwonersaantal. Relatief gezien varieert dit aandeel van minder dan 35 % in de minst bevolkte gewesten tot meer dan 50 % boven de 50.000 inwoners.

Het procentueel aandeel van de werkingskosten daarentegen neemt grosso modo af met het inwonersaantal : boven de 20.000 inwoners bedraagt dit 10 à 15 %, maar in de kleinste gemeenten loopt het op tot 23,1 %. In absolute cijfers gaat het hier voor het gros van de gemeenten om bedragen van twee- tot vijfduizend frank per inwoner.

De overdrachten stijgen naarmate het inwonersaantal toeneemt. Relatief gezien komt dit overeen met 10 à 12 % der totale uitgaven. Voor de steden met meer dan 150.000 inwoners moet hier nochtans een uitzondering worden gemaakt : ondanks de hogere absolute bedragen slorpen de overdrachten daar een kleiner aandeel van de totale middelen op.

De grootsteden (150.000 inwoners) uitgezonderd, impliceerde de schuldenlast voor de gemeenten een kost van 4.500 à 6.100 F per inwoner. Het relatief aandeel van die post bedraagt voor de meeste gemeenten 25 à 30 % van hun uitgaven.

De ruimte ontbreekt hier om deze vaststellingen verder uit te diepen. Als voornaamste conclusies m.b.t. de relatie inwonersaantal — economisch uitgavenpatroon onthouden we dat de personeelslast grosso modo toeneemt — zowel absoluut als relatief — naarmate een gemeente meer inwoners telt. Voor het relatief aandeel van de werkingskosten geldt het tegenovergestelde. De overdrachten blijken het minst gevoelig voor de invloed van het inwonersaantal, terwijl de schuldenlast voor alle categorieën een zware kost betekent.

Tenslotte wordt ook hier de regionale factor in de analyse betrokken. Daartoe werd de evolutie van de economische bestemming van de totale uitgaven per regio geventileerd (tabel XV).

Zowel in Vlaanderen als in Wallonië liep het aandeel van de personeelskost met ca. 2 % terug, maar relatief blijft Wallonië aanzienlijk méér uitgeven voor de tewerkstelling van zijn gemeentelijk personeel dan Vlaanderen (23). Opmerkelijk is verder dat de Brusselse gemeenten 12 tot zelfs 19 % méér besteden aan personeelsuitgaven. Het aandeel van zowel werkingskosten als overdrachten is voor Vlaanderen en Wallonië vrij vergelijkbaar, ook wat de evolutie ervan betreft. « Brussel » besteedt relatief minder aan werking en méér aan overdrachten. De

(23) Per 31 december 1981 waren 49,4 % van het 96.141 personen tellend personeelsbestand van de Belgische gemeenten (daarin zijn de ca. 50.000 door de Staat betaalde onderwijzende personeelsleden niet inbegrepen) in dienst van Vlaamse gemeenten t.o.v. 32,1 % voor Wallonië en 18,5 % in de 19 Brusselse gemeenten.

TABEL XV

De economische uitgaven per gewest 1977-1979-1981 (in %). Begrotingen. Eigen dienstjaar. Gewone dienst. Waarden per inwoner*

Gewest	*Jaartal*	*Personeel (%)*	*Werking (%)*	*Overdrachten (%)*	*Schuld (%)*	*Totaal*
Vlaanderen	1977	45,5	14,5	9,0	31,0	13.923
	1979	43,7	14,3	9,7	32,3	16.559
	1981	43,9	14,00	9,7	32,4	19.411
Wallonië	1977	49,2	14,5	8,9	27,3	15.618
	1979	48,9	14,8	9,9	26,4	18.908
	1981	47,0	13,8	9,9	29,3	23.306
Brussel	1977	61,2	11,1	11,0	16,7	25.208
	1979	62,9	11,6	11,6	13,9	27.774
	1981	61,6	11,0	11,9	15,5	31.648

Bron : Binnenlandse Zaken. Eigen berekeningen.

* De reeds eerder besproken totale uitgaven in absolute cijfers werden hier opnieuw opgenomen opdat niet uit het oog zou verloren worden dat achter de procentuele cijfers een enigszins « anderssoortige » realiteit schuilgaat.

schuldenlast tenslotte blijkt steeds zwaarder te zijn geweest in Vlaanderen dan in Wallonië en a fortiori dan in Brussel. Voor deze laatste twee gewesten is deze post sinds 1979 evenwel gevoelig aan het stijgen gegaan.

De toch wel erg specifieke Brusselse situatie buiten beschouwing gelaten, zijn de voornaamste conclusies m.b.t. dit laatste aandachtspunt het relatief groter gewicht van de personeelslast in Wallonië en de daarmee samenhangende mééruitgaven voor schulden in Vlaanderen. Op de werkingskosten en de overdrachten blijkt de regionale factor weinig invloed uit te oefenen, althans, indien men enkel het relatief aandeel ervan vergelijkt. In absolute cijfers nochtans blijkt dat bvb. anno 1981 aan beide posten ca. 500 F méér werd uitgegeven in Wallonië dan wel in Vlaanderen ; voor de functies schuld en personeel bedroeg dit verschil respectievelijk 537 en 426 F per inwoner.

Algemeen besluit.

De bedoeling van deze bijdrage bestond er hoofdzakelijk in aan de hand van een analyse van de geglobaliseerde rekeningen van 1974 t.e.m. 1980 een aantal aspecten van de gemeentelijke uitgaven te belichten (bedrag, functionele en economische bestemming, evolutie terzake...).

Hoewel het opzet vooral beschrijvend was, werden ook indicaties verzameld m.b.t. enkele beïnvloedende factoren. Voorzichtigheid is evenwel geboden bij het formuleren van conclusies, zeker wanneer dit gebeurt

in termen van causale verbanden ; daartoe werden te weinig elementen in de analyse betrokken, terwijl men momenteel nog ver af is van een eenduidige theorie betreffende het aantal en het gewicht van de determinanten van gemeentelijke uitgaven.

Bij wijze van afronding worden de voornaamste bevindingen hier op een rijtje geplaatst :

— Anno 1980 gaven de Belgische gemeenten gemiddeld 19.463 F per inwoner uit. Nominaal betekent dit een verdubbeling t.a.v. 1974, hetgeen in reële termen een stijging van 25,7 % impliceert.

— Globaal genomen bleef het functioneel bestedingspatroon, gemeten aan het procentueel aandeel van de hier weerhouden 12 functies, vrij stabiel ; het meeste geld gaat naar onderwijs (21,2 %), hoewel aan deze begrotingspost in 1974 nog 2 % meer werd besteed ; anderzijds zitten de functies milieu (6,4 %), niet aanrekenbare uitgaven (7,3 %, waarvan 5,7 % schulddelging), sociale zaken (7,3 %) en vooral cultuur (9,4 %) duidelijk in de lift (cijfers 1980).

— Wat de economische bestemming der gemeentelijke uitgaven betreft : ca. 47,5 % gaat naar personeelskosten, hetgeen 3 % minder is dan in 1976. Ook het aandeel van de werkingskosten liep de jongste jaren terug, dit in tegenstelling tot de schuldenlast.

— Het aantal inwoners blijkt een aanzienlijke invloed uit te oefenen op de hoogte van de uitgaven ; op een paar belangrijke uitzonderingen na werd empirisch vastgesteld dat de hoogte van de uitgaven toeneemt naarmate het inwonersaantal stijgt. Uit deze — overigens niet rechtlijnige — correlaties mogen evenwel geen conclusies getrokken worden in termen van bewezen determinatie.

— Niet alleen de hoogte der uitgaven, maar ook het bestedingspatroon varieert in functie van het aantal inwoners.

— Doordat de fusie-operatie van 1976 de spreiding van de gemeenten over de onderscheiden categorieën naar inwonersaantal ingrijpend heeft gewijzigd, had de schaalhervorming niet onbelangrijke repercussies m.b.t. de hoogte en de structuur van de gemeentelijke uitgaven.

— Opmerkelijk is verder dat de 19 gemeenten uit het Brusselse gewest veruit de hoogste uitgaven per inwoner kenden ; ook de Waalse gemeenten besteedden in de onderzochte periode systematisch meer dan het nationale gemiddelde. Deze interregionale

differentiatie geldt daarenboven voor quasi alle naar bevolkingsaantal vergelijkbare categorieën. Tenslotte verdient ook de vaststelling dat zowel het functionele als het economische bestedingspatroon in niet onbelangrijke mate van gewest tot gewest verschilt verdere uitdieping.

Deze bevindingen kunnen gelden als basisgegevens met het oog op verder onderzoek m.b.t. het lokale bestuursniveau in het algemeen en de gemeentelijke uitgaven in het bijzonder.

Summary : The evolution of the municipal expenses in Belgium since 1974.

In view of a better comprehension of the current bad situation of the municipal finances, the evolution of the expenses of the Belgian municipalities has been investigated.

Although the attention is focussed on a descriptive analysis, some explanatory indications are also given by analysing the expenses in function of the number of inhabitants and of the geographical situation (i.e. belonging to the Flemish, Walloon or Brussels region). Special attention was given to the evaluation of the potential influence of the amalgamation of the municipalities, which in 1976 reduced their number from 2 359 to 596.

The global municipal expenses have increased by circa 25 % (in real terms). The pattern of expenditures (i.e. the relative share of the different earmarks) remained fairly stable. There was a positive — although not rectilinear, and important exceptions exist — correlation between the population number and the level of expenses. The number of inhabitants also influences the destination of the revenues in a significant way.

The amalgamation process seems to have only an indirect repercussion on the expenses, particularly by the change in the spreading of the municipalities over the different categories.

Especially the remarkable and relevant inter-regional differentiation of the expenses — Walloon municipalities spend more money per inhabitant and following other priorities — needs further research.

BIJLAGE

De functionele-classificatie der gemeentelijke uitgaven*
(% cijfers betreffen 1980)

Classificatie Ministerie Binnenlandse Zaken		%	*Onze classificatie*	%
* *Niet aanrekenbare ontvangsten + uitgaven*		7,3		
000	Algemene ontvangsten en uitgaven	1,1	Niet aanrekenbare uitgaven	7,3
010	Algemene schuld	5,7		
020	Fondsen	0,1		
040	Belastingen en retributies	0,1		
050	Verzekeringen	0,4		
* *Activiteiten van algemene collectieve aard*		25,1		
121	Algemene administratie	10,6		
124	Privaat patrimonium	0,8	Algemene administratie	14,5
138	Algemene diensten	3,1		
156	Rampen	0		
373	Brandweer	2,8	Collectieve veiligheid	10,6
380	Justitie - Politie	7,8		
* *Activiteiten l.v.m. producenten*		18,5		
490	Verkeer - wegen - waterlopen	17,0	Verkeer	17,0
569	Handel - nijverheid	1,2	Handel - nijverheid	1,2
660	Landbouw	0,2	Landbouw	0,2
* *Activiteiten l.v.m. consumenten*		49,1		
722	Kleuter- en lager onderwijs	13,1		
745	Middelbaar - normaal - technisch onderwijs	6,3		
749	Kunstonderwijs	1,7	Onderwijs	21,2
750	Hoger Onderwijs	0,1		
780	Volksontwikkeling en Kunst	8,5		
793	Eredienst	0,9	Cultuur	9,4
832	Sociale voorzorg en onderstand	6,0		
870	Sociale hulp en gezinsvoorzieningen	1,2	Sociale zaken	7,3
932	Gezondheidszorg	1,3		
943	Hygiëne - voeding - water	1,9	Gezondheidszorg	3,2
946	Ontsmetting - reiniging - huisvuil	3,1		
947	Afvalwater	2,4		
949	Begraafplaatsen	0,8	Milieu	6,4
970	Huisvesting - stedebouw	1,6	Ruimtelijke ordening	1,6

* Vanaf 1981 werden enkele wijzigingen aangebracht aan deze classificatie. Deze betreffen :
- de subfunctie 06 — overboekingen,
- de herschikking van de subfuncties kunst- en hoger onderwijs en de invoering van een subfunctie onderwijs gehandicapten,
- de herschikking van de subfuncties gezondheid, voeding, ontsmetting, afvalwater en begraafplaatsen, die nu allen onder de functie 8 vallen,
- het exclusief voorbehouden van de functie 9 voor huisvesting en stedebouw.

In de gegevensverwerking m.b.t. 1981 werd hiermee rekening gehouden.

Programme du XIIIe Congrès Mondial de l'Association Internationale de Science Politique

Paris, 15-20 juillet 1985

L'ETAT, SON EVOLUTION ET SON INTERACTION AVEC LA SOCIETE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Sous-thème I : **Etat et gouvernement dans la théorie politique récente.**

Séance générale : *Réflexions d'ordre philosophique sur l'Etat moderne.*

I.1. Bilan des grandes controverses théroriques sur l'Etat.
I.2. L'autorité de l'Etat : modes de légitimation.
I.3. L'Etat dans les pays socialistes : analyses théoriques.
I.4. L'Etat dans les pays en voie de développement : analyses théoriques.
I.5. L'Etat et le concept de nouvel ordre mondial.
I.6. Méthodologie de l'analyse de l'Etat moderne.
I.7. Théories marxiste, libérale et conservatrice de la nature et des fonctions de l'Etat.
I.8. Le concept d'Etat dans la nouvelle économie politique.

Sous-thème II : **Changements de fonctions et de structure dans l'appareil étatique.**

Séance générale : *L'analyse comparative en sciences administratives : état des travaux.*

II.1. La fonction publique et son rôle dans la société moderne.
II.2. Changements institutionnels et influence des spécialistes de sciences sociales.
II.3. La fonction publique dans les pays en voie de développement.
II.4. Les relations entre le centre et la périphérie — quels changements ?

II.5. Changements institutionnels et imbrication des secteurs public et privé.
II.6. Volatilité des électorats et contrôle des partis : problèmes posés à l'Etat.
II.7. Effets de la participation des citoyens et des mouvements sociaux sur les activités publiques.
II.8. Les médias et l'Etat moderne : les problèmes posés par les nouveaux modes de communication.

Sous-thème III : **Politiques et actions publiques : études comparatives.**

Séance générale : *Les études comparatives des politiques publiques : état des travaux.*

III.1. Structures administratives et dynamiques et la croissance du secteur public.
III.2. La planification et les limites de la réglementation publique.
III.3. Application et évaluation des politiques publiques.
III.4. La législation étendue et son domaine.
III.5. L'Etat de bien-être mis en perspective.
III.6. Les modes de répartition publique.
III.7. Les acteurs internationaux et les politiques internes.
III.8. L'étude comparative des politiques publiques.
III.9. Etudes comparatives des politiques sociales.

Sous-thème IV : **L'Etat face aux problèmes globaux.**

Séance générale : *L'Etat entre le subnationalisme et internationalisme.*

IV.1. Conditions nécessaires à la paix et à la sécurité mondiales : maîtrise des armements, désarmements, règles de conduite.
IV.2. Problèmes de gestion des transformations globales : le changement social dans la société internationale.
IV.3. L'Etat et l'intégration internationale : possibilités et limites de la coopération régionale.
IV.4. Le non-alignement et les autres stratégies de sécurité possibles pour les Etats sans armes nucléaires.
IV.5. Les conflits portant sur les ressources naturelles et les sphères d'influence : retour de la géopolitique ?
IV.6. Nouvelle forme de gestion des crises.

IV.7. Crise économique mondiale et politiques nationales : problèmes d'autonomie, de dépendance et de collaboration.

IV.8. Stabilité et transformation à l'échelle mondiale : l'apport des modèles globaux.

Les séances des Comités de recherche (1).

1. L'analyse terminologique et les concepts.
2. Les élites politiques.
3. L'unification européenne.
5. Etudes comparées de l'administration et de la politique municipales.
6. Sociologie politique.
7. Les méthodes quantitatives et mathématiques en science politique.
8. Les spécialistes du pouvoir législatif.
9. Etudes juridiques comparées.
10. Etudes de la paix et des conflits.
11. Science et politique.
12. Biologie et politique.
13. Développement et systèmes politiques.
14. Les ethnies et la politique.
15. Géographie politique.
16. Les problèmes socio-politiques du pluralisme.
17. Le nouvel ordre économique international.
18. Etudes politiques asiatiques.
19. Les sexes et la politique.
20. L'argent et la corruption politique.
21. L'éducation politique.
22. La communication globale.
23. Les concepts de l'ethnicité.

Les séances des Groupes d'étude (1).

3. Le soutien politique et l'aliénation.
4. Les droits de la personne.
6. La technologie et le développement.
7. La société et les forces armées.
8. La science politique dans les pays en voie de développement.
9. La pensée politique marxiste.
10. Psychologie politique.
11. La sociologie comparée de la science politique.

(1) Certains Comités ou Groupes ne sont pas programmés.

12. La répression et la représentation : les tendances convergentes en Amérique latine et en Europe.
13. L'analyse comparée de l'opinion publique.
14. L'analyse des politiques.
15. Philosophie politique analytique.
16. Repenser le développement politique.
17. Le pouvoir politique.
18. Théories de l'Etat.
19. Politique comparative en matière de santé.
20. La structure et l'organisation du gouvernement.
21. Le fédéralisme comparé.

Les séances particulières.

1. Structure de classe, élites et choix politiques au Moyen Orient.
2. Les élections comme source de changements importants de politique.
3. Le progrès des femmes dans la vie politique et dans l'administration : l'impact de la « décennie des femmes » des Nations Unies.
4. Les processus de sélection des dirigeants : analyse comparative.
5 La communauté internationale des affaires et de la finance et l'autonomie de l'Etat.
6. Les entreprises publiques : analyse comparative.
7. Crise et résurrection des partis politiques dans les processus de démocratisation.
8. L'échange social et politique : aperçu critique.
9. Les effets politiques de la démocratie directe.
10. La politique industrielle et les défis internationaux à l'Etat.
11. Austérité financière et innovation urbaine.
12. Les grandes puissances et la sécurité en Asie du sud-est depuis 1975.
13. Les arènes du pouvoir.
14. Les leaders visionnaires : les bâtisseurs de nations dans l'après-guerre.
15. Structures sociales et choix partisans dans les années 1980.
16. Les mouvements de protestation extra-institutionnels : défis au système ou régénération nécessaire.
17. La gauche et la droite : analyse comparative.
18. L'Etat et l'aliénation politique.
19. Situation économique et comportement électoral.

20. Clientélisme et médiation des intérêts dans les sociétés capitalistes modernes.
21. La violence politique intérieure.
22. La démocratie (représentative) dans les Etats latino-américains à la fin du XXe siècle.
23. Le rôle de l'administration locale dans l'Etat.
24. Le pluralisme ethnique, la démocratie et la modernité : analyse comparative et théorique.
25. La culture politique dans les systèmes politiques méditerranéens.
26. Travail et vie politique. Le lieu de travail comme agent de socialisation.
27. Le développement socio-économique et les changements dans l'appareil institutionnel.
28. La vie politique dans les sociétés en cours de redémocratisation.
29. La transition de l'autoritarisme à la démocratie — le rôle des femmes.
30. Cycles économiques et insurrection sociale : les impacts politiques.
31. L'impact des politiques de développement rural.
32. Socialisme et démocratie dans la philosophie politique de Georges Lukacs.
33. Recherches sur les groupes d'intérêt : état des travaux.
34. Souveraineté et auto-détermination.
35. L'organisation des groupes d'intérêt du monde des affaires.
36. Le processus judiciaire : le droit et l'Etat.
37. L'Etat africain et l'intégration nationale et régionale.
38. La théorie politique analytique depuis la Seconde guerre mondiale — intérêt et limites pour la compréhension de la réalité des sociétés en voie de développement.
39. L'Union européenne et l'élection directe de 1984 à l'Assemblée des Communautés européennes.
40. La régionalisation de l'Etat et ses liaisons avec la société nationale et internationale.
41. La sécurité de la population des grandes villes.
42. La classification des systèmes politiques contemporains.
43. Langage et compréhension politique : la politique de la pratique discursive.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'Association Internationale de Science Politique, a/s Université d'Ottawa, Ottawa K1N 6N5, Canada.

★

RES PUBLICA BELGICA

1945 - 1975

INHOUD — SOMMAIRE

RES PUBLICA

Jubileumnummer **Livre anniversaire**

BUNDEL XXV, Nr 4 - 1983 - VOLUME XXV, No 4

RES PUBLICA

Tijdschrift voor Politologie — Revue de Science Politique

Uitgegeven door het **Politologisch Instituut** v.z.w.
Publié par le **Politologisch Instituut** a.s.b.l.
Hoofdredacteur — Rédacteur en chef : **Wilfried DEWACHTER**
Redactiesecretaris — Secrétaire de rédaction : **Ivo VANPOL**

Redactieadres — Adresse de la rédaction

E. Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven

De bijdragen moeten persklaar aangeboden worden, getypt met dubbel interlinie. Zij moeten vergezeld zijn van een Engelstalige samenvatting van maximum 150 woorden. De niet opgenomen manuscripten worden niet teruggezonden.
De Nederlandse teksten dienen in de voorkeurspelling gesteld.
Het Politologisch Instituut neemt geen verantwoordelijkheid op zich voor de uitgebrachte meningen ; deze verbinden alleen de auteurs.

Les articles qui nous sont envoyés devront être dactylographiés en double interligne et accompagnés d'un court résumé (max. 150 mots) en anglais. Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus.
Le « Politologisch Instituut » n'assume pas la responsabilité des opinions émises ; celles-ci n'engagent que les auteurs.

Abonnements- en verkoopsvoorwaarden van het tijdschrift
Conditions d'abonnement et de vente de la revue

	B.F. - F.B.
1. Jaarlijks abonnement — Abonnement annuel	
persoon - personne	700
instelling - institution	1.500
Uitsluitend voor België : student (mits vermelding van de universiteit, de studierichting, het studiejaar en het inschrijvingsnummer aan de universiteit) - **Uniquement pour la Belgique :** étudiant (en mentionnant l'université, l'orientation et l'année des études, le numéro d'immatriculation)	400
2. Verkoop per nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente au numéro (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	300 B.F.
instelling - institution	600 B.F.
Verkoop dubbel nummer (nog uitsluitend vanaf 1980) — Vente numéro double (à partir de 1980 seulement)	
persoon - personne	600 B.F.
instelling - institution	1.200 B.F.
3. Verzameling van 1963 tot 1976 (zo lang de voorraad strekt) **Collection de 1963 à 1976 (jusqu'à épuisement du stock)**	
België - Belgique	**3.500 B.F.**
Andere landen - Autres pays	**4.500 B.F.**
4. Jaargangen 1977 tot en met 1979 (zo lang de voorraad strekt) **Volumes de 1977 à 1979 (jusqu'à épuisement du stock)**	
België - Belgique	**1.500 B.F.**
Andere landen - Autres pays	**2.000 B.F.**

ZETEL VAN HET INSTITUUT — SIEGE DE L'INSTITUT

Politologisch Instituut v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussel
Politologisch Instituut a.s.b.l. : rue d'Egmont 11, B-1050 Bruxelles
Rekening - Compte : 091-0034240-28
Het tijdschrift RES PUBLICA wordt uitgegeven
met de steun van het Ministerie van Onderwijs
Wettelijk depot - Dépôt légal : D/RP 1984/5/1173

Gedrukt in België — Imprimé en Belgique

RES PUBLICA

Belgian Journal for Political Science

Editor : **Wilfried DEWACHTER**
Assistant editor : **Ivo VANPOL**
Address : **Van Evenstraat 2B, B-3000 Leuven**

Manuscripts to be considered for publication should conform to the following requirements : two type-written copies (double-spaced) must be submitted, ready for press : they must include a summary in English, not longer than 150 words. Manuscripts that are not accepted are not returned.

The « Politologisch Instituut » bears no responsibility for opinions expressed by authors ; the latter are solely responsible for the opinions they forward.

Annual subscription and sales conditions

1. Annual subscription

Individuals	700 BF
Institutions	1.500 BF
Students (only in Belgium)	400 BF

2. Single issue (only from 1980 on)

Individuals	300 BF
Institutions	600 BF

Double issue (only from 1980 on)

Individuals	600 BF
Institutions	1.200 BF

3. **Collection 1963-1976 (as long as the issues in stock last)**

Belgium	**3.500 BF**
Other countries	**4.500 BF**

4. **Volumes from 1977 through 1979 (as long as the issues in stock last)**

Belgium	**1.500 BF**
Other countries	**2.000 BF**

PUBLISHER

POLITOLOGISCH INSTITUUT v.z.w. : Egmontstraat 11, B-1050 Brussels
Bank account : 091-0034240-28

The Journal RES PUBLICA is sponsored by the Belgian Ministry of Education

The articles of Res Publica are abstracted in the following journals

— ABC POL SCI.
Advanced Bibliography of Contents: Political Science and Government.

— International Bibliography of Political Science
Bibliographie internationale de science politique.

— International Bibliography of the Social Sciences
Bibliographie internationale des sciences sociales.

— International Bibliography of Economics
Bibliographie internationale de science économique.

— Social Sciences Citation Index. An International Multidisciplinary Index to the Literature of the Social, Behavioral and Related Sciences.

— Sociological Abstracts.

— Bulletin analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine.

— United Nations. Monthly Bibliography. Selected articles.
Nations Unies. Bibliographie mensuelle. Articles sélectionnés.

— Bulletin de Renseignements documentaires. Communautés Européennes. Documentation bulletin. European Communities.

Printed in Belgium

GEDRUKT IN BELGIE / IMPRIME EN BELGIQUE

door / par

L'IMPRIMERIE DES SCIENCES S.A.

Dir. : Ch. SCHROEF
Avenue Emile de Beco laan 75
B-1050 Bruxelles - Brussel